

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

R E C E P I S S E D E D E P O T

3 PL. PIERRE GOUJON - BP 50317
01011 BOURG EN BRESSE CEDEX

ACCES MINITEL : 08 36 29 11 11 ET 08 36 29 11 22

SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

BP 26

01442 VIRIAT

V/REF : JHM/GP
N/REF : 2001 B 262 / A-3738

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 14/10/2003, SOUS LE NUMERO A-3738,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 04/09/2003
P.V. DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 04/09/2003
ACTE S.S.P. EN DATE DU 26/06/2003
STATUTS MIS A JOUR
DECLARATION DE CONFORMITE

APPORT-FUSION

FUSION PAR VOIE D'ABSORPTION DE LA SOCIETE GPI DONT LE SIEGE EST A OYONNAX
(01100) ZONE INDUSTRIELLE NORD, RUE DE TAMAS, ARBENT
MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL
AUGMENTATION DU CAPITAL
CHANGEMENT DE DENOMINATION EN CELLE DE GPI - GROUPE GERGONNE
TRANSFORMATION EN SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE

... CONCERNANT LA SOCIETE
SOCIETE FINANCIERE GERGONNE SFG
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
ZIN DU TAMAS
01100 ARBENT

R.C.S BOURG-EN-BRESSE 379 622 160 (2001 B 262)

LE GREFFIER

[Signature]

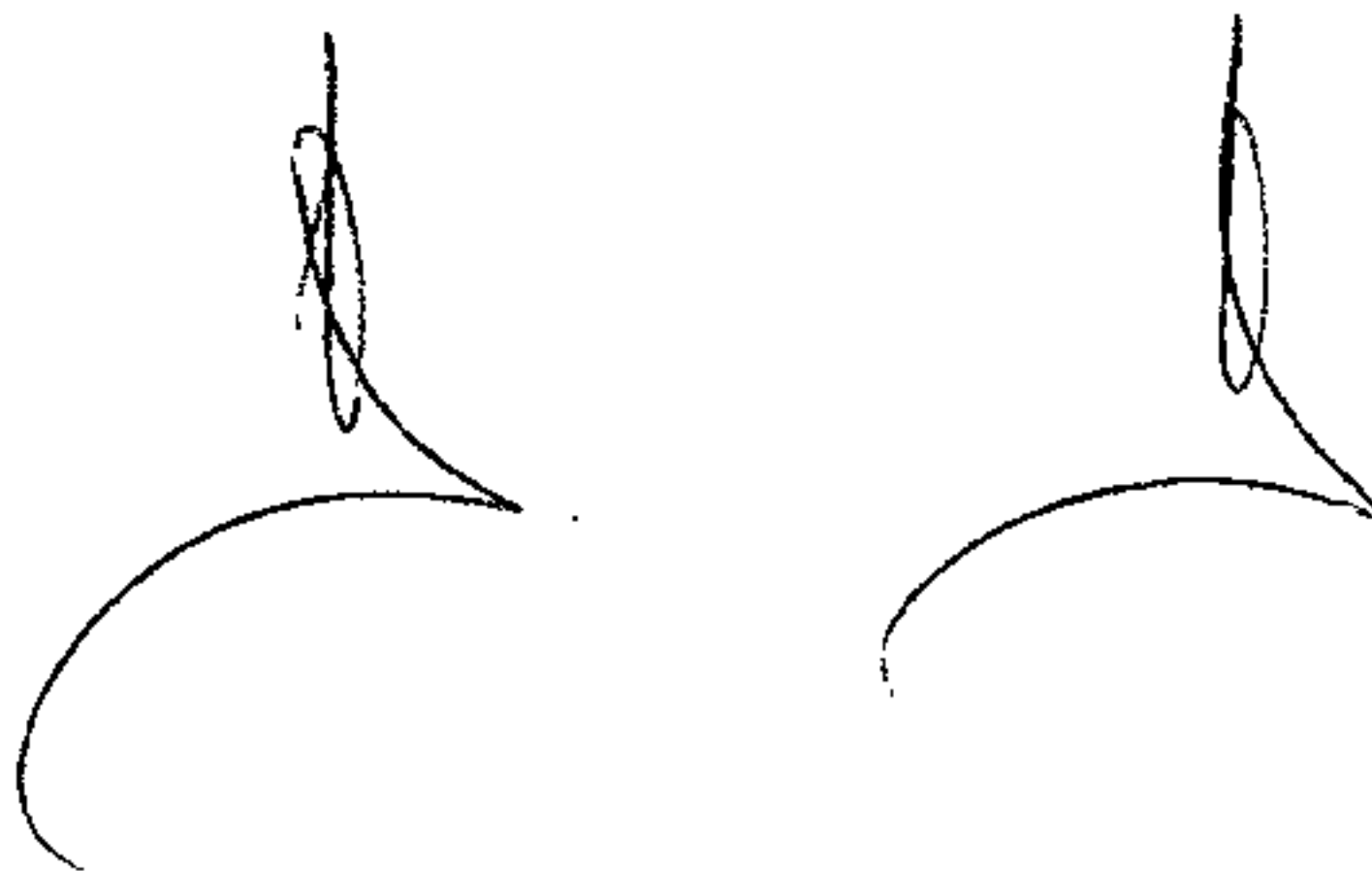


FUSION-ABSORPTION
DE LA SOCIETE GPI
PAR LA SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG

PROJET DE TRAITE DE FUSION

♦ ♦ ♦

26 JUIN 2003

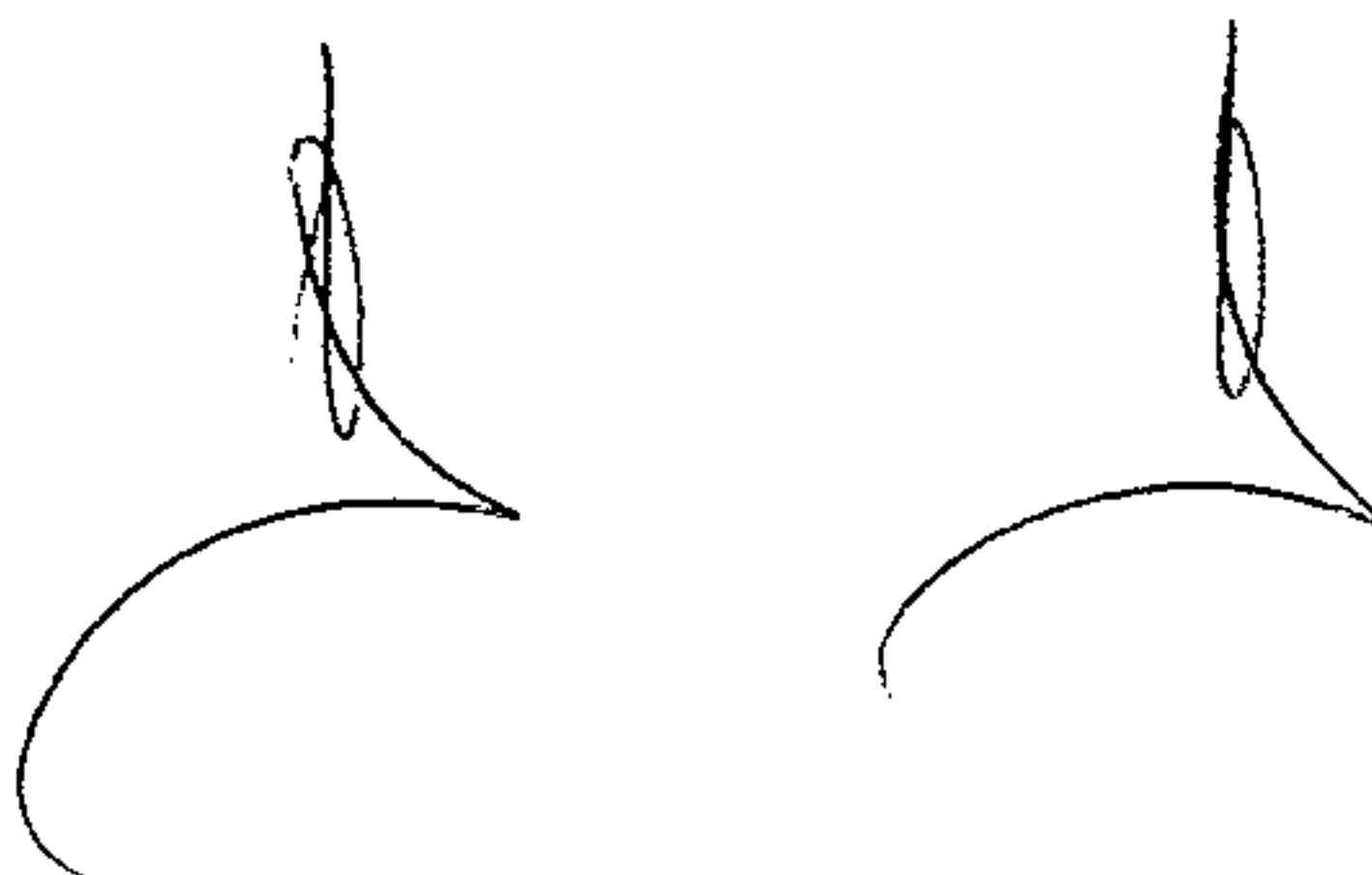


FUSION-ABSORPTION
DE LA SOCIETE GPI
PAR LA SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG

PROJET DE TRAITE DE FUSION

♦ ♦ ♦

26 JUIN 2003



TRAITE DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

⇒ **La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG**

Société par actions simplifiée au capital de 872 416 €,
Ayant son siège social à OYONNAX (01100) - ZIN - Rue de Tamas - ARBENT,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 379 622 160,

Représentée par Monsieur Michel GERGONNE en sa qualité de Président de la société.

Ci-après dénommée "la société absorbante",

D'une part,

ET :

⇒ **La société GPI**

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance,
Au capital de 1 498 722 €,
Ayant son siège social à OYONNAX (01100) - ZIN - Rue de Tamas - ARBENT,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 762 200 277,

Représentée par Monsieur Michel GERGONNE en sa qualité de Président du Directoire dûment habilité aux fins des présentes par un Directoire en date du 20 juin 2003,

Ci-après dénommée "la société absorbée",

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI :

CHAPITRE I : EXPOSE

I - CARACTERISTIQUES DES SOCIETES

1/ La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG (société absorbante) :

La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG est une société par actions simplifiée dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du Commerce et des Sociétés est, en FRANCE et à l'étranger, la prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achat d'actions, d'obligations, de toutes valeurs mobilières et de tous droits sociaux dans toutes sociétés, affaires ou entreprises.

Constituée sous la forme de société civile aux termes d'un acte sous seing privé en date à Oyonnax du 19 septembre 1990, enregistré à la Recette des Impôts de Oyonnax le 2 octobre 1990, Folio n°50, Bordereau 238/2, la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime des associés réunis en assemblée générale le 17 avril 2001.

La durée de la société est de 50 ans, et ce à compter du 24 octobre 1990.

Le capital social de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG s'élève actuellement à 872 416 €. Il est divisé en 54 526 actions de 16 € de nominal chacune, intégralement libérées.

2/ La société GPI (société absorbée) :

GPI est une société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du Commerce et des Sociétés, est :

- ⇒ La fabrication, l'achat et la vente de tous articles en matières plastiques et produits adhésifs.
- ⇒ La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
- ⇒ La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets, concernant ces activités.
- ⇒ La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou autrement.
- ⇒ Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe.

- La durée de la société est de 99 ans, et ce à compter du 2 avril 1963.

Le capital social de la société GPI s'élève actuellement à 1 498 722 €. Il est divisé en 6 751 actions de 222 € de nominal chacune, intégralement libérées.

3/ Liens entre les deux sociétés

3-1) Participation de l'absorbante dans l'absorbée

La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG détient 4 314 actions sur les 6 751 actions composant le capital de la société GPI.

3-2) Participation de l'absorbée dans l'absorbante

Néant.

3-3) Dirigeants communs

Monsieur Michel GERGONNE, Président de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, est également Président du Directoire de la société GPI.

4/ Divers

La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG et la société GPI ne font pas publiquement appel à l'épargne et n'ont pas émis de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires, ni émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées.

II - MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

Les sociétés GPI et SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG appartiennent au Groupe GERGONNE.

Après une étude approfondie, il est apparu nécessaire de réunir l'activité de ces deux sociétés au sein d'une même entité juridique, organisée sous forme de société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance, ceci afin :

- ⇒ De supprimer des structures juridiques et réduire les coûts financiers et légaux générés par des entités séparées et réaliser les économies d'échelles que la réunion des deux sociétés autorise.
- ⇒ De renforcer l'image économique de l'ensemble auprès des tiers par la consolidation de leurs capitaux propres et moyens financiers.

Pour les raisons ainsi invoquées, il a été envisagé de procéder à la fusion-absorption de la société GPI par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG.

III - COMPTES SERVANT DE BASE A LA FUSION

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre 2002 (date de clôture de l'exercice pour les deux sociétés intéressées), et qui seront soumis à l'approbation de leurs actionnaires respectifs lors des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles convoquées pour le lundi 30 juin 2003.

Les bilans, comptes de résultat et annexes arrêtés au 31 décembre 2002 de chacune des sociétés soussignées figurent en annexe à la présente convention (**annexe 1**).

IV - METHODES D'EVALUATION

L'opération de regroupement des deux sociétés soussignées constituant une opération de restructuration interne, les éléments d'actif et de passif de la société GPI sont apportés pour leur valeur nette comptable, telle qu'elle apparaît dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2002.

Les méthodes pour évaluer l'apport-fusion de la société GPI mais également pour déterminer leur rémunération, de même que les motifs du choix du rapport d'échange des actions de la société absorbée contre des actions émises par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG sont exposées en annexe à la présente convention (**annexe 2**).

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CHAPITRE II : Apport-fusion

I - DISPOSITIONS PREALABLES

La société GPI apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, et sous les charges et conditions ci-après exprimées, à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, qui accepte sous les mêmes garanties, charges et conditions, l'ensemble des biens, droits, y compris les brevets, marques, dessins et modèles visés en **annexe 3**, les immeubles visés dans les relevés de formalités immobilières publiées (**annexe 4**), et les obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 31 décembre 2002, y compris également les éléments actifs et passifs résultant des opérations faites depuis le 1^{er} janvier 2003 jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion. Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le présent apport constituant une transmission universelle des éléments actifs et passifs composant le patrimoine de la société absorbée.

Le patrimoine de la société GPI sera dévolu à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, société absorbante, dans l'état où il se trouvera au jour de la réalisation définitive de la fusion.

II - APPORTS DE LA SOCIETE GPI

A) Actif apporté

⇒ ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations incorporelles

- Concessions, brevets et droits similaires	57 168 €
- Fonds commercial	114 336 €
- Autres immobilisations incorporelles	30 867 €

Immobilisations corporelles

- Terrains	702 753 €
- Constructions	4 291 724 €
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 625 359 €
- Autres immobilisations corporelles	397 930 €
- Immobilisations en cours	533 276 €
- Avances et acomptes	11 494 €

Immobilisations financières

- Autres participations	10 517 019 €
- Créances rattachées à des participations	2 550 000 €
- Autres titres immobilisés	99 €
- Prêts	34 921 €
- Autres immobilisations financières	257 €

Total de l'actif immobilisé

20 867 209 €

⇒ ACTIF CIRCULANT

Stocks

- Matières premières, approvisionnements	2 860 235 €
- En cours de production de biens	4 956 €
- Produits intermédiaires et finis	2 121 362 €

Créances

- Clients et comptes rattachés	7 919 416 €
- Autres créances	1 879 526 €

Divers

- Valeurs mobilières de placement	57 000 €
- Disponibilités	5 534 258 €

Total de l'actif circulant

20 376 756 €

⇒ COMPTES DE REGULARISATION

- Charges constatées d'avance	67 937 €
- Ecart de conversion actif	522 €

<u>Total des comptes de régularisation</u>	<u>68 459 €</u>
--	-----------------

⇒ <u>TOTAL DE L'ACTIF APORTE</u>	<u>41 312 424 €</u>
----------------------------------	---------------------

D'une manière générale, l'apport à titre de fusion effectué par la société GPI à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG comprend l'ensemble des biens et des droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme aussi au jour de la réalisation définitive de la fusion, sans aucune exception ni réserve.

B) Passif pris en charge

⇒ PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- Provisions pour risques	522 €
---------------------------	-------

<u>Total des provisions pour risques et charges</u>	<u>522 €</u>
---	--------------

⇒ DETTES

- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 808 541 €
- Emprunts et dettes financières divers	5 932 473 €
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 194 651 €
- Dettes fiscales et sociales	3 326 815 €
- Autres dettes	1 147 890 €

<u>Total des dettes</u>	<u>21 410 372 €</u>
-------------------------	---------------------

⇒ COMPTES DE REGULARISATION

- Ecart de conversion passif	2 206 €
------------------------------	---------

<u>Total des comptes de régularisation</u>	<u>2 206 €</u>
--	----------------

⇒ <u>TOTAL DU PASSIF PRIS EN CHARGE</u>	<u>21 413 100 €</u>
---	---------------------

Monsieur Michel GERGONNE, agissant ès qualités, certifie que le montant total et le détail du passif ci-dessus désignés sont exacts et sincères et qu'il n'existe, à sa connaissance, aucun passif non comptabilisé. Il certifie notamment que la société GPI est en règle à l'égard des organismes de Sécurité Sociale, Allocations Familiales, de prévoyance et de retraite et qu'elle a satisfait à toutes ses obligations fiscales, toutes déclarations nécessaires ayant été effectuées dans les délais prévus par les lois et règlements en vigueur.

Enfin, Monsieur Michel GERGONNE, agissant ès qualités, déclare que la société GPI qu'il représente n'a effectué depuis le 31 décembre 2002, date de l'arrêté des comptes retenue pour déterminer l'évaluation de l'actif net apporté, aucune opération de disposition des éléments d'actif ni de création de passif en dehors de celles rendues nécessaires par la gestion courante de la société.

C) Actif net apporté

L'actif net apporté par la société GPI à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, à savoir la différence entre l'actif apporté et le passif pris en charge, s'élève à :

- Total de l'actif apporté	41 312 424 €
- Total du passif pris en charge	- 21 413 100 €
ACTIF NET APORTE	19 899 323 €

correspondant au montant des capitaux propres de la société GPI au 31 décembre 2002.

III - DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE

Pour déterminer la rémunération de l'apport de la société GPI à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, il a été procédé à une évaluation de ces deux sociétés ainsi que de leurs actions selon les méthodes exposées en **annexe 2**, et à la comparaison de ces valeurs.

Aux termes de ces évaluations et comparaison, le rapport d'échange s'établit à 13 actions de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE pour 1 action de la société GPI.

IV - REMUNERATION DE L'APPORT-FUSION - AUGMENTATION DE CAPITAL - PRIME ET BONI DE FUSION

1°/ Rémunération de l'apport-fusion - Augmentation de capital :

Il résulte du rapport d'échange ci-dessus arrêté que les actionnaires de la société GPI devraient recevoir, en échange des 6 751 actions composant le capital social de ladite société, 87 763 actions de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG ($6\,751 \times 13$), à créer par cette dernière à titre d'augmentation de capital.

Le capital de cette société serait ainsi augmenté d'une somme de 1 404 208 € ($87\,763 \times 16$ €).

Cependant, la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG détient 4 314 actions de la société GPI, de sorte qu'elle recevrait 56 082 (4 314 * 13) de ses propres actions lors de l'augmentation de son capital.

La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, ne pouvant détenir ses propres actions, renonce à recevoir les 56 082 actions nouvelles auxquelles sa participation dans la société GPI lui donne droit.

Ainsi, l'augmentation de capital qui bénéficiera aux autres actionnaires de la société GPI s'élèvera à 506 896 € et correspondra à la création de 31 681 actions nouvelles ((6 751 - 4 314)* 13) de 16 € chacune.

Les 31 681 actions nouvelles seraient entièrement assimilées aux titres déjà existants, jouiraient des mêmes droits et supporteraient les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôts, de sorte que tous les titres de même nature, sans distinction, donneraient droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou de tout remboursement effectué pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation.

Les 31 681 actions nouvelles seraient soumises à toutes les dispositions statutaires de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG et porteraient jouissance à compter du 1^{er} janvier 2003, quelle que soit la date de réalisation définitive de la fusion. Elles seraient également négociables dans les conditions prévues par la loi.

2°/ Prime de fusion - Boni de fusion :

La fraction d'actif net apporté par la société GPI correspondant à la participation de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, soit :

$$\frac{19.899.323 \text{ €}}{6.751} * 4.314 = \dots\dots\dots 12.715.989,54 \text{ €}$$

aura pour contrepartie comptable :

- ✓ L'annulation de la participation de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG dans le capital de la société GPI, soit 1.103.319,27 €
- ✓ Un boni de fusion de 11.612.670,27 €

Il est ici précisé que le boni de fusion correspond à la différence entre la valeur vénale retenue pour la fusion et la valeur inscrite dans les comptes de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG des 4.314 titres détenus dans le capital de la société GPI, soit : (4.314 * 2.947,61 €) - 1.103.319,27 €
= 11.612.670,27 €

121

Le solde, correspondant en fait à la quote-part d'actif net relative aux actions de la société GPI autres que celles détenues par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, s'élève à la somme de 7.183.333,46 €, et aura quant à lui la contrepartie comptable suivante :

- ✓ L'augmentation de capital de la SFG 506.896,00 €
- ✓ La prime de fusion qui s'élèvera à 6.676.437,46 €

--

De convention expresse, il est précisé qu'il serait proposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG de donner à cette prime de fusion l'affectation suivante :

- ⇒ Imputation de tous les frais, droits et impôts résultant de la fusion,
- ⇒ Dotation complémentaire de la réserve légale à concurrence d'un montant de 50 690 €,
- ⇒ Reprise au bilan de l'absorbante des provisions et réserves fiscales figurant au passif de la société GPI.

V - PROPRIETE - JOUISSANCE

La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG sera propriétaire des biens et droits immobiliers et mobiliers apportés par la société GPI à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} janvier 2003.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société GPI depuis le 1^{er} janvier 2003 jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG.

Les comptes de la société GPI afférents à cette période seront remis à la société absorbante par les responsables légaux de ladite société.

Enfin, la société absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

CHAPITRE III : Charges et Conditions

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes :

I - EN CE QUI CONCERNE LA SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG

1. La société absorbante prendra les biens apportés par la société absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société GPI, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.
2. Les apports de la société absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la société absorbante de payer en l'acquit de la société absorbée, indépendamment de la rémunération sous forme de titres nouveaux de la société absorbante, l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'énoncé plus haut. D'une manière générale, la société absorbante prendra en charge l'intégralité du passif de la société absorbée, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société absorbée à la date du 31 décembre 2002, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société absorbante prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs ayant une cause antérieure au 31 décembre 2002 mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

3. La société absorbante, en application de l'article 163 de l'annexe II du Code général des impôts, devra faire son affaire personnelle des investissements à effectuer au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, en ce qui concerne les salaires payés par la société absorbée pour la période écoulée depuis la réalisation des derniers investissements obligatoires.
4. La société absorbante aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les valeurs mobilières et droits sociaux à elle apportés et fera son affaire personnelle, après réalisation définitive de la fusion, de la mutation à son nom de ces valeurs mobilières et droits sociaux.
5. La société absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de la société absorbée.
6. La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, aux lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.
7. La société absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.
8. La société absorbante exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la société absorbée, et ceci y compris concernant l'ensemble des emprunts repris en **annexe 5**.
9. La société absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.
10. La société absorbante sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion, dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la société absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société absorbée s'engageant pour sa part à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

II - EN CE QUI CONCERNE LA SOCIETE GPI

1. La société absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la société absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

2. La société absorbée s'oblige à fournir à la société absorbante, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra notamment, à première réquisition de la société absorbante, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.
3. La société absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la société absorbante aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV : Conditions suspensives

La présente fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- ⇒ Approbation par les Assemblées Générales Ordinaires Annuelles respectives des sociétés GPI et SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG des comptes annuels tels qu'ils ont été arrêtés et figurant en **annexe 1**.
- ⇒ Approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société GPI du présent projet de fusion, et prononcé de sa dissolution du fait et au jour de la réalisation de la fusion.
- ⇒ Approbation de la fusion et de l'augmentation de capital, conséquence de la fusion, par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG.

Le tout dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal des Assemblées Générales.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus le 31 décembre 2003 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues.

La société GPI se trouvera dissoute de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG qui constatera la réalisation de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG de la totalité de l'actif et du passif de la société GPI.

CHAPITRE V : Déclarations générales

La société absorbée déclare :

- Qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective sous l'empire de la loi du 13 juillet 1967 ou de la loi du 25 janvier 1985 et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition, à l'exception de ceux mentionnés en **annexe 6** et faisant l'objet d'un nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG ont été régulièrement entreprises ;
- Que sur les 6 751 actions constitutives du capital de la société GPI, 1 300 actions appartenant à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG ont été affectées par celle-ci en nantissement d'un prêt qui lui a été consenti en 2001 par la BANQUE POPULAIRE DE FRANCHE-COMTE, DU MACONNAIS ET DE L'AIN ainsi que par la LYONNAISE DE BANQUE, ceci pour un montant global en principal de 3 978 919 €.
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ou de droit de préemption, étant observé que l'immeuble sis à VINEUIL (41350) dont GPI est propriétaire est intégré à la ZAC des Sablons qui fait l'objet aujourd'hui d'une enquête d'utilité publique dans la perspective d'un réaménagement (**annexe 7**);

- Que le matériel et autres ne sont grevés d'aucune autre inscription de privilège de vendeur ou de nantissement que ceux mentionnés sur les états d'inscription en **annexe 8**, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- Que les biens et droits immobiliers sont apportés tels qu'ils existent, avec toutes leurs aisances et dépendances sans aucune exception ni réserve, et qu'ils ne sont grevés d'aucun autre privilège, hypothèque ou sûreté réelle que ceux mentionnés sur les états en **annexe 4**, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais;
- Que le chiffre d'affaires hors taxes de chacune des trois dernières années d'exploitation s'est élevé à :

Date de clôture	Montant du chiffre d'affaires de la société GPI
31 décembre 2002	34 063 001 €
31 décembre 2001	31 529 972 €
31 décembre 2000	31 625 798 €

- Que les résultats nets avant impôt sur les sociétés relatifs à la même période se sont élevés à :

Date de clôture	Résultats nets de la société GPI
31 décembre 2002	2 095 093 €
31 décembre 2001	1 941 664 €
31 décembre 2000	1 757 195 €

- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent à ces années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;
- Que la société absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la société absorbante, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales

I - DISPOSITIONS GENERALES

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

D'une manière générale, la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG reprend le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société GPI à l'occasion d'opérations de fusion, de fusion dite "à l'anglaise" ou d'apport partiel d'actif, soumises au régime fiscal de faveur des fusions en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés.

II - DISPOSITIONS PLUS SPECIFIQUES

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

A/ Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité sera donc requise sous le bénéfice du seul droit fixe de 230 €, lequel sera supporté par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG.

B/ Impôt sur les sociétés

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires produits depuis la date d'effet de la présente fusion, soit le 1^{er} janvier 2003, par l'exploitation de la société absorbée, seront englobés dans les résultats imposables de la société absorbante.

Les soussignés ès-qualités, au nom de la société qu'ils représentent, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu aux articles 210 A et suivants du Code général des impôts.

A cet effet, la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG s'engage, en tant que de besoin :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la société absorbée, ainsi que la réserve spéciale où cette société aura porté les plus-values à long terme soumises antérieurement à l'impôt sur les sociétés au taux prévu par l'article 219 I - a du Code général des impôts ;

- à se substituer à la société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte aura été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A-3.b du Code général des impôts) ;
- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (article 210 A-3.c du Code général des impôts) ;
- à porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 septies II du Code général des impôts ;
- à réintégrer dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions fixées à l'article 210 A-3.d du Code général des impôts, les plus-values dégagées par la fusion sur l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculés d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d du Code général des impôts) ;
- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée,
- à conserver les titres de participation que la société absorbée auraient acquis depuis moins de deux ans et pour lesquels elle aurait opté pour le régime prévu à l'article 145 du Code général des impôts.

La société absorbante joindra à ses déclarations de résultat l'état prévu à l'article 54 septies I du Code général des impôts.

C/ Taxe sur la valeur ajoutée

Les parties soussignées déclarent reconnaître que les opérations d'apport résultant de la fusion absorption sont réputées inexistantes pour l'application des dispositions de l'article 257-7° du Code général des impôts.

En ce qui concerne les biens mobiliers d'investissement, la société absorbante s'engage à soumettre à la T.V.A. les cessions ultérieures de ces biens et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du Code général des impôts qui auraient été exigibles si la société absorbée avait continué à utiliser les biens (D. adm. 3D 1411 du 1er mai 1990).

La société absorbante adressera au service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire dans laquelle elle mentionnera, d'une part, l'engagement qu'elle prend de procéder aux régularisations auxquelles aurait été tenue l'entreprise absorbée et, d'autre part, de soumettre à la T.V.A. les cessions ultérieures de biens mobiliers d'investissement.

En ce qui concerne les immobilisations autres que les biens mobiliers d'investissement, la société absorbante s'engage à effectuer ultérieurement, s'il y a lieu, les régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du Code général des impôts auxquelles la société absorbée aurait dû procéder si elle avait continué à utiliser les biens.

La société absorbante adressera au service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire du présent engagement (D. adm. 3D 1411 du 1er mai 1990).

CHAPITRE VII : Dispositions diverses

I - FORMALITES

1. La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports effectués au titre de la fusion.
2. Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.
Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.
3. La société absorbante devra, en ce qui concerne les mutations de valeurs mobilières et de droits sociaux qui lui sont apportés, se conformer aux dispositions statutaires des sociétés considérées comme relatives aux mutations desdites valeurs et droits sociaux.
4. Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.
5. Conformément aux dispositions légales relatives à la publicité foncière, le présent projet de fusion ou un extrait de ce projet et éventuellement de tous actes postérieurs qui s'y rapporteraient feront l'objet d'un dépôt au rang des minutes de l'étude d'un notaire chargé de la formalité immobilière.

II - DESISTEMENT

Le représentant de la société absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

III - REMISE DE TITRES

Il sera remis à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société GPI, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et autres droits sociaux et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés par la société GPI.

IV - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, ainsi que son représentant l'y oblige.

V - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile aux sièges sociaux respectifs desdites sociétés, soit dans les deux cas à l'adresse suivante :

ZIN - Rue de Tamas - ARBENT
01100 OYONNAX

VI - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à OYONNAX,
Le 26 juin 2003,
En huit exemplaires originaux.

Pour la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG,

Monsieur Michel GERGONNE

Pour la société GPI,

Monsieur Michel GERGONNE

ANNEXE 1

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2002 DE LA SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG ET DE LA SOCIETE GPI



IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS

l'empreinte du service

Exercice ouvert le 01/01/2002

Exercice clos le 31/12/2002

Régime simplifié d'imposition

☒

(cocher la case correspondante)

Declarant consent pour le résultat d'ensemble du groupe (cocher la case) ☐

ou réel normal ☐

Adresse du service
CDI OYONNAX
2 Place du 11 Novembre 1943 - BP 816
01108 OYONNAX CEDEX

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou
adresse du siège social (si elle est différente de l'adresse du principal établissement)

A IDENTIFICATION

SAS Sté FINANCIERE GERGONNE
30 rue de tamas

Identification du
destinataire

01100 ARBENT

111 304375 3 7 9 6 2 2 1 6 0 0 0 0 1 6

Insp. IFO

N° dossier

N° SIRET

Code API

B

EURO (voir renvoi page 4)

Préciser éventuellement
l'adresse de service
de changement d'adresse

Le téléphone

Activités exercées (souligner l'activité principale)
Si vous avez changé d'activité, cocher la case ☐

HOLDING

Declarant a souscrit en euros
(voir page 4 des annexes de ce formulaire)

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (voir renvois page 4)

1 Résultat fiscal	155 178	2 Déficit	
2 Plus-values	117 058	3 Bénéfice imposable	
4 Abattements et exonérations en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches		5 Bénéfice imposable	
6 Plus-values		7 Bénéfice imposable	
8 Plus-values		9 Bénéfice imposable	
10 Plus-values		11 Bénéfice imposable	
12 Plus-values		13 Bénéfice imposable	
14 Plus-values		15 Bénéfice imposable	
16 Plus-values		17 Bénéfice imposable	
18 Plus-values		19 Bénéfice imposable	
20 Plus-values		21 Bénéfice imposable	
22 Plus-values		23 Bénéfice imposable	
24 Plus-values		25 Bénéfice imposable	
26 Plus-values		27 Bénéfice imposable	
28 Plus-values		29 Bénéfice imposable	
30 Plus-values		31 Bénéfice imposable	
32 Plus-values		33 Bénéfice imposable	
34 Plus-values		35 Bénéfice imposable	
36 Plus-values		37 Bénéfice imposable	
38 Plus-values		39 Bénéfice imposable	
40 Plus-values		41 Bénéfice imposable	
42 Plus-values		43 Bénéfice imposable	
44 Plus-values		45 Bénéfice imposable	
46 Plus-values		47 Bénéfice imposable	
48 Plus-values		49 Bénéfice imposable	
50 Plus-values		51 Bénéfice imposable	
52 Plus-values		53 Bénéfice imposable	
54 Plus-values		55 Bénéfice imposable	
56 Plus-values		57 Bénéfice imposable	
58 Plus-values		59 Bénéfice imposable	
60 Plus-values		61 Bénéfice imposable	
62 Plus-values		63 Bénéfice imposable	
64 Plus-values		65 Bénéfice imposable	
66 Plus-values		67 Bénéfice imposable	
68 Plus-values		69 Bénéfice imposable	
70 Plus-values		71 Bénéfice imposable	
72 Plus-values		73 Bénéfice imposable	
74 Plus-values		75 Bénéfice imposable	
76 Plus-values		77 Bénéfice imposable	
78 Plus-values		79 Bénéfice imposable	
80 Plus-values		81 Bénéfice imposable	
82 Plus-values		83 Bénéfice imposable	
84 Plus-values		85 Bénéfice imposable	
86 Plus-values		87 Bénéfice imposable	
88 Plus-values		89 Bénéfice imposable	
90 Plus-values		91 Bénéfice imposable	
92 Plus-values		93 Bénéfice imposable	
94 Plus-values		95 Bénéfice imposable	
96 Plus-values		97 Bénéfice imposable	
98 Plus-values		99 Bénéfice imposable	
100 Plus-values		101 Bénéfice imposable	

D IMPUTATIONS (voir renvois page 4)

1 Avenant des revenus imposables		2 Avenant des revenus imposables	
3 Avenant des revenus imposables		4 Avenant des revenus imposables	
5 Avenant des revenus imposables		6 Avenant des revenus imposables	
7 Avenant des revenus imposables		8 Avenant des revenus imposables	
9 Avenant des revenus imposables		10 Avenant des revenus imposables	
11 Avenant des revenus imposables		12 Avenant des revenus imposables	
13 Avenant des revenus imposables		14 Avenant des revenus imposables	
15 Avenant des revenus imposables		16 Avenant des revenus imposables	
17 Avenant des revenus imposables		18 Avenant des revenus imposables	
19 Avenant des revenus imposables		20 Avenant des revenus imposables	
21 Avenant des revenus imposables		22 Avenant des revenus imposables	
23 Avenant des revenus imposables		24 Avenant des revenus imposables	
25 Avenant des revenus imposables		26 Avenant des revenus imposables	
27 Avenant des revenus imposables		28 Avenant des revenus imposables	
29 Avenant des revenus imposables		30 Avenant des revenus imposables	
31 Avenant des revenus imposables		32 Avenant des revenus imposables	
33 Avenant des revenus imposables		34 Avenant des revenus imposables	
35 Avenant des revenus imposables		36 Avenant des revenus imposables	
37 Avenant des revenus imposables		38 Avenant des revenus imposables	
39 Avenant des revenus imposables		40 Avenant des revenus imposables	
41 Avenant des revenus imposables		42 Avenant des revenus imposables	
43 Avenant des revenus imposables		44 Avenant des revenus imposables	
45 Avenant des revenus imposables		46 Avenant des revenus imposables	
47 Avenant des revenus imposables		48 Avenant des revenus imposables	
49 Avenant des revenus imposables		50 Avenant des revenus imposables	
51 Avenant des revenus imposables		52 Avenant des revenus imposables	
53 Avenant des revenus imposables		54 Avenant des revenus imposables	
55 Avenant des revenus imposables		56 Avenant des revenus imposables	
57 Avenant des revenus imposables		58 Avenant des revenus imposables	
59 Avenant des revenus imposables		60 Avenant des revenus imposables	
61 Avenant des revenus imposables		62 Avenant des revenus imposables	
63 Avenant des revenus imposables		64 Avenant des revenus imposables	
65 Avenant des revenus imposables		66 Avenant des revenus imposables	
67 Avenant des revenus imposables		68 Avenant des revenus imposables	
69 Avenant des revenus imposables		70 Avenant des revenus imposables	
71 Avenant des revenus imposables		72 Avenant des revenus imposables	
73 Avenant des revenus imposables		74 Avenant des revenus imposables	
75 Avenant des revenus imposables		76 Avenant des revenus imposables	
77 Avenant des revenus imposables		78 Avenant des revenus imposables	
79 Avenant des revenus imposables		80 Avenant des revenus imposables	
81 Avenant des revenus imposables		82 Avenant des revenus imposables	
83 Avenant des revenus imposables		84 Avenant des revenus imposables	
85 Avenant des revenus imposables		86 Avenant des revenus imposables	
87 Avenant des revenus imposables		88 Avenant des revenus imposables	
89 Avenant des revenus imposables		90 Avenant des revenus imposables	
91 Avenant des revenus imposables		92 Avenant des revenus imposables	
93 Avenant des revenus imposables		94 Avenant des revenus imposables	
95 Avenant des revenus imposables		96 Avenant des revenus imposables	
97 Avenant des revenus imposables		98 Avenant des revenus imposables	
99 Avenant des revenus imposables		100 Avenant des revenus imposables	

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (art. 234 nonies à 234 quinquies du CGI) (voir renvoi page 4)

1 Revenus locatifs		2 Revenus locatifs	
3 Revenus locatifs		4 Revenus locatifs	
5 Revenus locatifs		6 Revenus locatifs	
7 Revenus locatifs		8 Revenus locatifs	
9 Revenus locatifs		10 Revenus locatifs	
11 Revenus locatifs		12 Revenus locatifs	
13 Revenus locatifs		14 Revenus locatifs	
15 Revenus locatifs		16 Revenus locatifs	
17 Revenus locatifs		18 Revenus locatifs	
19 Revenus locatifs		20 Revenus locatifs	
21 Revenus locatifs		22 Revenus locatifs	
23 Revenus locatifs		24 Revenus locatifs	
25 Revenus locatifs		26 Revenus locatifs	
27 Revenus locatifs		28 Revenus locatifs	
29 Revenus locatifs		30 Revenus locatifs	
31 Revenus locatifs		32 Revenus locatifs	
33 Revenus locatifs		34 Revenus locatifs	
35 Revenus locatifs		36 Revenus locatifs	
37 Revenus locatifs		38 Revenus locatifs	
39 Revenus locatifs		40 Revenus locatifs	
41 Revenus locatifs		42 Revenus locatifs	
43 Revenus locatifs		44 Revenus locatifs	
45 Revenus locatifs		46 Revenus locatifs	
47 Revenus locatifs		48 Revenus locatifs	
49 Revenus locatifs		50 Revenus locatifs	
51 Revenus locatifs		52 Revenus locatifs	
53 Revenus locatifs		54 Revenus locatifs	
55 Revenus locatifs		56 Revenus locatifs	
57 Revenus locatifs		58 Revenus locatifs	
59 Revenus locatifs		60 Revenus locatifs	
61 Revenus locatifs		62 Revenus locatifs	
63 Revenus locatifs		64 Revenus locatifs	
65 Revenus locatifs		66 Revenus locatifs	
67 Revenus locatifs		68 Revenus locatifs	
69 Revenus locatifs		70 Revenus locatifs	
71 Revenus locatifs		72 Revenus locatifs	
73 Revenus locatifs		74 Revenus locatifs	
75 Revenus locatifs		76 Revenus locatifs	
77 Revenus locatifs		78 Revenus locatifs	
79 Revenus locatifs		80 Revenus locatifs	
81 Revenus locatifs		82 Revenus locatifs	
83 Revenus locatifs		84 Revenus locatifs	
85 Revenus locatifs		86 Revenus locatifs	
87 Revenus locatifs		88 Revenus locatifs	
89 Revenus locatifs		90 Revenus locatifs	
91 Revenus locatifs		92 Revenus locatifs	
93 Revenus locatifs		94 Revenus locatifs	
95 Revenus locatifs		96 Revenus locatifs	
97 Revenus locatifs		98 Revenus locatifs	
99 Revenus locatifs		100 Revenus locatifs	

Facilitez-vous l'impôt et faites vos démarches sur internet avec le site www.impots.gouv.fr

Nom, adresse, téléphone, télécopie

du comptable et/ou du conseil ☐

n° d'agrément du CGA

Visa

et cocher des membres de l'Ordre des experts comptables

Préciser dans le cadre s'il fait ou non partie du personnel salarié de l'entreprise (S: Salarié, T: Indépendant)

A OYONNAX

le 28 04 2003

Signature et

qualité du déclarant

PRESIDENT

06-01-2010

[A ne remplir que sur les exemplaires en continu.]

CASE STUDY FINANCIAL PERFORMANCE

8122002

(Voir renvois page 4)

1. Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts.	Payées par la société elle-même Payées par un établissement de crédit du service des titres	(a)
2. Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s).		(b)
3. Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes ou sociétés interposées.		(c)
4. Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus.		(d)
5. Préciser par nature sur les lignes ci-après.		(e)
6. Montant des revenus répartis.		(f)
		(g)
		(h)
		(i)
		(j)
		(k)
		(l)
		(m)
		(n)
		(o)
		(p)
		(q)
		(r)
		(s)
		(t)
		(u)
		(v)
		(w)
		(x)
		(y)
		(z)
		(aa)
		(ab)
		(ac)
		(ad)
		(ae)
		(af)
		(ag)
		(ah)
		(ai)
		(aj)
		(ak)
		(al)
		(am)
		(an)
		(ao)
		(ap)
		(aq)
		(ar)
		(as)
		(at)
		(au)
		(av)
		(aw)
		(ax)
		(ay)
		(az)
		(ba)
		(bb)
		(bc)
		(bd)
		(be)
		(bf)
		(bg)
		(bh)
		(bi)
		(bj)
		(bk)
		(bl)
		(bm)
		(bn)
		(bo)
		(bp)
		(bq)
		(br)
		(bs)
		(bt)
		(bu)
		(bv)
		(bw)
		(bx)
		(by)
		(bz)
		(ca)
		(cb)
		(cc)
		(cd)
		(ce)
		(cf)
		(cg)
		(ch)
		(ci)
		(cj)
		(ck)
		(cl)
		(cm)
		(cn)
		(co)
		(cp)
		(cq)
		(cr)
		(cs)
		(ct)
		(cu)
		(cv)
		(cw)
		(cx)
		(cy)
		(cz)
		(da)
		(db)
		(dc)
		(dd)
		(de)
		(df)
		(dg)
		(dh)
		(di)
		(dj)
		(dk)
		(dl)
		(dm)
		(dn)
		(do)
		(dp)
		(dq)
		(dr)
		(ds)
		(dt)
		(du)
		(dv)
		(dw)
		(dx)
		(dy)
		(dz)
		(ea)
		(eb)
		(ec)
		(ed)
		(ee)
		(ef)
		(eg)
		(eh)
		(ei)
		(ej)
		(ek)
		(el)
		(em)
		(en)
		(eo)
		(ep)
		(eq)
		(er)
		(es)
		(et)
		(eu)
		(ev)
		(ew)
		(ex)
		(ey)
		(ez)
		(fa)
		(fb)
		(fc)
		(fd)
		(fe)
		(ff)
		(fg

[illegible]

212206

figurant à l'acte de vente, qui dont elle-ci a assumé 163 frais d'entretien. Si le cadre est insuffisant, j'ajoute un tat du même modèle.

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un autre du même modèle)

n° FRP (pour les seuls adhérents TDFC)

Désignation de l'entreprise SAS Sté FINANCIERE GERGONNE

Adresse de l'entreprise 30 rue de tamas 01100 ARBENT

Numéro SIRET * 3 7 9 6 2 2 1 6 0 0 0 0 1 6 Code APE 7 4 1 J

Durée de l'exercice en nombre de mois * 1 2 Durée de l'exercice précédent * 1 2

				Exercice N clos le		Exercice N-1 clos le	
				3 1 1 2 2 0 0 2		3 1 1 2 2 0 0 1	
ACTIF		Brut 1	Amortissements - Provisions 2	Net 3		Net 4	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilitisations incorporelles						
	Fonds commercial *	010	012				
	Autres *	014	016				
	Immobilitisations corporelles *	028	030				
	Immobilitisations financières * (1)	040	042	6 787 571	6 594 902		
	Total I (5)	044	048	6 787 571	6 594 902		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS						
	Matières premières, approvisionnements, en cours de production *	050	052				
	Marchandises *	060	062				
	Avances et acomptes versés sur commandes	064	066				
	Créances (2)						
	Clients et comptes rattachés *	068	070				
	Autres * (3)	072	074	9 704	630 903		
	Valeurs mobilières de placement	080	082	387 300			
	Disponibilités	084	086	332 690	78 244		
	Charges constatées d'avance *	092	094				
	Total II	096	098	729 694	709 147		
	Total général (I + II)	110	112	7 517 265	7 304 049		

PASSIF

		Exercice N NET 1		Exercice N-1 NET 2	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *	120	872 416	872 416	
	Écarts de réévaluation	124			
	Réserve légale	126	87 242	87 242	
	Réserves réglementées* (dont réserve spéciale des plus-values à long terme	129	32 933	32 933	
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants *	131	2 217 340	2 217 340	
	Report à nouveau	134	372 179		
	Résultat de l'exercice 693 310 + 24 093 =	136	717 403	372 179	
	Provisions réglementées	140			
	Total I	142	4 299 513	3 582 110	
	Provisions pour risques et charges	Total II	154		
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées	156	3 197 270	3 699 385	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164			
	Fournisseurs et comptes rattachés *	166	1 878	2 950	
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N :	169	18 604	19 604	
	Produits constatés d'avance	174			
	Total III	176	3 217 752	3 721 939	
	Total général (I + II + III)	180	7 517 265	7 304 049	
RENVIS	(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an	193	1 651 417	(4) Dont dettes à plus d'un an	195
	(2) Dont créances à plus d'un an	197		(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182
	(3) Dont comptes courants d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors T.V.A des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts) Désignation de l'entreprise SAS S.A. FINANCIERE GERGOINE

A - RÉSULTAT COMPTABLE

				Exercice N clos le [3 1 1 2 2 0 0 2]		Exercice N-1 clos le [3 1 1 2 2 0 0 1]	
				1		2	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *		209	210			
	Production vendue { biens dont export et livraisons intracommunautaires services * }		215	214			
			217	218			
	Production stockée * (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)			222			
	Production immobilisée *			224			
	Subventions d'exploitation reçues			226			
	Autres produits			230			
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)			232			
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises * (y compris droits de douane)			234			
	Variation de stock (marchandises) *			236			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements * (y compris droits de douane)			238			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement) *			240			
	Autres charges externes * : (dont crédit bail : - mobilier : - immobilier :)			242	4 425	12 562	
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle * 243 229)			244	229	461	
	Rémunérations du personnel *			250			
	Charges sociales (cf. renvoi 380)			252			
	Dotations aux amortissements *			254			
	Dotations aux provisions			256			
	Autres charges (dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * 259)			262			
	Total des charges d'exploitation (II)			264	4 654	13 023	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				270	(4 654)	(13 023)	
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers		(III)	280	943 119	549 569	
	Produits exceptionnels		(IV)	290			
	Charges financières		(V)	294	174 983	131 709	
	Charges exceptionnelles		(VI)	300		457	
	Impôts sur les bénéfices *		(VII)	306	46 079	32 201	
2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)				310	717 403	372 179	
B - RÉSULTAT FISCAL		Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2		312	717 403	314	
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles *			316			
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles			318			
	Provisions non déductibles *			322			
	Impôts et taxes non déductibles *			324	46 079		
	Divers *, dont intérêts excédentaires des cpts-cis d'associés 247 écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* 248			330	49 322		
Déductions	Exonérations ou abattements sur le bénéfice et exonération des entreprises nouvelles, entreprises implantées en zones franches urbaines ou en zone franche corse *					342	
	Divers *, (dont : invest. dans les DOM TOM 344 créance due au report en arrière du déficit * 346)					350	657 626
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS				352	155 178	354	
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière (Entreprises I.S. seulement)			356			
	Déficits antérieurs reportables : (Entreprises I.S. seulement) * dont imputés sur le résultat :					360	
	Amortissements réputés différés créés (col. 1) ou imputés (col. 2) *			366		368	
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS				370	155 178	372	
Primes et cotisations complémentaires facultatives	381	exonérations ou abattements* entreprises nouvelles ou ZFU	382	n° du centre de gestion agréé :		388	
Montant de la T.V.A. collectée	374	Effectif moyen du personnel* 376		dont apprentis : handicapés :		Montants des prélèvements personnels de marchandises*	
Montant de la T.V.A. déductible sur biens et services (sauf immobilisations) :	378	Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant* :	380			399	

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2013-NOT.

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Formulaire obligatoire (article 302 Septies
A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS Sté FINANCIERE GERGONNE

I	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale ①
ACTIF IMMOBILISÉ										Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410		412		414		416		
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426		
	Constructions	430		432		434		436		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442		444		446		
	Installations générales agencements divers	450		452		454		456		
	Matériel de transport	460		462		464		466		
	Autres immobilisations corporelles	470		472		474		476		
Immobilisations financières		480	6 594 902	482	684 686	484	492 017	486	6 787 571	
TOTAL		490	6 594 902	492	684 686	494	492 017	496	6 787 571	

II	AMORTISSEMENTS	Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES									
Immobilisations incorporelles		500		502		504		506	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516	
	Constructions	520		522		524		526	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530		532		534		536	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540		542		544		546	
	Matériel de transport	550		552		554		556	
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566	
TOTAL		570		572		574		576	

III	PLUS-VALUES, MOINS-VALUES	(19 % pour les entreprises à l'IS, 16 % pour les entreprises à l'IR)				(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)	
Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.	Valeur d'actif ①	Amortissements ①	Valeur résiduelle	Prix de cession ①	Plus ou moins-values		
					Court terme ①	Long terme	
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
TOTAL	578	580	582	584	586	588	
Résultat net de la concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art 39 terdecies).					Régularisations ①		
					590	592	
						593	
TOTAL					596	598	

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

SAGE COALA Janvier 2003

N° 2033-C

① Voir notice

Formulaire obligatoire (article 302 Septies
A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS Sté FINANCIERE GERGONNE

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A	NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600	602	604	606
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601	603	605	607
	Autres provisions réglementées	610	612	614	616
Provisions pour risques et charges		620	622	624	626
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630	632	634	636
	Sur stocks et en cours	640	642	644	646
	Sur clients et comptes rattachés	650	652	654	656
	Autres provisions pour dépréciation	660	662	664	666
TOTAL		680	682	684	686

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations	Reprises
Immob. incorporelles	700	705
Terrains	710	715
Constructions	720	725
Inst. techniques mat. et outillage	730	735
Inst. générales, agen- cements amén. div.	740	745
Matériel de transport	750	755
Autres immobilisations corporelles	760	765
TOTAL	770	775

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER
NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPOT
(si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B		780

II DÉFICITS REPORTABLES

A	DÉFICITS ORDINAIRES	Date de clôture des 5 derniers exercices	Déficits imputables	Déficits imputés (ligne 360 du 2033-B)	Déficits reportables col. 2 - col. 3
Déficits reportables autres que ceux correspondant à des amortissements réputés différés en période définitive. (entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)	N-5	800	804		
	N-4	810	814		818
	N-3	820	824		828
	N-2	830	834		838
	N-1	840	844		848
	TOTAL	850	854		
Déficit de l'exercice (tableau 2033-B, ligne 372) ou fraction du déficit de l'exercice non imputée sur les bénéfices des exercices précédents (cf. déclaration n° 2039)					860
TOTAL des déficits restant à reporter					870

B AMORTISSEMENTS RÉPUTÉS DIFFÉRÉS

Dotations de l'exercice susceptibles d'être admises au régime des amortissements réputés différés		900	
Amortissements réputés différés, reportables au titre des exercices antérieurs		910	
Imputations opérées à la clôture de l'exercice	sur la plus-value nette à long terme (tableau 2033-B, incluse ligne 350)	920	
	sur le résultat de l'exercice (tableau 2033-B, ligne 368)	930	
Amortissements réputés différés, créés au titre de l'exercice (tableau 2033-B, ligne 366)		950	
Amortissements réputés différés restant à reporter		960	

DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

Désignation de l'entreprise : SAS Sté FINANCIERE GERGONNE

Exercice ouvert le : 01012002 et clos le : 31122002 Durée en nombre de mois 12

I PRODUCTION DE L'ENTREPRISE

Ventes de marchandises	961	
Production vendue - Biens	962	
Production vendue - Services	963	
Production stockée	964	
Production immobilisée	965	
Subventions d'exploitation perçues	966	
Autres produits	967	
TOTAL A	968	

II CONSOMMATIONS DE BIENS ET SERVICES EN PROVENANCE DE TIERS

Achats de marchandises (droits de douanes compris)	969	
Variation de stock (marchandises) *	970	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douanes compris)	971	
Variation de stock (matières premières, approvisionnements)	972	
Autres achats et charges externes à l'exception des loyers	973	4 425
Fraction des loyers à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle	974	
Autres charges	975	
Taxes sur le chiffre d'affaires autres que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs, etc) taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers	976	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle*	977	
TOTAL B	978	4 425

III VALEUR AJOUTÉE PRODUITE

TOTAL A - TOTAL B 979 (4 425)

* voir notice au verso

Pour les entreprises de crédit, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

Agrément N° B2103.1007

N° 11622*03

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

6

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

D.G.I. N°2033-F 3
(2003)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10% du capital de la société)

(1)

EXERCICE CLOS LE

31122002

N° SIRET

37962216000016

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SAS Sté FINANCIERE GERGONNE

ADRESSE (voie)

30 rue de tamas

CODE POSTAL

01100

VILLE

ARBENT

NOMBRE D'ASSOCIÉS OU D'ACTIONNAIRES

3

NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS

54526

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination

N° SIRET (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIRET (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIRET (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIRET (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) MME Nom patronymique Prénom(s) SIMONE

Nom marital GERGONNE % de détention 94,900 Nb de parts ou actions 51740

Naissance: Date 24/07/1923 N° Département 01 Commune OYONNAX Pays FR

Adresse : N° 21 Voie RUE BRILLAT SAVARIN

Code Postal 01100 Commune OYONNAX Pays FR

Titre (2) M Nom patronymique GERGONNE Prénom(s) MICHEL

Nom marital % de détention 2,550 Nb de parts ou actions 393

Naissance: Date 09/09/1954 N° Département 01 Commune NANTUA Pays FR

Adresse : N° 35 Voie RUE DU MAQUIS

Code Postal 01100 Commune ARBENT Pays FR

Titre (2) MME Nom patronymique Prénom(s) DOMINIQUE

Nom marital COMBAZ % de détention 2,550 Nb de parts ou actions 393

Naissance: Date 06/06/1951 N° Département 01 Commune OYONNAX Pays FR

Adresse : N° - Voie EVRON

Code Postal 01870 Commune MARTIGNAT Pays FR

1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

Agrément N° B2103.1007

N° 11623*03

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.J.)

7

FILIALES ET PARTICIPATIONS

D.G.I. N°2033-G 3
(2003)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10% du capital)

(1)

EXERCICE CLOS LE

31122002

N° SIRET

37962216000016

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SAS Sté FINANCIERE GERGONNE

ADRESSE (voie)

30 rue de tamas

CODE POSTAL

01100

VILLE

ARBENT

Forme juridique

SA

Dénomination

GPI

N° SIRET (si société établie en France)

76220027200031

% de détention

63,900

Adresse :

N°

()

Voie

RUE DE TAMAS - ZIN - ARBENT

Code Postal

01100

Commune

OYONNAX

Pays

FR

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

1) Lorsque le nombre de filiales et participations excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.



IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

Exercice ouvert le 01012002

et clos le 31122002

Régime simplifié d'imposition

(cocher la case correspondante)

Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe (cocher la case)

ou réel normal

X

Adresse du service
ou doit être
déposée cette
déclaration

Centre des Impôts
BP 816
01108 Oyonnax Cedex

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de
l'adresse du destinataire) et/ou
adresse du siège social si elle est différente de l'adresse
du principal établissement

A IDENTIFICATION

Identification du
destinataire

S.A. G.P.I.
Z.I Nord ARBENT
01610 ARBENT

102670

76220027700031

252H

B EURO (voir renvoi page 4)

Préciser éventuellement
l'ancienne adresse en cas
de changement

Le téléphone : 04 74 73 39 01

Activités exercées (souligner l'activité principale)

Si vous avez changé d'activité, cochez la case

Adhésifs industriels

Déclaration souscrite en euros
(ne pas porter de chiffres d'euro ; cf page 4)

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (voir renvoi page 4)

1 Résultat fiscal		BÉNÉFICE	DÉFICIT
(report des lignes XN ou XO, 370 ou 372 des tableaux n° 2058-A ou n° 2033-B)		2835733	
Imposition lors de l'incorporation des bénéfices au capital des PME (art. 2194-I du CGI)		2835733	1 Bénéfice imposable au taux de 19 %
2 Plus-values			2 PME Bénéfice imposable au taux de 25 % (uniquement pour les exercices ouverts en 2001)
à long terme imposables au taux de 19 %			3 PME Bénéfice et plus-values imposables au taux de 15 % (uniquement pour les exercices ouverts en 2002)
3 Abattements et exonérations en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches. (cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C-1 et C-2.			
entreprises nouvelles art. 44 septies ☐ zones d'entreprises art. 208 septies ☐ zones d'entreprises art. 208 quinquies ☐ zones franches art. 44 septies ☐			
entreprises nouvelles art. 44 septies ☐ zones d'entreprises art. 208 septies ☐ zones d'entreprises art. 208 quinquies ☐ zones franches art. 44 septies ☐			
bénéfice ou déficit exonéré ☐ plus-values à long terme imposables (indiquer + ou - selon le cas)			

D IMPUTATIONS (voir renvoi page 4)

1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt		
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'impôt et avoirs fiscaux) indiqué sur les certificats joints à la présente déclaration ou afférent aux primes de remboursement		
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité		
Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2068		
3. Au titre du précompte acquitté au moment des distributions	4. Crédits d'impôt et imputations	
prélevées sur la réserve spéciale des plus-values à long terme	crédit formation ☐	
5. Somme prélevée sur la réserve spéciale	ou faveur de la recherche ☐	
6. Montant du précompte à imputer sur l'impôt sur les sociétés	rachat d'une entreprise par ses salariés ☐	
	autres ☐	
	7. Crédit d'impôt pour investissement en Corse ☐	

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (art. 234 nonies à 234 quinquies du CGI) (voir renvoi page 4)

recettes nettes soumises à la
contribution 25 %

Facilitez-vous l'impôt et faites vos démarches sur internet avec le site www.impots.gouv.fr

Nom, adresse, téléphone, télécopie :

du comptable et/ou du conseil : ☐ KPMG SA 51 RUE DE SAINT CYR
69338 LYON CEDEX 09

n° agrément du CGA : ☐

Visa et cachet des membres de l'Ordre des experts-comptables

A. OYONNAX

le 16042003

Signature et Président du directoire

3 Préciser dans le cadre ci-dessus l'état ou non-partie ou personne salariée de l'entreprise (5 : Salarié, 3 : Indépendant), qualité du déclarant

51122-002

(Voir renvoi page 4)

1019518

(c)

Id.

Q

40

Figure 1

total (0.44)

1019518

Nom, prénoms, domicile et qualité (art 48) à 6 ans: III m. CGI

- SARL - 60% les associés
- SCA - associés gérants
- SNC ou SCS - associés en nom ou commanditaires
- SEP et SCS de copropriétaires de navires - associés, gérants ou commanditaires

Nosmure:

associés
à chaque
associé en
toute pro-
priété ou c
nanti

Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt, sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, délégué, etc., à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements, honoraires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.

Montant des sommes versées

à titre
de traitements,
enjolivements
et indemnités
proprement
dits.

de frais de représentation,
de mission et de déplacement.

à titre de frais professionnels
autres que ceux visés dans les
colonnes 4 et 5

indemnities
to detainees.

Rembour
sommiers

Indemnités
forfaitaires.

Rainbow
SERVICES.

(A se remplir que sur les exemplaires « en continu »)

31122907

figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'entretien.
Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle.

T DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FOND (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état ou même modèle)

REMUNERATIONS

Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur la DADS à au modèle 2460 de 2002, montant total des bases brutes sociales inscrites dans la colonne 20 A du tableau N du modèle 2462. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des majorations exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 22 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition de chèques-rebonds par les salariés.

Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages

PLUS-VALUES (voir les explications figurant page 5 de la notice n° 2015-NO). rubrique 330

inscriptions des plus-values à long terme à la réserve spéciale

March 2, 1964

Plus-values réalisées au cours de l'exercice précédent

N-L 1

Plus-values des exercices antérieurs restant à affecter à la réserve spéciale et réalisées au cours des exercices

22

1944

Sommes affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice

Sommes non affectées à imposer
(voir notice n° 2033-NOT page 5)

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés, doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires. (Articles 223 A à U du C.G.D.)

Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

01012001

Resultat fiscal de cette société déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe (report du résultat figurant sur le tableau n° 1055 A bis).

Sanctificatio ou d'entre
indiquer + ou - selon le cas

2835733

plus ou moins-values 2
long terme imposables au taux de 19 %

- Chiffre d'affaires TTC

40792786

- Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère.

n° SIRET

a° FRP (pour les seuls adhérents TDFC)

Annexe à la 2065 Ter cadre H

Désignation de l'entreprise et date de clôture de l'exercice : S.A. G.P.I

31122002

H AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME

figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'exercice.
Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle.

Voitures affectées aux dirigeants ou aux cadres

[illegible]

Annexe à la 2065 Ter cadre H

Désignation de l'entreprise et date de clôture de l'exercice : S.A. G.P.I

31122002

H AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME

figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'établissement.
Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle.

Voitures utilisées pour les besoins généraux de l'exploitation

[illegible]

①

BILAN - ACTIF

D.G.I. N° 2050 3
(2003)Formulaire obligatoire (article 33 A
du code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Adresse de l'entreprise : Z.I. Nord ARBENT

01610 ARBENT

Durée de l'exercice précédent : 12

Numéro SIRET : 76220027700031

Code APE : 252H

		Exercice N clos le : 31/12/2002		N-1 31/12/2001	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (I)		AA			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC		
	Frais de recherche et développement *	AD	AE		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	13354	43960
	Fonds commercial (1)	AH	AI	114336	114336
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	30867	22867
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM		
	Terrains	AN	AO	285690	740017
	Constructions	AP	AQ	3610510	4609406
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	6387542	1387029
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	1077119	392522
	Immobilisations en cours	AV	AW	533276	441732
	Avances et acomptes	AX	AY	11494	11494
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT		
	Autres participations	CU	CV	10517019	11069982
	Créances rattachées à des participations	BB	BC	2550000	2850000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres titres immobilisés	BD	BE	99	7721
	Prêts	BF	BG	34921	43652
	Autres immobilisations financières *	BEI	BI	257	104
	TOTAL (II)	BJ	BK	11374217	21734828
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Matières premières, approvisionnements	BL	BM	2860235	3040766
	En cours de production de biens	BN	BO	4956	
	En cours de production de services	BP	BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS	2121362	776146
	Marchandises	BT	BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW		
	Clients et comptes rattachés (3) *	BX	BY	211236	7919416
	Autres créances (3)	BZ	CA	1879526	500248
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE	57000	
	Disponibilités	CF	CG	5534258	5050567
	Charges constatées d'avance (3) *	CH	CI	67937	44285
	TOTAL (III)	CJ	CK	211236	20444693
	Charges à répartir sur plusieurs exercices* (IV)	CL			
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM			
	Écarts de conversion actif* (VI)	CN		522	474
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	IA	11585454	37685909
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	(3) Part à plus d'un an :	CR
Clause de réserve de propriété :		Immobiliations :	Stocks :	Créances :	

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Les explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise S.A. G.P.I.

31122002

31122001

		Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1498722)	DA 1498722	1484736
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB 3338749	3139468
	Ecart de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD 380228	362104
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3) * (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG 11334775	11328598
	Report à nouveau	DH 1251753	335785
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI 2095093	1941664
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL 19899323	18592357
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP 522	474
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR 522	474
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU 5808541	4761762
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI 1372000)	DV 5932473	5436414
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX 5194651	4028301
	Dettes fiscales et sociales	DY 3326815	2232590
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	1067143
	Autres dettes	EA 1147890	561912
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	
	TOTAL (IV)	EC 21410372	19088125
	Ecart de conversion passif * (V)	ED 2206	4952
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE 41312424	37685909
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB	
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC	
	{ Écart de réévaluation libre	ID	
	{ Réserve de réévaluation (1976)	IE	
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme "	EF 230356	214248
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG 15456798	13961737
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	624

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

D.G.I. N° 2052 3

(2003)

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I

			Exercice N 31122002			Exercice (N-1) 31122001	
			France	Exportations et livraisons intraconsommatoires	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB	FC		
	Production vendue { biens *	FD	25910667	FE	FF	33048829	30729847
	services *	FG	1011273	FH	FI	1014172	800125
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	26921940	FK	FL	34063001	31529972
	Production stockée *				FM	1278932	24225
	Production immobilisée *				FN		
	Subventions d'exploitation				FO	3660	7378
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)				FP	153666	130742
	Autres produits (1) (11)				FQ	59952	74785
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR	35559213	31767104
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *				FS		
	Variation de stock (marchandises) *				FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *				FU	10787749	10126951
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *				FV	301721	(220669)
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *				FW	9039253	7804890
	Impôts, taxes et versements assimilés *				FX	924768	925820
	Salaires et traitements *				FY	6761938	6199349
	Charges sociales (10)				FZ	2583838	2321321
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations {	- dotations aux amortissements *		GA	1581461	1445387
			- dotations aux provisions *		GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC	79764	38524
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD		
	Autres charges (12)				GE	55776	128858
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF	32116271	28770433
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				GG	3442941	2996671
	opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *	(III)		GH		
		Perte supportée ou bénéfice transféré *	(IV)		GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ	212564	83349
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	148004	222602
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	102912	183109
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	474	2418
	Différences positives de change				GN	13467	17361
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO		
	Total des produits financiers (V)				GP	477422	508840
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *				GQ	522	474
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	586139	465857
	Différences négatives de change				GS	10637	15992
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT		
	Total des charges financières (VI)				GU	597298	482324
	2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				GV	(119875)	26516
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	3323065	3023188

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

12-2003 : voir libellés 12-2003 * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise S.A. G.P.I

										Exercice N		Exercice N - 1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion									HA	37479	10611	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *									HB	3257	105261	
	Reprises sur provisions et transferts de charges									HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)									HD	40736	115873	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)									HE	3783	18735	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *									HF	64057	16549	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions									HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)									HH	67840	35285	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)										HI	(27104)	80588	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)										HJ	197315	212699	
Impôts sur les bénéfices * (X)										HK	1003553	949413	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)										HL	36077372	32391819	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)										HM	33982278	30450154	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)										HN	2095093	1941664	
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme								HO			
	(2)	Dont	produits de locations immobilières							HY		63032	
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)							IG	59942	74785	
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *							HP			
			- Crédit-bail immobilier							HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)								IH	9170	96422	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées								IJ			
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées								IK			
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)								HX			
	(9)	Dont transfert de charges								A1	78483	63737	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)								A2			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)								A3			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)								A4		35476	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6		obligatoires		A9					
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) :										Exercice N			
										Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
DETAIL EN ANNEXE													
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :										Exercice N			
										Charges antérieures		Produits antérieurs	
DETAIL EN ANNEXE													

OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES ET SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

Annexe 2053

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I

Exercice N, clos le : 31122002

DÉTAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges sur opérations de gestion	3 783
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	1 247
Autres charges	6 281 0
Amortissements des immobilisations	
Amortissements dérogatoires	
Autres provisions réglementées sur immobilisations	
Provisions réglementées sur stocks	
Autres provisions réglementées	
Provisions pour risques et charges	
Provisions pour dépréciation	
Amortissements des charges à répartir	
TOTAL	6 784 0
DÉTAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits sur opérations de gestion	3 747 9
Produits des cessions d'éléments d'actif	3 257
Subventions d'investissement virées au résultat	
Autres produits	
Amortissements dérogatoires	
Provision spéciale de réévaluation	
Autres provisions réglementées sur immobilisations	
Provisions réglementées sur stocks	
Autres provisions réglementées	
Provisions pour risques et charges	
Provisions pour dépréciation	
TOTAL	4 073 6
DÉTAIL DES CHARGES CONCERNANT DES EXERCICES ANTÉRIEURS	
Achats	9 133
Services extérieurs	37
Impôts et taxes	
Charges de personnel	
Charges de gestion courante	
Charges financières	
Redevances de crédit-bail	
TOTAL	9 170
DÉTAIL DES PRODUITS CONCERNANT DES EXERCICES ANTÉRIEURS	
Ventes	
Subventions d'exploitation	
Produits de gestion courante	5 994 2
Produits financiers	
TOTAL	5 994 2

6

AMORTISSEMENTS

D.G.I. N° 2055

(2003)

Désignation de l'entreprise S.A. G.P.I

31122002

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement, de recherche et de développement		PA		PB		PC		PD	
Autres immobilisations incorporelles		PE	3695	PF	9659	PG		PH	13354
TOTAL I									
TOTAL II									
Terrains		PI	248426	PJ	37264	PK		PL	285690
Constructions	Sur sol propre	PM	2027546	PN	321000	PO		PQ	2348546
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements et aménagement des constructions	PV	1183311	PW	99837	PX	21185	PY	1261963
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	5610393	QA	898019	QB	120869	QC	6387542
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagement divers	QD	50968	QE	4368	QF		QG	55337
	Matériel de transport	QH	85075	QI	42800	QJ	17562	QK	110314
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	744815	QM	168511	QN	1858	QO	911468
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	9950537	QV	1571801	QW	161475	QX	11360863
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		QY	9954232	QZ	1581461	2Q	161475	2R	11374217

CADRE B

VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE *

CADRE C

MOUVEMENTS AFFECTANT LA
PROVISION POUR AMOR-
TISSEMENTS DÉROGATOIRES *

Immobilisations amortissables	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations	Reprises
Frais d'établissement et recherche	QY	2I	2K	2L	2M
Immobilisations incorporelles	QZ	2N	2P	2R	2S
Terrains	RA	RB	RC	2T	2U
Constructions	RD	RE	RF	2V	2W
Sur sol propre	RG	RH	RI	2X	2Y
Sur sol d'autrui	RJ	RK	RL	2Z	3A
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	RM	RN	RO	3B	3C
Installations techniques, matériel et outillage industriels	RP	RQ	RR	3D	3E
Inst. générales, agencements et aménagements divers	RS	RT	RU	3F	3G
Matériel de transport	RV	RW	RX	3H	3I
Matériel de bureau et informatique, mobilier	RY	RZ	SA	3K	3L
Emballages récupérables et divers					
TOTAL III	SB	SC	SD	SE	SF
Total général (I + II + III)	SG	SH	SJ	SK	SL

CADRE D

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				SM	SN
Primes de remboursement des obligations				SP	SR

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

D.G.I. N° 2056

3

(2003)

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I.

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : reprises de l'exercice 3	31/12/2002 Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T	TA	TB	TC
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)	3U	TD	TE	TF
	Provisions pour hausse des prix (1)	3V	TG	TH	TI
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *	IA	IB	IC	ID
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *	IE	IF	IG	IH
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IF	IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	TP	TQ	TR
	TOTAL I	3Z	TS	TT	TU
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obliga- tions similaires	4X	4Y	4Z	5A
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K
	Provisions pour grosses réparations	5L	5M	5N	5P
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	5W	5X	5Y
	TOTAL II	5Z	TV	TW	TX
Provisions pour dépréciation	- incorporelles	6A	6B	6C	6D
	- corporelles	6E	6F	6G	6H
	- titres mis en équivalence	6J	6I	6L	6K
	- titres de participation	9U	9V	9W	9X
	- autres immobilisa- tions financières (1) *	66	67	68	69
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	6Y	6Z	7A
	TOTAL III	7B	TY	TZ	UA
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	UB	UC	UD
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE	79764	UF	75183
	- financières	UG	522	UH	474
	- exceptionnelles	LJ		UK	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I.

10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033

COLONNE 1: DONT

14702

CORRESPONDANT A 1 APPORT .DETAIL SUR ANNEXE

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET
DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I

31122002

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		2550000	UM		UN	2550000			
	Prêts (1) (2)	UP		34921	UR		US	34921			
	Autres immobilisations financières	UT		257	UV		UW	257			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA		229572				229572			
	Autres créances clients	UX		7901080		7901080					
	Créance représentative de titres prêtés *	UQ									
	Personnel et comptes rattachés	UY		2470		2470					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ		30773		30773					
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM								
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB		360376		360376				
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN								
		Divers	VP								
	Groupe et associés (2)	VC		972199		972199					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR		513706		513706					
	Charges constatées d'avance	VS		67937		67937					
TOTAUX			VT	12663295	VU	9848544	VV	2814751			
RENVIS	(1) Montant - Prêts accordés en cours d'exercice	VD									
	des - Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE									
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF									
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	671	671							
	à plus d'1 an à l'origine	VH	5807869	1226295	4178143	403430					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	1372000				1372000				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	5194651	5194651							
Personnel et comptes rattachés		8C	1161780	1161780							
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	1106309	1106309							
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E	817349	817349							
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	229782	229782							
	Obligations cautionnées	VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	11594	11594							
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J									
Groupe et associés (2)		VI	4560473	4560473							
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	1147890	1147890							
Dette représentative de titres empruntés *		SZ									
Produits constatés d'avance		SL									
TOTAUX			VY	21410372	VZ	15456798	4178143	1775430			
RENVIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(1) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL						
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032							

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I.

Exercice N, clos le :

31/12/2002

I. RÉINTEGRATIONS

BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE

Charges non admissibles en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (entreprises à l'IR)	de l'exploitant ou des associés	de son conjoint	moins part déductible *	à réintégrer :	WA	2095093
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)					WB	
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles					WC	
	Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'article 39-4 du C.G.I. *					WD	
	Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS)					WE	12197
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) *					WF	10756
	Amendes et pénalités (nature :)					WG	32893
	Impôt sur les sociétés et imposition forfaitaire annuelle (entreprises à l'IS) *					WH	242918
	Quote-part dans les bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E. *					WI	1003553
	Moins-values nettes à long terme					WJ	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs *	- Plus-values nettes à court terme				WK	
		- Plus-values soumises au régime des fusions				WL	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)					WM	
	Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé	dont : intérêts excédentaires (art. 39-13° et 212 du C.G.I.)	SU	Zones d'entreprises * (activité exonérée)	SW	WN	
						WO	37023
						XR	
						XQ	2680
						WR	3437116

II. DÉDUCTIONS

PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE

Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *										WT		
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III) *										WU	253956	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme	- imposées au taux de 19 % ou 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) *								WV		
		- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures								WW		
		- imputées sur les déficits antérieurs		WX		imputées sur les A.R.D. (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8P)		WY		XB		
		Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *								WZ		
Mesures d'incitation	Régime des sociétés mères et des filiales *										XA	341951
	Produit net des actions et parts d'intérêts : { quote-part des frais et charges restant imposable, à déduire des produits nets de participations 10375 }											
	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les départements et territoires d'Outre-mer *										ZY	
	Majoration d'amortissement *										XD	
	Abattement sur le bénéfice et exonérations { entreprises nouvelles * (art. 208 sexies et quater A, 44 sexies) SX Zones d'entreprises * (activité exonérée) (art. 208 quinquies) SY }										XF	
zone tranche Corse (art. 44 octies) OT zone franchise urbaine (art. 44 octies) OV entreprises en difficulté (art. 44 septies) XC												
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)										XS		
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé { dont créance déduite par le report en arrière du déficit * (entreprises à l'IS) ZI }										XG	5475	

III. RÉSULTAT FISCAL

TOTAL II

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables et des amortissements réputés différés :	bénéfice (I moins II)	XI	2835733	XH	601382
	déficit (II moins I)			XJ	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)		ZL			
Amortissements réputés différés créés au titre de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8S) *		XK			
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) (à détailler au tableau 2058-B, cadre I-A, lignes XU à YF)				XL	
Amortissements réputés différés imputés à la clôture de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8R)				XM	
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XI) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN	2835733	XO	

DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER
ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES

Désignation de l'entreprise S.A. G.P.I.

31.12.2002

I. SUIVI DES DÉFICITS ORDINAIRES ET DES AMORTISSEMENTS RÉPUTÉS DIFFÉRÉS

A - Déficit ordinaire : déficit reportable autres que ceux correspondant à des amortissements réputés différés en période déficitaire.

	Date de clôture des 5 derniers exercices	Déficits imputables	Déficits imputés (ligne XI. du 2058-A) (1) *	Déficits reportables col.2 - col.3
N-5		XT	XU	
N-4		XV	XW	XY
N-3		XY	XZ	YA
N-2		YB	YC	YD
N-1		YE	YF	YG
TOTAL		YEH	YI	

(1) Et, le cas échéant, ligne WX du 2058 A.

Déficit de l'exercice (tableau 2058-A, ligne XO) *

TOTAL des déficits restant à reporter (lignes XX à YJ)

B - Amortissements réputés différés

Dotations de l'exercice susceptibles d'être admises au régime des amortissements réputés différés *

SN 1569263

Amortissements réputés différés, reportables au titre des exercices antérieurs

Imputations opérées à la
clôture de l'exercice

sur la plus-value nette à long terme (tableau 2058-A ligne WY)

sur le résultat de l'exercice (tableau 2058-A ligne XM)

Amortissements réputés différés, créés au titre de l'exercice (tableau 2058-A ligne XK) *

Amortissements réputés différés restant à reporter *

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées
sous le régime de l'article 39-1. 1° bis Al. 1^{er} du CGI, dotations de l'exercice

ZT 441305

III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler sur feuillet séparé)

Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles
pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1° bis Al. 2 du CGI *

Provisions pour risques et charges *

Dotations de l'exercice

Reprises de l'exercice

ZV

ZW

8X

522

8Y

474

8Z

9A

9B

9C

Provisions pour dépréciation *

9D

9E

9F

9G

9H

9I

Charges à payer

9K

242396

9L

253482

9M

9N

9P

9R

9S

9T

TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)
à reporter au Tableau 2058-A :

YN

242918

YO

253956

Ligne WI

Ligne WU

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

ANNEXE 2058B CADRE2

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

PRODUITS A RECEVOIR

CHARGES A PAYER

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I

Exercice N clos le : 31122002 Annexe 205 8 B - Cadre II

	MONTANT A L'OUVERTURE		2125631			
	MONTANT UTILISÉ		2125631			
	MONTANT RÉSIDUEL					
	MONTANT COMPTABILISÉ		2772251			
	MONTANT A LA CLÔTURE		2772251			
PRODUITS A RECEVOIR	LIBELLÉ		POSITION A LA CLÔTURE T.T.C.	CHARGES DÉDUCTIBLES		CHARGES NON DÉDUCTIBLES
				CHARGES A PAYER DÉDUCTIBLES	CHARGES A PAYER NON DÉDUCTIBLES HORS TAXES	
	CONGÉS A PAYER	Congés provisionnés	436785	436785		
		Charges sociales provisionnées	4520	4520		
		Charges fiscales provisionnées				
		SOUS-TOTAL	441305	441305		
	INTÉRÊTS COURUS	Immob.fin., emprunts et assimilés	35304	35304		
		Participations groupes				
		Participations hors groupes				
		Sociétés en participation				
		Clients, fournisseurs				
		Associés	25366	25366		
		Banques et val.mob.de placement	671	671		
		Concours bancaires courants				
15589	RRR à obtenir, fact.et avoirs à recevoir		146961	146961		
26727	RRR à accorder, fact.et avoirs à établir		1003729	1003729		
	Participation des salariés		197315		197315	
	Personnel		527679	527679		
3911	Sécurité sociale		361863	316782	45081	
	Etat		11594	11594		
7484	Produits et charges externes diverses		20460	20460		
53711	TOTAL		2772251	2529855	242396	

BIENS EN LOCATION SUIVI DES AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS A REPORTER	
AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	
AMORTISSEMENTS DÉDUITS DANS L'EXERCICE	
AMORTISSEMENTS RESTANT A REPORTER	

PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES

Annexe 2058-B

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I

Exercice N clos le : 31122002

cadre II

NATURE		DOTATIONS	REPRISES
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges		
	Provisions pour garanties données aux clients		
	Provisions pour pertes sur marchés à terme		
	Provisions pour amendes et pénalités		
	Provisions pour pertes de change	522	474
	Provisions pour pensions		
	Provisions pour impôts		
	Provisions pour renouvellement des immobilisations		
	Provisions pour grosses réparations		
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer		
	Autres provisions		
TOTAL		522	474
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	Sur immobilisations incorporelles		
	Sur immobilisations corporelles		
	Sur immobilisations financières		
	Sur stocks et en cours		
	Sur comptes clients		
	Autres provisions pour dépréciation		
TOTAL			

DÉTAIL DES RÉINTÉGRATIONS ET DÉDUCTIONS DIVERSES

Annexe 2058-A

RÉINTÉGRATIONS		DÉDUCTIONS	
ECART DE CONVERSION		ECART DE CONVERSION	- 5475
TOTAL WQ	2680	TOTAL XG	5475

Désignation de l'entreprise - S.A. G.P.I.

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT (Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (1)

ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	OC	335785
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	OD	1941664
	Prélèvements sur les réserves (à détailler)		
	Sous-total (à reporter dans la colonne de droite)	OE	
	TOTAL I	OF	2277450
AFFECTATIONS	Affectations aux réserves	ZB	
	- Réserve légale	ZC	
	- Réserve spéciale des plus-values à long terme	ZD	6177
	- Autres réserves	AS	
	- Réserve spéciale avant incorporation au capital (art. 219-I-f) *	ZE	1019518
	Dividendes	ZF	
	Autres répartitions	ZG	1251753
	Report à nouveau	ZH	2277450
	(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)	TOTAL II	

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, ou'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

				Exercice N :		Exercice N - 1 :	
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail)	J7		YQ		2386441	
	- Engagements de crédit bail immobilier			YR			
	- Effets portés à l'escompte et non échus			YS	4412761	4704126	
CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance			YT	1588131	1192416	
	- Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des locaux pris en location pour une durée > 6 mois)	J8		XQ	1148544	1174032	
	- Personnel extérieur à l'entreprise			YU	1306857	1201181	
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)			SS	835137	619951	
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages			YV			
	- Autres comptes			ST	4160532	3617308	
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052			ZJ	9039253	7804890	
IMPÔTS ET TAXES	- Taxe professionnelle *			YW	592103	587988	
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)	ZS		YZ	332665	337831	
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052			YX	924768	925820	
T.V.A.	- Montant de la TVA collectée			YY	6729785	6210977	
	- Montant de la TVA déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations			YZ	4290637	3964254	
	- Montant de l'avoir fiscal imputé sur l'impôt sur les sociétés et correspondant aux dividendes perçus *			ZA			
DIVERS	- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 ou modèle 2462 de 2002) *			OB	6436511		
	- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *			OS			
RÉGIME DE GROUPE *	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	2835733	Plus-values à 19 %	JB		Imputations JC
	Groupe : résultat d'ensemble.	JD	5345759	Plus-values à 19 %	JE		Imputations JF
	Selon le cas, indiquer 1 si bénéfice consolidé, 2 si bénéfice intégré, 3 si régime de groupe.	JG	3	Indiquer 1 pour société mère, 2 pour filiale	JH	1	N° SIRET de la société mère JJ
- numéro de centre de gestion agréé *				XP			
- Effectif moyen du personnel * (dont : apprentis : _____ handicapés : _____)				YP	221		ZFC
- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *				ZK	5,69 %		%
- Filiales et participations : La liste prévue par l'art. 38 II de l'ann. III au C.G.I. (tableau 2059-G) doit être jointe obligatoirement à la présente déclaration.				Si absence de filiales et participations, cocher : Si présence de filiales et participations, cocher :			
				ZR			2

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I.

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

Nature et date d'acquisition des éléments cédés *		Valeur d'origine *	Valeur nette réévaluée *	Amortissements pratiques en franchise	Autres amortissements *	Valeur résiduelle
①		②	③	④	⑤	⑥
I - Immobilisations relevant du taux de 16 ou 19 %	1 IMMOB. INCORPORELLES					
	2 PROPRIÉTÉ INDUST.					
	3 TERRAINS. CONSTRUCT.	72660		21185		
	4 MATÉRIELS OUTIL.	120869		120869		
	5 FINANCIÈRES	1247				1247
	6 DIVERSES	19420		19420		
	7 TITRES PLACEMENT					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

B - DÉTERMINATION DES PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES RÉALISÉES

Nature et date d'acquisition des éléments cédés *		Valeur résiduelle (report de la colonne ④)	Prix de vente *	Montant global de la plus-value ou de la moins-value	Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées *	
①		②	③	④	COURT TERME ⑤	LONG TERME ⑥
I - Immobilisations relevant du taux de 16 ou 19 %	1 IMMOB. INCORPORELLES					
	2 PROPRIÉTÉ INDUST.					
	3 TERRAINS. CONSTRUCT.					
	4 MATÉRIELS OUTIL.		3195	3195	3195	
	5 FINANCIÈRES	1247	62	(1185)	(1185)	
	6 DIVERSES					
	7 TITRES PLACEMENT					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					
II - Autres éléments	13 Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés				+	
	14 Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés				+	
	15 Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale				+	
	16 Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée				+	
	17 Résultats nets de concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans *					+
	18 Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice					+
	19 Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme					-
	20 Divers (détail à donner sur une note annexe) *				+	+
Cadre A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ④)					2009	-
Cadre B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ⑥)					(A)	(B)

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I.

- ① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 19 % ① ou 16 % ②.

Gains nets retirés de la cession des éléments d'actif exclus du régime des plus et moins-values à long terme en application des dispositions de l'article 219 I-a quater du CGI ①.

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine ①	Moins-values à 16 % ②	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 % ③	Solde des moins-values à 16 % ④
Moins-values nettes 2002			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	2001		
	2000		
	1999		
	1998		
	1997		
	1996		
	1995		
	1994		
	1993		
	1992		

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Origine ①	Moins-values		Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables au taux de 19 % ⑤	Imputations sur le résultat de l'exercice ⑥	Solde des moins-values à reporter ⑦
	à 19 %, 18 % ②	à 19 %, 18 % et imposables sur le résultat de l'exercice en application du 2 ^e alinéa de l'article 219 a quater ③			
Moins-values nettes 2002					
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	2001				
	2000				
	1999				
	1998				
	1997				
	1996				
	1995				
	1994				
	1993				
	1992				

① Les moins-values interviennent sur cessions d'éléments d'actif exclus du régime des plus et moins-values en application des dispositions de l'article 219 I-a quater du CGI peuvent s'imputer sur le résultat dans certaines limites (BOI 3-1-97).

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DECLARANT

AFFECTATION DES PLUS-VALUES A LONG TERME
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

(1) (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement) *

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I.

I DÉTERMINATION DU MONTANT A VIRER A LA RÉSERVE SPÉCIALE AU COURS DE L'EXERCICE N+1 AU TITRE
DES PLUS-VALUES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE N

		Plus-values à long terme taxables au taux de 19 %
Montant NET des plus-values de l'exercice	1	
A imputer éventuellement	- déficit de l'exercice	2
	- moins-values à long terme	3
	- divers (déficits antérieurs ou amortissements réputés différés)	4
	- plus-values imposées à 15 %	5
TOTAL des lignes 2 à 5		6
Reste (ligne 1 - 6)	7	
Impôt correspondant	8	
Différence à porter à la réserve spéciale au cours de l'exercice N+1 (ligne 7 - ligne 8)	8b	

II SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1)	9		1734	212513		
Plus-values des exercices antérieurs affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice	10					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	11		16107			
TOTAL (lignes 9 à 11)	12		17842	212513		
Prélèvements opérés	- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	13				
	- ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	14				
TOTAL (lignes 13 et 14)	15					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 12 - ligne 15)	16		17842	212513		

III INSCRIPTION DES PLUS-VALUES A LONG TERME A LA RÉSERVE SPÉCIALE (EXERCICE N)

		taxées à 19 %
Plus-values réalisées au cours de l'exercice précédent (cadre I, ligne 8 du tableau n° 2059-D correspondant)	N-1	17
Plus-values des exercices antérieurs restant à affecter à la réserve spéciale et réalisées au cours des exercices (cadre I des tableaux 2059-D correspondants)	N-2	18
	N-3	19
Sommes affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice (cadre II, ligne 10)	20	
Sommes non affectées à imposer (voir notice) (17 + 18 + 19) - 20	21	

IV RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS * (5°, 6°, 7° alinéas de l'article 39-1-5° du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice
		donnant lieu à complément d'impôt	ne donnant pas lieu à complément d'impôt	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Désignation de l'entreprise : S.A. G.P.I.

Exercice ouvert le : 01012002 et clos le : 31122002 Durée en nombre de mois 12

I - PRODUCTION DE L'ENTREPRISE

Ventes de marchandises	B2	
Production vendue - Biens	B3	33048829
Production vendue - Services	B4	1014172
Production stockée	B5	1278932
Production immobilisée	B6	
Subventions d'exploitation perçues	B7	3660
Autres produits	B8	9
TOTAL A	B9	35345604

II - CONSOMMATIONS DE BIENS ET SERVICES EN PROVENANCE DE TIERS

Achats de marchandises (droits de douanes compris)	C1	
Variation de stock (marchandises) *	C2	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douanes compris)	C3	10778615
Variation de stock (matières premières, approvisionnements)	C4	301721
Autres achats et charges externes à l'exception des loyers	C5	7890671
Fraction des loyers à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle	C6	
Autres charges	C7	55776
Taxes sur le chiffre d'affaires autres que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs, etc.) taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers	C8	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle *	C9	
TOTAL B	D1	19026784

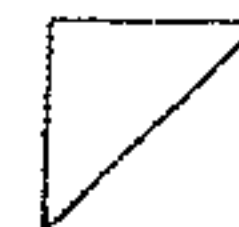
III - VALEUR AJOUTÉE PRODUITE

TOTAL A - TOTAL B D2 16318819

* voir notice au verso

Pour les entreprises de crédit, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)



(1)

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31122002

N° SIRET 76220027700031

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE S.A. G.P.I.

ADRESSE (voie) Z.I Nord ARBENT

CODE POSTAL 01610 VILLE ARBENT

NOMBRE D'ASSOCIÉS OU D'ACTIONNAIRES NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS 6751

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SAS Dénomination SOCIETE FINANCIERE GERGONNE

N° SIRET (si société établie en France) 37962216000016 % de détention 64 Nb de parts ou actions 4314

Adresse : N° Voie Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIRET (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIRET (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIRET (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie Code postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie Code postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie Code postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie Code postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
(2) Indiquer M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

EXERCICE CLOS LE 31122002

N° SIRET 76220027700031

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE S.A. G.P.I.

ADRESSE (voie) Z.I. Nord ARBENT

CODE POSTAL 01610

VILLE ARBENT

Forme juridique SAS Dénomination FAVOTEX

N° SIRET (si société établie en France) 30928534400037 % de détention 99.76

Adresse : N° Voie ZI DE LA BARONNIE

Code postal 73350 Commune LE PONT DE BEAUVOISIN

Pays FR

Forme juridique SAS Dénomination DINAC

N° SIRET (si société établie en France) 40334898200015 % de détention 99

Adresse : N° Voie

Code postal 38350 Commune LA MURE

Pays FR

Forme juridique SARL Dénomination TECHNIS

N° SIRET (si société établie en France) % de détention 60

Adresse : N° 216 Voie ROUTE DE MEZERAT

Code postal 01310 Commune POLLIAT

Pays FR

Forme juridique SAS Dénomination LEAU

N° SIRET (si société établie en France) 377932967000 % de détention 100

Adresse : N° 300A Voie RUE MARCEL PAUL - ZA DES GRANDS SOUETS

Code postal 94500 Commune CHAMPIGNY SUR MARNE

Pays FR

Forme juridique SL Dénomination GPI ESPAGNE

N° SIRET (si société établie en France) % de détention 51

Adresse : N° Voie

Code postal E08740 SAUT ANDREU DE LA BARCA

Pays ES

Forme juridique

N° SIRET (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune

Pays

Forme juridique

N° SIRET (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune

Pays

Forme juridique

N° SIRET (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune

Pays

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

(1) Lorsque le nombre de filiales et participations excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

ANNEXE 2

MODALITES SUIVIES POUR DETERMINER LE RAPPORT D'ECHANGE

❖ VALORISATIONS :

GPI (absorbée)

Situation nette au 31 décembre 2002..... 19.899.323,00 €
Soit par titre (6 751 actions) 2.947,61 €

SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG (absorbante)

La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG a été créée le 19 septembre 1990 comme premier moyen d'une transmission familiale de l'entreprise.

Le seul actif immobilisé de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG est constitué de sa participation dans sa filiale GPI, soit 4.314 actions sur les 6.751 actions composant le capital de cette société.

Ces titres seront valorisés, dans le contexte de la fusion, à leur valeur nette comptable telle qu'elle résulte de la valorisation de GPI ci-dessus déterminée.

Ceci exposé, la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG peut être valorisée dans les conditions ci-après :

La société..... 12.715.989,54 €
Et par titre (54.526 actions) 233,21 €

❖ PARITE :

Compte tenu des valorisations retenues ci-dessus, la parité est la suivante :

$$\frac{2.947,61 \text{ €}}{233,21 \text{ €}} = 12,6393 \text{ qui, pour des raisons de commodité, a été d'un commun accord arrondie à 13.}$$

Il est donc attribué 13 titres de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG pour 1 titre de la société GPI.

ANNEXE 3

BREVETS, MARQUES, DESSINS ET MODELES

APPARTENANT A LA SOCIETE GPI

CABINET PLASSERAUD Objet = 'MARQUE' et Nom abrégé du CPT = "GPI" et Etat du dossier = 'OK'

MARQUE	Nature	Identification	Pays	Date 1er dép.	Date dépôt	No dépôt	Date enreg.	No enreg.	Expiration	Titulaire	Classes
BIBLOC (dénomination)	Marque nominale	Lettre	FRANCE		13/09/1994	94 535 839	13/09/1994	94 535 839	13/09/2004	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	16, 20
DAISIF (dénomination)	Marque nominale	Lettre	FRANCE	09/07/1970	05/05/2000	1 598 908	05/05/2000	1 598 908	25/06/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 2, 6, 7, 8, 11, 16, 20, 21, 34
DAISIF (dénomination)	Marque nominale	Lettre	GRANDE BRETAGNE	18/01/1977	18/12/1997	1 073 242	02/01/1998	1 073 242	18/01/2008	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	21
	Marque nominale	Lettre	INTERNATIONALE	14/09/1970	14/09/1990	373 496	14/09/1990	373 496	14/09/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 7, 8, 11, 16, 20, 21, 26, 34
	Marque nominale	Lettre	AUTRICHE	14/09/1970	14/09/1990	373 496	14/09/1990	373 496	14/09/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 7, 8, 11, 16, 20, 21, 26, 34
	Marque nominale	Lettre	BENELUX	14/09/1970	14/09/1990	373 496	14/09/1990	373 496	14/09/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 7, 8, 11, 16, 20, 21, 26, 34
	Marque nominale	Lettre	SRASSE	14/09/1970	14/09/1990	373 496	14/09/1990	373 496	14/09/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 7, 8, 11, 16, 20, 21, 26, 34
	Marque nominale	Lettre	ALLEMAGNE (ex RFA)	14/09/1970	14/09/1990	373 496	14/09/1990	373 496	14/09/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 7, 8, 11, 16, 20, 21, 26, 34
	Marque nominale	Lettre	ESPAGNE	14/09/1970	14/09/1990	373 496	14/09/1990	373 496	14/09/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 7, 8, 11, 16, 20, 21, 26, 34
GPI	Marque nominale	Lettre	MEXIQUE		06/07/2000	435 002	11/12/2001	727 417	06/07/2010	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	16
GPI (dénomination)	Marque nominale	Lettre	FRANCE	27/12/1976	02/03/1996	1 374 220	02/08/1996	1 374 220	10/10/2006	GACHON GERGONNE Simone	1, 6, 9, 16, 17, 18, 20, 21, 26
	Marque semi-figurative	Graphisme	INTERNATIONALE	04/02/1966	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 8, 9, 10, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 26, 28, 34

CABINET PLASSERAUD

Objet = 'MARQUE' et Nom abrégé du CPT = "GPI" et Etat du dossier = 'OK'

Date : 20/06/2003

MARQUE	Nature	Identification	Pays	Date 1er dép.	Date dépôt	No dépôt	Date enreg.	No enreg.	Expiration	Titulaire	Classes
GPI (dénomination)...	Marque semi-figurative	Graphisme	BELGIUM	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	SUISSE	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	ALLEMAGNE (ex RFA)	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	EGYPTE	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	ESPAGNE	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 6, 8, 9, 10, 13, 15, 17, 19, 21, 22, 25, 26, 34
	Marque semi-figurative	Graphisme	HONGRIE	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	ITALIE	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	LIECHTENSTEIN	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	MAROC	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	MONACO	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	ROUMANIE	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	SAINT MARIN	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	TUNISIE	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
	Marque semi-figurative	Graphisme	SERBIE & MONTENEGRO	04/02/1986	04/02/1986	R308.612	04/02/1986	R308.612	04/02/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	
GPI (vignette couleur)	Marque figurative	Logo	FRANCE	21/02/1979	14/12/1998	1 508 844	14/12/1998	1 508 844	15/01/2009	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 9, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 26

Date : 20/06/2003

CABINET PLASSERAUD Objet = 'MARQUE' et Nom abrégé du CPT = "GPI" et Etat du dossier = 'OK'

MARQUE	Nature	Identification	Pays	Date ter dép.	Date dépôt	No dépôt	Date enreg.	No enreg.	Expiration	Titulaire	Classes
GPI (vignette)	Marque figurative	Logo	FRANCE	04/05/1977	24/11/1993	1 409 007	24/11/1993	1 409 007	24/11/2003	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	1, 9, 16, 17, 19, 20, 21, 26
	Marque figurative	Logo	FRANCE		24/11/1993	93 493 615	24/11/1993	93 493 615	24/11/2003	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 25
	Marque figurative	Logo	FRANCE		21/12/1993	93 497 581	21/12/1993	93 497 581	21/12/2003	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 21, 22
	Marque figurative	Logo	INTERNATIONALE		09/05/1994	628 333	09/05/1994	628 333	09/05/2014	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26
	Marque figurative	Logo	BELGIUM		09/05/1994	628 333	09/05/1994	628 333	09/05/2014	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26
	Marque figurative	Logo	RUSSIE		09/05/1994	628 333	09/05/1994	628 333	09/05/2014	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26
ISORTB (dénomination)	Marque figurative	Logo	ALLEMAGNE		09/05/1994	628 333	09/05/1994	628 333	09/05/2014	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26
	Marque figurative	Logo	ESPAGNE		09/05/1994	628 333	09/05/1994	628 333	09/05/2014	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26
	Marque figurative	Logo	ITALIE		09/05/1994	628 333	09/05/1994	628 333	09/05/2014	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26
	Marque nominale	Lettre	FRANCE		04/10/1994	94 538 650	04/10/1994	94 538 650	04/10/2004	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	5, 16, 17
	Marque nominale	Lettre	FRANCE	27/12/1976	24/06/1996	1 370 327	24/06/1996	1 370 327	24/06/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	9, 16, 17, 18, 20, 21
	Marque nominale	Lettre	FRANCE		24/06/1996	95 631 260	24/06/1996	95 631 260	24/06/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26

CABINET PLASSERAUD Objet = 'MARQUE' et Nom abrégé du CPT = "GPI" et Etat du dossier = 'OK' Data : 2006/2006

MARQUE	Nature	Identification	Pays	Date 1er dép.	Date dépôt	No dépôt	Date enreg.	No enreg.	Expiration	Titulaire	Classes
LAO (vignette)	Marque figurative	Logo	FRANCE	27/12/1976	24/06/1996	1 370 326	24/06/1996	1 370 326	24/06/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	9, 16, 17, 18, 20, 21
	Marque figurative	Logo	FRANCE		24/06/1996	96 631 259	24/06/1996	96 631 259	24/06/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	3, 8, 9, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26
PAT FIX (dénomination)	Marque nominale	Lettre	FRANCE		02/03/1994	94 509 073	02/03/1994	94 509 073	02/03/2004	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	8, 16, 20
	Marque nominale	Lettre	FRANCE		02/03/1994	94 509 072	02/03/1994	94 509 072	02/03/2004	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	8, 16, 20
PLASTUTILE (dénomination)	Marque nominale	Lettre	FRANCE		08/02/1996	96 609 819	08/02/1996	96 609 819	08/02/2006	ROSIER Pascal	1, 17, 37
	Marque nominale	Lettre								SANSARLAT Jean-Jacques	1, 17, 37
VYNOL (dénomination)	Marque nominale	Lettre	FRANCE	27/12/1976	15/07/1996	1 370 328	15/07/1996	1 370 328	12/09/2006	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	9, 16, 17

Date : 20/06/2003

CABINET PLASSERAUD

Modeles d'un Client

Pays	Réf dossier	Réf	Titre abrégé	Date dép	Expiration	N° dép	Raison Sociale du titulaire	Scan
FRANCE	944.594		APPAREIL POUR SOULEVER UN CORPS PESANT	10/08/1994	10/08/2019	944.594	GPI	
	992.630	DBRMG1	THERMOMETRE	22/04/1999	22/04/2024	992.630	GPI	
	993.041	DBRMG1	PASTERE	11/05/1999	11/05/2024	993.041	GPI	
	11.089	FCINDS	DEMBOUTS TRANSPARENTS ENVELOPPANTS (5)	21/02/2001	21/02/2026	11.089	GPI	
	22.109	FRCH/NA	CROCHET	29/03/2002	29/03/2057	22.109	GPI	

CABINET PLASSERAUD

Date : 26/06/2003

Brevets et Demandes de Brevet d'un Client

Titre abrégé	Pays	Date dépôt	N° dép	Date délivrance	N° délivrance	Resp	Ref client	Etat	Raison Sociale Titulaire	Client Cpt
LEVE MEUBLES	FRANCE	10/08/94	94 09907	18/10/96	94 09907	JMG		En cours	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	GPI
PATIN ALVEOLE	FRANCE	03/07/00	00 08599	11/10/02	00 08599	JCP		En cours	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	GPI
PATIN ARTICULE	FRANCE	03/07/00	00 08598	11/10/02	00 08598	JCP		En cours	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	GPI
PATIN EMBLOC	FRANCE	02/11/93	93 13005	05/01/96	93 13005	JMG		En cours	ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI	GPI

ANNEXE 4

RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES



N° 11194 * 02
N° 50534 * 01

FORMULAIRE OBLIGATOIRE

(Code civil - art. 39 du décret du 14/10/1955)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 3233

N° de la demande : H 8111

Déposée le 20/06/2003

Références : 15163

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES URGENTS

☒ hors formalité ☐ sur formalité

Opération juridique :

formalité du Vol. : n°

Référence dossier :

COUT

DEMANDE PRINCIPALE = €

NOMBRE DE FEUILLE(S) COMPLÉMENTAIRE(S) :

nombre de personne(s) supplémentaire(s) : x € = €

nombre d'immeuble(s) supplémentaire(s) : x € = €

Frais de renvoi = €

Règlement joint ☐

Compte d'usager ☐

TOTAL = €

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

M. SELARI MAGISTRALI-THI VENO

801, rue de la source
B.P. 26

CODE

POSTAL D1442 VIRIAT - Cedex

A VIRIAT, le 20/06/2003.

Signature :

QUITTANCE :

Bureau de dépôt : NANTUA

NATURE DES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS (pour les bureaux non dotés d'un fichier immobilier informatisé)

Le Conservateur des hypothèques est requis de délivrer un extrait des formalités sur les personnes et/ou les immeubles désignés ci-dessous :

- ☐ Inscriptions subsistantes ☐ Documents publiés ☐ Non acquisitifs ☐ Dernière formalité inscrite ou publiée (demande portant uniquement sur des immeubles)
- ☐ Saisies en cours ☐ Acquisitifs

Les formalités simultanément requises, les actes et jugements énoncés par leurs références de publication dans les documents déposés avec la demande sur formalité sont exclus (bureaux non informatisés).

PÉRIODE DE CERTIFICATION

POINT DE DÉPART : Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). Depuis le

TERME

- jusqu'à la date de dépôt de la présente demande (hors formalité)
- ou de la formalité énoncée (sur formalité)
- ou jusqu'au inclusivement

DÉSIGNATION DES PERSONNES (Toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité du conservateur - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié)

N°	Personnes physiques NOM	PRÉNOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE
	Personnes morales DÉNOMINATION ET N° SIREN	FORME JURIDIQUE, SIÈGE (et pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de déclaration ou du dépôt des statuts)	
1	SA GPI - SOCIÉTÉ ANONYME À DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE		
2	SIEGE SOCIAL : ZIN-	RUE DE TAMAS - ARBENT - 01100 OYONNAX	
3	762 200 277	- R.C.S. BOURG EN BRESSE.	

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES (Toute erreur dans la désignation des immeubles dégage la responsabilité du conservateur - art. 8-1 et 9 du décret précité)

N°	COMMUNE (éventuellement arrondissement, rue et numéro)	RÉFÉRENCES CADASTRALES	N° VOLUME	N° LOT de copropriété
1				
2				
3				
4				
5				

DEMANDE IRRÉGULIÈRE. Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ Insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles ☐ Défaut d'indication de la nature du renseignement demandé
- ☐ Défaut de paiement ☐ Demande irrégulière en la forme
- ☐ Demande non signée ou non datée ☐ Autres

À , le
Le Conservateur,

CERTIFICAT DU CONSERVATEUR

Dans le cadre de la présente demande, le Conservateur certifie qu'il n'existe dans sa documentation :

- ☐ aucune formalité.
- ☐ que les formalités indiquées dans l'état ci-joint.
- ☐ que les seules formalités figurant sur les faces de copies de fiches ci-jointes.

État certifié à la date du

Le
Le Conservateur,

FICHE N° 2		Commune ARBENT	
Autres Renseignements A préciser au nom de l'intéressé			
N° 1	C°	N° 2	C°
N° 3	C°	N° 4	C°
N° 5	C°	N° 6	C°

N° A. C. NOM: S A Etablissements G.P.I. (Kbis of 1990 P 1993)
 Prénoms :
 Epoux : RC Bouff (G.E. B. 27) Siège à Dyonnay, rue du Chemin de Fer n° 10
 Epoux : D 762.200.237 (noté) ARBENT-DYONNAY, zone industrielle, nord.
 SIREN 762.200.237 (noté) 1999 P 4938 du 6.7.1999 (noté) 6.9.1985 (noté) 5890 n° 10

I - IMMEUBLES URBAINS (Références aux fiches d'immeubles, modèle B)		III -- FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)					
No du plan	Adresses (Rues et numéros) ou, à défaut, lieux-dits	A -- MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES		B -- CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES			
		Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
		Lot 3	20-5-1972, Vol 3030 n° 19 ACQUISITION 8 et 9e lots 1972 la Société se à Bayeux de la St E Equipement du département de l'Orne à Bourgois (n° 289) formant le lot 4		1-3	19-6-1972 Vol. 129 n° 147 ~~HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE~~ 8-6-1972 Hc Nallet v. en Lysse Au profit du Crédit National. à Paris D.E. en Pétence.	Mutation pour lot pour l'Etat juin 1972
						Phal 900-000 fr. Accusé G.D.T.P.A. Expropriation 31-7-1987.	
			Prix 319 258,80			Sur le sol et les dimensions par destination	

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)						A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES (Suite)			B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)		
N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104	153			S.G.	14/3 septembre 1990 Vol. 1990 P. 1493			Prêt n° 1 à Cymmax - Au profit de Crédit National à Paris.	
56		105	154				Acquisition du 20 août 1982 de GACON N° 1 à Gagnon			D.E. n° 1 à Gagnon - P. 450 000 F	
57		106	155				Par le titulaire de			Rec: 46 250 F - Exigibilité 31.1.1989	
58		107	156				VOUVERO n° 1 à 30/03/1991			Intérêt 4,50% et ann. imposables	
59		108	157				Prêt n° 1 à 580 F.			non déduction - P. 100	
60		109	158							Effet jusqu'au 30 Août 1989	
61		110	159			7-8-9	24.1.1983. Vol. 1983 P. 1013				
62		111	160				Acquisition 23.11.1991 P. 1013			25.1.1974. Vol. 1974 P. 1013	
63		112	161				N° 1 à Gagnon de VERCHERE			Prêt des 1 et 3.7.1974. H. N° 1	
64		113	162				N° 1 à 19.3.1984			N° 1 à Cymmax - Servitude de passage au profit de l'E.D.F.	
65		114	163				Prêt - P. 1013				
66		115	164								
67		116	165				28.5.1993 Vol. 1993 P. 1013				
68		117	166			40	Acquisition 27.1.1993 M. GACON				
69		118	167				N° 1 à Gagnon et M. CIERC N° 1				
70		119	168				Dynax de la Commune d'Arment				
71		120	169				P. 1013				
72		121	170								
73		122	171								
74		123	172								
75		124	173								
76		125	174								
77		126	175								
78		127	176								
79		128	177								
80		129	178								
81		130	179								
82		131	180								
83		132	181								
84		133	182								
85		134	183								
86		135	184								
87		136	185								
88		137	186								
89		138	187								
90		139	188								
91		140	189								
92		141	190								
93		142	191			1913	24.1.1998 Vol. 1998 P. 5156				
94		143	192				Acquisition 5.6.1998 M. GACON				
95		144	193				N° 1 à Gagnon, de VERCHERE n° 1				
96		145	194				19.3.1990				
97		146	195								
98		147	196								
99		148	197								
100		149	198								
101		150	199								
102		151	200								
103		152									

(suite f i c h e 0104P02M082010101/V0181238 . T I F)

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

COMMUNE Arbent

NOM : SA Els GERGONNE G.P.L. (K^{bus} 1990^p te

Autres fiches A. créées au nom de l'intéressé

N°	N°	N°
Ca	Ca	Ca
N°	N°	N°
Ca	Ca	Ca
N°	N°	N°
Ca	Ca	Ca

Epx : R.C. Bouff n° 0762 200277 né le _____

Epx : _____ né le _____

Suisse à ARBENT-EXONNAY, Ave. de James 2.1. Nord

10	63
----	----

I — MEMBRES URBAINS

Différences sur fiches d'immeubles, modèle B)[illegible]

prices (rate of interest)

Four los formalita concordan

A. --- MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chaque des tableaux dont les adresses figurent au tableau I)

B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

III. — INFÉIBLES RURAUX

N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section
1		19		37					
2		20		38					
3		21		39					
4		22		40					
5		23		41					
6		24		42					
7		25		43					
8		26		44					
9		27		45					
10		28		46					
11		29		47					
12		30		48					
13		31		49					
14		32		50					
15		33		51					
16		34		52					
17		35		53					
18		36		54					

52

7-509

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)						A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104									
56		105		153							
57		106		154							
58		107		155							
59		108		156							
60		109		157							
61		110		158							
62		111		159							
63		112		160							
64		113		161							
65		114		162							
66		115		163							
67		116		164							
68		117		165							
69		118		166							
70		119		167							
71		120		168							
72		121		169							
73		122		170							
74		123		171							
75		124		172							
76		125		173							
77		126		174							
78		127		175							
79		128		176							
80		129		177							
81		130		178							
82		131		179							
83		132		180							
84		133		181							
85		134		182							
86		135		183							
87		136		184							
88		137		185							
89		138		186							
90		139		187							
91		140		188							
92		141		189							
93		142		190							
94		143		191							
95		144		192							
96		145		193							
97		146		194							
98		147		195							
99		148		196							
100		149		197							
101		150		198							
102		151		199							
103		152		200							

86

27/03/03

RUE: du CHEMIN DE FER

III - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

Observations	Immeuble totalité ou lots	Date, numéros et n	B --- CHARGES, PRIVIL
totalité	totalité	14.9.1962 No	

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

| | |
|--|------------------|
| | for a being - |
| | Baroque - Jan. |
| | Baroque = JULIAN |
| | - 10. |

Feeds: 3.75

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|-----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|-----|

Иванов

1962 10 10 1962 10 10

[illegible]

NEWBOLD'S

Under m: Hall

Test 6

10,000 V NE 40

11. Willagood

B. D. E. 6. 1. 3

0000000000

950000 FHYC

| | | | |
|------------------|--|--|--|
| TONCABELLE 10000 | | | |
|------------------|--|--|--|

1. The first part of the paper is devoted to the study of the asymptotic behavior of the solutions of the system (1) as $t \rightarrow \infty$. It is shown that the solutions of the system (1) tend to zero as $t \rightarrow \infty$ if and only if the matrix A is Hurwitz. The second part of the paper is devoted to the study of the asymptotic behavior of the solutions of the system (1) as $t \rightarrow \infty$ if the matrix A is not Hurwitz. It is shown that the solutions of the system (1) tend to infinity as $t \rightarrow \infty$ if and only if the matrix A is not Hurwitz. The third part of the paper is devoted to the study of the asymptotic behavior of the solutions of the system (1) as $t \rightarrow \infty$ if the matrix A is not Hurwitz and the matrix B is not zero. It is shown that the solutions of the system (1) tend to infinity as $t \rightarrow \infty$ if and only if the matrix A is not Hurwitz and the matrix B is not zero.

II -- L'OTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (Suite)

[illegible]A -- MUTATIONS
SERVITUDES ACTIVES (Suite)

| Inmeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations |
|------------------------------|---|--------------|
| | 4) 29.3.1998 Vol. 1998 P n° 7216-1217.
Changement de régime matrimonial
du 30.7.1997 M ^r . GACHON n° à Oyonnax
et dépôt du 17.4.1998 d'un juge-
ment du T.G.J. de Bourg en Bresse
du 5.1.1998 homologuant ledit
changement. | Pu 3.5 |
| | Apport par GACHON né le,
25.7.1923, à la communauté
universelle existant entre elle
et GERGONNE son ép ^x né le
19.8.1922.
<u>Ev. p^{hi} de 2522 333 F</u> . | |
| | 5) 29.8.1998 Vol. 1998 P m: 7218
ATTESTATION. 17.4.1998
M ^r . Gachon m ^s à Oyonnax. Après le
dépôt du 29.1.1998 de GERGONNE
né le 19.8.1922, laissant GACHON
son ep ^x née le 25.7.1923 comme
en tous universelle.
<u>Ev. p^{hi} de 2522 333 F</u> | P.4 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | (Suite fidebis) | |

B — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)

| Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations |
|------------------------------|---|--------------|
| | Banque Régionale de l'Ain caute
GASTON Lucie 26.3.1923 Remb
14.12.1928 Int 9, 3072
actes de Nallet mort à Oyonnaxe le 12
1968. Domicile et étude
Nallet infirmier au 12.1928 | |
| | 27.9.1969. Vol 1965 n° 38
BAIL de 20 ans à compter de
du 1.1969. Acte du 16.9.1969
Mc Nallet, m ^{re} de Oyonnaxe
Par GACHON. Acte le 25.3.1923
au profit de la SA "SA GER-
GONNE de Oyonnaxe (1963).
Loyer annuel 14 000 F.
(Tenance de profit de 1.1.1968.) | 16.7 |
| | 27.9.1969. Vol 223. n° 68
HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE
16.9.1969 Mc Nallet, m ^{re} de
Oyonnaxe. Au profit de la
S.A. de Bourg Gemelle édu-
au d'Ande. Loyer GACHON
m ^{re} le 25.1.1923. Loyer le 10.1.1968
caute de SA "Etablissements"
GACHON de Oyonnaxe (société de
construction Exigil, S.A.)
20.8.1972 | 10.8.1924 |
| | 27.9.1969. Vol 191 n° 82
HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE 1.1.
1972. Mc Nallet m ^{re} de Oyonnaxe | 10.8.1924 |

(Suite Fischer)

87

SECTION: A-H No du PLAN: 262 RUE: 262

SECTION: A | N° du PLAN :

SECTION: A-H No du PLAN: 262 RUE: 262

III — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

(SIGHIS)

[illegible]

| A. - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES | | B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|-----------------------------------|---|---|--|
| Immeuble
totalité ou lots | Dates, mutations et nature des formalités | Immeuble
totalité ou lots | Dates, mutations et nature des formalités |
| | | | <p>Au profit de la R.A.A. à Boulogne</p> <p>D.E. en l'étude contre GACHON</p> <p>no 25.4.1923, section</p> <p>sol = 600.000F. Rec = 60.000F</p> <p>Expropriation = 5.6.1990</p> <p>Effet jusqu'au 5 juin 1992</p> |
| | | | <p>29.10.1990 / 1990 P = 8859 fl. 4</p> <p>PROROGATION du bail 30.8.1990</p> <p>M^r GACHON N° à Oignies par GACHON</p> <p>no 25.4.1923 au profit de la</p> <p>SA Fb GERGONNE G.P.I. (1062)</p> <p>Pour une durée de 15 ans à compter</p> <p>retroactivement du 31 décembre 1988</p> <p>Loyer annuel: 10.000F</p> <p>+ impôts fl. 4 ci-dessus /</p> |

2

COMMUNE : OYONNAX
SECTION : AR N° du PLAN : 74
RUE : Cours de VERDUN N°

| I - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE | | | | | | | | | |
|---|----------|-----------|-------|---|-------------|--------------------------------|--|--|--|
| Parcelle de terrain à bâtir et construction | | | | | | | | | |
| D'après le plan 33. | | | | | | | | | |
| 7476 | | | | | | | | | |
| II - LOTISSEMENT (Designation des lots ou appartements) | | | | | | | | | |
| Numéros | Bâtiment | Fiscalité | Etage | Nombre de pièces 2 ^e ou nature | Millimètres | Renseignements complémentaires | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |

| numéros | édifices | étage | escalier | surface de nature | thèmes | Renseignements complémentaires |
|---------|----------|-------|----------|-------------------|--------|--------------------------------|
| | | | | | | |

SERVITORS ACTIVE (SING)

B -- CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)

[illegible][illegible]

| Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations |
|------------------------------|---|---|
| | D. E. en l'étude. Pour la 1 ^{re} "Financement
GERGONNE" (1963) | peu importe |
| | P. bal: 9.000.000 F Acc: 300.000 F
S'agissant de: 2.7.1996. + | |
| | Effet jusqu'au 20 Octobre 1996.
Hypothèque constructive et immobilière par
dation en paiement | |
| | 6.9.1985 Vol. 5892 n° 15 ATTENTION
rectificative du 2.9.1985 (pour désignation
de la 2 ^e copie F
Hypothèque) | Fin 1.5. |
| | 26.7.1987 Vol. 315 n° 14 Hypothèque
Conventionnelle Fict 11.6.1987 M. LACON
N° 10. D'après le profit de l'Union de
Banque Régionales pour le Crédit Industriel
et la B.R.A. D.E. en l'étude: + | aff. imm.
fin 2. copies F
Hypothèque
peu importe |
| | P. bal: 24.000.000 F Acc: 480.000 F
Exigibilité: 19.6.1995 Int: 11% | |
| | Effet jusqu'au 19 juin 1997.
+ Pour la 1 ^{re} "Financement GERGONNE (1963)" | |
| | 16 OCT. 1990 Vol. 1990 n° 2 7591
HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE Fict
19.1000 F. Ce genre note à l'avenir
au profit du Crédit d'investissement
des petits et moyens entreprises
(CERPE) DE en l'étude entre les
E.S. GERGONNE, G. P. (n° 1063)
P. bal: 5.800.000 F Acc: 210.000 F
Exigibilité: 31.06.2006. +
Effet jusqu'au 31 janvier 2008
Divers faux variétés | peu importe
fin 2. copies F
Hypothèque |
| | (suite fiche bis) | |

(vunte fische bis)

II - LOTTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (Suite)

[illegible]A - MUTATIONS
SERVITUDES ACTIVES (Suite)[illegible]

B --- CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Sullo)

| Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations |
|------------------------------|--|--|
| | 3) 6.9.1985. Vol. 5890 n° 15 - ATTESTATION
négative du 2.9.1995 M.E.C. de
Oyonnaxe | 1/534
1/12 - 2. Sachet n°
Requête |
| | 6) 6.7.1987. Vol. 3145 n° 41 Hypothèque
Constitutionnelle Vol. 116.1987 n° 19
N° à Oyonnaxe, au profit de l'Union de
Banques Régionales pour le Crédit Industriel
et la B.R.A., D.E. en l'étude -
Vol. 2400000F Acc. 480.000F
Exigibilité: 19.6.1995 Int. 11%
Effet jusqu'au 19 juin 1997
+ Prorog. du "établissement GERGONNE"
(1963) % | off imm
1/12 - 2. Sachet n°
Requête
plainte |
| | 4) 16 OCT 1990. Vol 1990 T n° 2 1990
HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE Vol
7.9.1990. 1° gage not à Oyonnaxe
au profit du Crédit d'équipement
180 millions et non pour subvention
(GERGONNE) D.E. en l'étude entre
les Ets GERGONNE G.P.I. (n° 1063)
Vol. 5800.000F. Acc. 870.000F.
Exigibilité: 31.06.2000
Effet jusqu'au 31 octobre 2000.
Quota tous variables | off imm
1/12 - 2. Sachet n°
Requête |
| | 5) 8.1.1993 Vol 1993 V n° 54
HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE Vol
13.12.1992. 1° gage n° à Oyonnaxe au
profit du C.F.E.B.M.F. D.E. en l'étude. Poursu
"P.H.S.A." Ets GERGONNE G.P.I. (1963)
Vol. 10000000F Acc. 1.500.000F
Exigibilité: 31.10.2007. Dites tous variables
Effet jusqu'au 31 octobre 2009 | off imm
1/12 - 2. Sachet n°
Requête |

五

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M |
| N | O | P | Q | R | S | T | U | V | W | X | Y | Z |
| 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | | | |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M |
| N | O | P | Q | R | S | T | U | V | W | X | Y | Z |
| 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | | | |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M |
| N | O | P | Q | R | S | T | U | V | W | X | Y | Z |
| 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | | | |

COMMUNE : OYONNAX SECTION : A H N° du PLAN : 261 RUE : du CHEMIN de FER N° 10

III - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

Atelier - magasin défilé - cadastre
F. 17 v. 12.

1189m²

II - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

| Numéros | Bâtiment | Escalier | Etage | Nombre de
pièces par
ou nature
du lot | Mètres |
|---------|----------|----------|-------|--|--------|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 7 |

| A - MUTATIONS | | SERVITUDES ACTIVES | | B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES | |
|------------------------------|--|---|------------------------------|---|---|
| Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations |
| | 8.1.1980 Vol 4568 n°16 ATTESTATION
14.11.1979 Me Mallet nre associée
à GYNNAR après décès de 13.
1.1978 de GACHON né le 20.2.1885,
laisseur GRAY son épouse née le
25.8.1899 donataire de l'usufruit
et GACHON née les 6.8.1921, 25.7.
1923, et 16.8.1925 héritiers de
la mme. propolée.
Dval. pte de 1.990.000F | fig. 3
usufruit était | | 15 août 1958. Vol 144 u 21.
Hypothèque 26.8.1948. décision
du Comité de Conciliation de
la Cour d'Appel de Pau au
profit du préced. GACHON
né le 20.2.1885.
S. 28000F et 550.000F rembourser
l'insuffisance du S. le 1948
Vol. 144 u 49 | aff. ins.
3.1.1963.
Radiation
définitive |
| | 2.8.1928 Vol 4322 n°12
quittance, n° 2022, 7. Mallet n°
assur. à GYNNAR, nre GACHON née
le 6.8.1921, 25.7.1923 et 16.8.1925
attribution à GACHON née le
25.7.1923 de la mme propriété.
Assurée à l'usufruit de 5000F au
1.35.8.1927
Eva luy 54000F | fig. 3
Usufruitaire d'ici
de Vol 1988P
n° 3816 | | 9.10.1981. Vol 4966 n°1. Bail de
13 ans et 3 ans à compter du 1.10.
1981. acte du 29.9.1981. n°
Mallet n° ou à GYNNAR par
GACHON née le 25.7.1923 et
GACHON née le 25.7.1923, au
profit de la M. "Ets gergonne"
(1963)
Payer annuel 12.000F
Purp. construction 1.000.000F | |
| | 3) 29.9.1998 Vol. 1998P n° 7217.
Changement de régime matrimonial
du 30.7.1997. n° GACHON n° à GYNNAR.
et dépôt du 17.4.1998 d'un juge-
ment du T.G.J. de Bourg en Bresse
du 5.1.1998 homologuant ledit
changement.
Apport par GACHON née le
25.7.1923, à la communauté
universelle existant entre elle
et GERGONNE son ép. né le
19.8.1932.
Eu p. de 8.522.333F | fig. 4 | | 9.10.1981. Vol 216 n°12. HYPOTHÈQUE
CONVENTIONNELLE Tit. 29.9.1981
n° Mallet n° au à GYNNAR au
profit du Crédit National D.E. en
particulier entre les Ets gergonne (1963)
1.10. 300.000F Act. des 000F
Exigibilité 10.9.1991 int. 6.31%
Act. le bail à construction subissant
Act. jusqu'au 10 décembre 1991 | |

| II - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (Suite) | | | | | | A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES (Suite) | | | B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite) | | | | |
|---|----------|----------|-------|--|-----------|--|-------------------------|---|--|-------------------------|---|--|--|
| Numéros | Bâtiment | Escalier | Etage | Nombre de pièces prises en nature ou lot | Millièmes | Renseignements complémentaires | Immeuble totale et lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble totale et lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | |
| 1 | | | | | | | | 4) 29.9.1998 Vol. 1998 P. m. 7218
AFFECTION N° 4 1998
M. GACON m. à OYANNE Après le
décès du 29.1.1998 de GERGONNE
m. le 19.8.1998, laiss. ant. GACON
son ép. née le 25.7.1923 commune
en l'abs. universelle
Ev. p. le de 2522.333 F | | | | 9.10.1981 Vol. 176 n° 13. HYPOTHÈQUE
CONVENTIONNELLE Vol. 29.9.1981
1 ^{er} N° 11 et 2 ^e au a. OYANNE au
N° 11 du Crédit National N° 1
Vol. 1 ^{er} 11.10.1981 GACON m.
le 25.7.1993 et GACON m. le
25.8.1999 (caution)
Total: 300 000 F Acc. des 000 F
Prisibilité: la 9.1991 m. 639%
sur le sol uniquement, et avec
immeubles par destination
2 ^e lot jusqu'au 10. Décembre, 1991 | |
| | | | | | | | | 29.10.1990 Vol. 1990 P. m. 8860
PROBATION de Vol. 30.8.1990
M. GACON m. à OYANNE, par GACON
le 25.8.1993 et GACON m. le 25.7.1993
au profit des F. GERGONNE (1063)
pour une durée de 12 ans à compter du
31.10.1986, la bail initial étant
loyer annuel: 18000 F
(pour la probation)
F. GACON pour 12 ans à compter
du 1.1.1974. Loyer annuel: 12 000 F | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | </ | | | | | | | | | | | | |

916

COMMUNE: OYONNAX

SECTION: AY

N° du PLAN: 65

RUE:

RECTO IICNE

I. — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Indit "Sous Tamas" Terrain

III. — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

| A. — MUTATIONS | | SERVITUDES ACTIVES | | B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES | |
|------------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|--------------|
| Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations |
| | 2.4.1935. Vol. 3535 n° 11 -
ATTESTATION: 4.3.1935. P. Nallet n° 2
a. Oyonnax après le décès du 9.9.
1934 du VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
b. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
c. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
d. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
e. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
f. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
g. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
h. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
i. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
j. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
k. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
l. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
m. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
n. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
o. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
p. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
q. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
r. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
s. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
t. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
u. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
v. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
w. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
x. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
y. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935.
z. VERCHÈRE. n° 12. 25.9.1935. | | | 8.1.1933. Vol. 1933 V n° 54
HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE. Pât.
23.12.1938. P. Garen. n° 2. Oyonnax
au profit de C.E.P.M.E. n° 12. 25.9.1935.
21.12.1938. Contr. la S.A. "G.T.S. GER-
SONNE G.P.I." (1963).
Vol. 1933 n° 12. 25.9.1935.
Exhibitions: 3.1.1935.
Divers pour mutations.
Effet jusqu'au 21 Octobre 2009. | eff. unan. |

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

| Nombre de
pièces
principales au
niveau du lot | Nombre de
pièces
secondaires au
niveau du lot | Représentants complémentaires |
|--|--|-------------------------------|
| 5 | 6 | 7 |

17

COMMUNE: OYONNAX
SECTION: AY No du PLAN: 69
RUE: 69

RECU IICNE
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
A B C D E F G H I J K L M
N O P Q R S T U V W X Y Z

III. -- FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

| II. -- LOTISSEMENT (désignation des lots ou appartements) | | | | A. -- MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES | | | | B. -- CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | | | | |
|---|---------|--------|--|------------------------------------|--------------------------|----------------------------|--|--|----------------------------|--|--------------|--|
| Numéros | Régimes | Étages | Nombre de pièces principales ou surface du lot | Millièmes | Heureusement compléments | Imposable totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | Imposable totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte du 23.12.1992. P° Gacem n° 2
à Gacem A769 et suite de la division de A731
Même formalité
VENTE pour VERCHERE née de 19.3.1940 à la S.A. "Prolifération GIRONNE G.P.I." (1963)
Prix = pte de 178.920 F | | |
| | | | | | | | 2.4.1975. Vol. 3595 n° 11
ATTESTATION. H. 3. 1975. P° Nabbet
M° a. Gacem après le décès du 9.9.1974 de VERCHERE née de 25.9.1910, sautant VERCHERE née de 19.3.1940
Prix = pte de 366.200 F | | | 8.1.1993. Vol. 1993 P n° 163
Acte | | |

[illegible]

COMMUNE: OYONNAX
SECTION: AY
No du PLAN: 82
RUE: 82

| I. -- DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE | | | | | III. -- FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant) | | | |
|---------------------------------|--|--|--|--|---|--|--|--|
| | | | | | B. -- CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

III. -- FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

III. — FORMALITÉS CONCERNANT

disfrutamos de 1. Año.

| A. - MUTATIONS | | SERVITUDES ACTIVES | | B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|-----------------------------|--|--------------------|-----------------------------|---|--------------|
| Immeuble
totalité ou lot | Date, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble
totalité ou lot | Date, numéros et nature des formalités | Observations |
| | 1. 18.11.1993. Vol 1993 P n° 8122.
vente garantie de 11.1993 n° 17
chez notaire ~~uniquement~~
la garantie d'acquisition au
département de D. A. n°
E. n° 1443. 100 F. | | | | |
| | 2. 8.5.1998. Vol 1998 P n° 4408
M. H. G. E. H. 5. 1998 n° 17
n° 17. 1998. 100 F. n° 17
Département de D. A. n° 17
de VERGÈRE. 100 F. n° 17
100 F. n° 17. 100 F. | | | | |
| | 3. 27.1998 Vol 1998 P n° 5156
VENTE 5.5.1998 M. GACON. N. n°
O. VERGÈRE, par VERGÈRE. 100 F.
19.3.1940 n° 17. 100 F. n° 17
GERGONNE G. P. 100 F. n° 17
100 F. n° 17. 100 F. | | | | |

3

I. — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

III. — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

II. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

[illegible]

24

RECTO ilcne 0104PUZ1U91U1U1U5ZK1U26/95.TLF

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

COMMUNE: OYONNAX

SECTION: AY No du PLAN: 130 RUE:

I. - DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

III. - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

| A. -- MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES | | | | | B. -- CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | | |
|---------------------------------------|---|--------------|------------------------------|---|--|--|--|
| Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble
totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | | |
| | 1-3-4-1993. WP 1993 P n° 5384. B. p. 152. | | | | | | |
| | VENTE. 14-1-1993. 41-152. | | | | | | |
| | gaccon au 20/000000. 1000. | | | | | | |
| | VERCHERES au 1/100000. 1914. | | | | | | |
| | au département de l'An. | | | | | | |
| | Pour le 22/000000. | | | | | | |
| | 2-8-6-1998. WP 1998 P n° 4408. P. 153. | | | | | | |
| | ECHANGE. 11-5-1998. 41-152. | | | | | | |
| | au 20/000000. 1000. | | | | | | |
| | le département de l'An. | | | | | | |
| | Pour le 22/000000. | | | | | | |
| | 10-3-1940. Echange. 10-3-1940. | | | | | | |
| | 3-9-3-1998. WP 1998 P n° 5156. P. 152. | | | | | | |
| | VENTE 5-6-1998 M. GACCON N° 2. | | | | | | |
| | Oyonnax. par VERCHERES au 1/100000. | | | | | | |
| | 19-3-1940 à la S. E. ETABLISSEMENTS. | | | | | | |
| | GERGONNE 61/100000. | | | | | | |
| | Pour le 22/000000. | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

II. - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

7

6

5

4

3

2

1

COMMUNE: OYONNAX 440 SECTION: C No du PLAN: 767 RUE: No

| I. -- DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE | | | | | III. -- FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant) | | | | | |
|----------------------------------|--|--|--|--|---|---|--------------------|------------------------------|--|--------------|
| LOT 16 | | | | | A. -- MUTATIONS | | SERVITUDES ACTIVES | | B. -- CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES | |
| | | | | | Immeuble
totalité ou lots | Dates, natures et nature des formalités | Observations | Immeuble
totalité ou lots | Dates, natures et nature des formalités | Observations |
| Lot 16: terrain industriel Duret | | | | | | 10.03.1993. Vol. 1993 P. 1. 6081. VENTE | | | | |
| E.G. après 300 | | | | | | 25.07.1993. M. Giffard. M | | | | |

ARTICLE PREMIER. — DES HYPOTHÈQUES

ARTICLE PREMIER. — DES HYPOTHÈQUES

ARTICLE PREMIER. — DES HYPOTHÈSES

Nº dn PLAN : 701 D 739.748

[illegible]

III. — FORMALITÉS CONCERNANT

ATTENTION (ou les le contraire)

| II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) | | | | | | |
|--|---------|-------|--|---------|------------------------------|---------------------------------|
| Numéro | Surface | Forme | Nombre de pièces principales ou surface du lot | Surface | Nombre de pièces principales | Remarques complémentaires |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| 4 | 410 | C | 711 | 520.02 | EF | |
| 5 | 410 | C | 712 | 460.87 | | Donnée S.3A |
| 6 | 410 | S | 713 | 550.92 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 7 | 410 | S | 714 | 300.02 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 8 | 410 | C | 715 | 300.83 | | |
| 9 | 410 | C | 716 | 110.99 | | |
| 10 | 410 | C | 717 | 610.07 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 11 | 410 | C | 718 | 410.98 | | |
| 12 | 410 | C | 719 | 300.11 | | |
| 13 | 410 | C | 720 | 110.31 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 14 | 410 | C | 721 | 530.52 | | |
| 15 | 410 | C | 722 | 500.15 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 16 | 410 | C | 723 | 310.89 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 17 | 410 | C | 724 | 500.02 | FP | |
| 18 | 410 | C | 725 | 500.02 | FP | |
| 19 | 410 | C | 726 | 610.35 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 20 | 410 | C | 727 | 620.73 | | |
| 21 | 410 | C | 728 | 90.86 | | |
| 22 | 410 | C | 729 | 550.86 | | Vol. P.V. du cadastre = PV S.3A |
| 23 | 410 | C | 730 | 530.30 | | |
| 24 | 410 | C | 731 | 110.92 | | |
| 25 | 410 | C | 732 | 760.54 | FP | |

| A. - MUTATIONS | | B. - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|-----------------------------|---|---|--|
| Immeuble
totalité ou lot | Dates, numéros et nature des formalités | Immeuble
totalité ou lot | Dates, numéros et nature des formalités |
| 440 C 597 | 15 juillet 1992. Vol 1992 P n° 5333
PV des changements dans le Numérotage.
15.7.1992. Service cadastre de Nantes.
Les parcelles 440 C 683, 692, 693, 694 et
697 sont remplacées par les parcelles
440 C 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707,
708, 709, 710, 711 et 712. | 440 C 1 | 1) 3.3.1992 Vol 1992 P n° 5334.
Dépôt du 1.3.1992. Me Gacem N° 6.
Suppression d'un avertisseur d'impôts de
dépense 1992, entraînant suppression de
l'abonnement et d'un avertisseur de 1992.
entraînant et différé des travaux de
limites du lotissement. |
| 440 C 906 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5432
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | 440 C 724 | 2) 28 décembre 1993 = Vol 1993 P n° 5373
Dépôt du 2.12.1993, P n° GACEM, n° 6.
expéditeur d'un avertisseur d'impôts
au lotissement publié le 3.12.1992
(Vol 1992 P n° 5374).
P n° 692. Contenant notamment
l'indication de la parcelle 440 C 724
au lotissement.
L'abonnement = DISTRICT. VENTE d'immobilier
(231). |
| 440 C 598 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5433
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 599 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5434
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 600 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5435
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 601 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5436
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 602 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5437
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 603 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5438
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 604 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5439
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 605 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5440
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 606 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5441
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 607 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5442
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 608 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5443
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 609 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5444
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 610 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5445
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 611 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5446
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 612 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5447
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 613 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5448
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 614 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5449
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 615 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5450
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 616 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5451
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 617 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5452
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 618 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5453
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |
| 440 C 619 | 16 novembre 1990. Vol 1990 P n° 5454
VENTE de 11.11.1990. P n° GACEM, n° 6.
APPELANT - P n° GACEM, n° 6. P n° 25.12.1933
au DISTRICT. VENTE d'immobilier (231).
P n° 231.2. | | |

22

COMMUNE OYONNAX
SECTION: C
N° du PLAN: 701 a 739-748

L - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE
(fiche bis)

| II. - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| 440 C 772 | 440 C 772 | 440 C 772 | 440 C 772 |
| 440 C 773 | 440 C 773 | 440 C 773 | 440 C 773 |
| 440 C 774 | 440 C 774 | 440 C 774 | 440 C 774 |
| 440 C 775 | 440 C 775 | 440 C 775 | 440 C 775 |
| 440 C 776 | 440 C 776 | 440 C 776 | 440 C 776 |
| 440 C 777 | 440 C 777 | 440 C 777 | 440 C 777 |
| 440 C 778 | 440 C 778 | 440 C 778 | 440 C 778 |
| 440 C 779 | 440 C 779 | 440 C 779 | 440 C 779 |
| 440 C 780 | 440 C 780 | 440 C 780 | 440 C 780 |
| 440 C 781 | 440 C 781 | 440 C 781 | 440 C 781 |
| 440 C 782 | 440 C 782 | 440 C 782 | 440 C 782 |
| 440 C 783 | 440 C 783 | 440 C 783 | 440 C 783 |
| 440 C 784 | 440 C 784 | 440 C 784 | 440 C 784 |
| 440 C 785 | 440 C 785 | 440 C 785 | 440 C 785 |
| 440 C 786 | 440 C 786 | 440 C 786 | 440 C 786 |
| 440 C 787 | 440 C 787 | 440 C 787 | 440 C 787 |
| 440 C 788 | 440 C 788 | 440 C 788 | 440 C 788 |
| 440 C 789 | 440 C 789 | 440 C 789 | 440 C 789 |
| 440 C 790 | 440 C 790 | 440 C 790 | 440 C 790 |
| 440 C 791 | 440 C 791 | 440 C 791 | 440 C 791 |
| 440 C 792 | 440 C 792 | 440 C 792 | 440 C 792 |
| 440 C 793 | 440 C 793 | 440 C 793 | 440 C 793 |
| 440 C 794 | 440 C 794 | 440 C 794 | 440 C 794 |
| 440 C 795 | 440 C 795 | 440 C 795 | 440 C 795 |
| 440 C 796 | 440 C 796 | 440 C 796 | 440 C 796 |
| 440 C 797 | 440 C 797 | 440 C 797 | 440 C 797 |
| 440 C 798 | 440 C 798 | 440 C 798 | 440 C 798 |
| 440 C 799 | 440 C 799 | 440 C 799 | 440 C 799 |
| 440 C 800 | 440 C 800 | 440 C 800 | 440 C 800 |

| III. - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant) | | | |
|--|---|---|--------------|
| A. - MUTATIONS | | B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
| Immeuble
totalité ou lots | Observations | Immeuble
totalité ou lots | Observations |
| 440 C 684 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 684 | 440 C 684 | Reprise |
| 440 C 685 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 685 | 440 C 685 | Reprise |
| 440 C 686 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 686 | 440 C 686 | Reprise |
| 440 C 687 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 687 | 440 C 687 | Reprise |
| 440 C 688 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 688 | 440 C 688 | Reprise |
| 440 C 689 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 689 | 440 C 689 | Reprise |
| 440 C 690 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 690 | 440 C 690 | Reprise |
| 440 C 691 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 691 | 440 C 691 | Reprise |
| 440 C 692 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 692 | 440 C 692 | Reprise |
| 440 C 693 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 693 | 440 C 693 | Reprise |
| 440 C 694 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 694 | 440 C 694 | Reprise |
| 440 C 695 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 695 | 440 C 695 | Reprise |
| 440 C 696 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 696 | 440 C 696 | Reprise |
| 440 C 697 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 697 | 440 C 697 | Reprise |
| 440 C 698 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 698 | 440 C 698 | Reprise |
| 440 C 699 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 699 | 440 C 699 | Reprise |
| 440 C 700 | VENTE - 23-11-1990 - p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
Par VENTE au p ^{re} CLERC, A ^{te} à OYONNAX
440 C 700 | 440 C 700 | Reprise |

COMMUNE: OYONNAX

SECTION: C No du PLAN: 701a 739.748

III. -- FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ (K-CONTRE (ou les lots le composant))

| A. -- MUTATIONS | | SERVITUDES ACTIVES | | B. -- CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|------------------------------|--|--------------------|------------------------------|--|--------------|
| Immeuble
totalité ou lots | Date, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble
totalité ou lots | Date, numéros et nature des formalités | Observations |
| 440 C 684 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 686 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |
| 440 C 687 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 688 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |
| 440 C 689 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 690 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |
| 440 C 691 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 692 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |
| 440 C 693 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 694 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |
| 440 C 695 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 696 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |
| 440 C 697 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 698 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |
| 440 C 699 | 27 Décembre 1990 - Vol. 1990 P. n° 10450 | Report | | | |
| 440 C 700 | VENTE: 27-12-1990 - P. n° 10450 - OYONNAX -
Par: CARRON, née R. 30-12-1933, au DISTRICT
URBAIN d'OYONNAX (234) | | | | |
| | Prise: 26-12-1990 | | | | |

II. -- LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

| Lot | Surface | Nombre de
pièces
principales ou
nature du lot | Relevé | Remarques complémentaires |
|-----------|------------|--|--------|---------------------------|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 440 C 901 | 720.94 | 5 | 6 | 7 |
| 440 C 902 | 280.080.13 | FP | | Voir plan 80.0 |
| 440 C 903 | 280.080.13 | FP | | Voir plan 80.0 |
| 440 C 904 | 50.11 | | | |
| 440 C 905 | 310.080.15 | | | |
| 440 C 906 | 110.63 | | | Voir plan cadastre |
| 440 C 907 | 0.0.00 | FP | | |
| 440 C 908 | 280.080.15 | EP | | Voir plan 80.0 |
| 440 C 909 | 150.53 | FP | | |
| 440 C 910 | 10.34 | FP | | |
| 440 C 911 | 320.90 | | | |
| 440 C 912 | 50.0.00 | FP | | |
| 440 C 913 | 480.35 | FP | | Voir plan cadastre |
| 440 C 914 | 200.36 | | | |
| 440 C 915 | 280.74 | | | |
| 440 C 916 | 420.36 | FP | | |
| 440 C 917 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 918 | 110.650.93 | FP | | |
| 440 C 919 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 920 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 921 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 922 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 923 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 924 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 925 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 926 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 927 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 928 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 929 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 930 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 931 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 932 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 933 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 934 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 935 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 936 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 937 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 938 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 939 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 940 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 941 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 942 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 943 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 944 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 945 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 946 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 947 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 948 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 949 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 950 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 951 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 952 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 953 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 954 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 955 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 956 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 957 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 958 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 959 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 960 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 961 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 962 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 963 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 964 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 965 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 966 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 967 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 968 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 969 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 970 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 971 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 972 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 973 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 974 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 975 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 976 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 977 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 978 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 979 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 980 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 981 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 982 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 983 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 984 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 985 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 986 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 987 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 988 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 989 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 990 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 991 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 992 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 993 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 994 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 995 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 996 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 997 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 998 | 110.650.93 | | | |
| 440 C 999 | 110.650.93 | | | |

p 31

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
COMMUNE: OYONNAX

440 SECTION C No du PLAN: 7019739748

I. — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE
(fiche 4)

| II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) | | | |
|--|-----|---|-------------|
| Numéro | Lot | Nombre de pièces principales ou nature du lot | Accessoires |
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| 5 | 6 | 7 | 8 |

| II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) | | | |
|--|-----|---|-------------|
| Numéro | Lot | Nombre de pièces principales ou nature du lot | Accessoires |
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| 5 | 6 | 7 | 8 |

1033

II. -- L'OTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (suite)

[illegible]

III. — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant),

II. -- CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

[illegible]

INTERESTOT - IT. (Zinsen)

[illegible]

A. — MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (suite)

[illegible]

B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)

[illegible]

III. --- FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

A — MUTATIONS

4446 815 *Scrophularia* 783. 799

[illegible]

2

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots et appartements) (suite)

| II. -- LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (suite) | | | | | | | A. -- MUTATIONS | | | SERVITUDES ACTIVES (suite) | | | B. -- CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite) | | |
|---|----------|-------------|-------|---|------------|--------------------------------|---|---|--------------|----------------------------|---|--------------|--|--|--|
| Numéros | Datation | Recensement | Etage | Nombre de pièces principales ou nature du lot | Superficie | Renseignements complémentaires | Immeuble totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble totalité ou lots | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887 | 17) 24.05.1938 Vol. 1938 P. n° 478
Ev. du cadastre, Nantua, n° 440 C 886
24.05.1938 la parcelle 440 C 886
est démembrée en deux lots n° 440 C 886
et 440 C 887
Propriétaire: DISTRICT URBAIN d'AYANNE
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887 | 26) 12.06.1938 Vol. 1938 P. n° 478
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
du 12.06.1938 la parcelle 440 C 886
est démembrée en deux lots n° 440 C 886
et 440 C 887
Propriétaire: DISTRICT URBAIN d'AYANNE
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 15) 15.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
P.V. CADASTRE de NANTUA. (N° 664)
la parcelle (440) C 887 est divisée
en (440) C 888, 889, 900 et 901.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 20) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 903.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 21) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 22) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 23) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 24) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 25) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 26) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 27) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 28) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 29) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 30) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 31) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 32) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 33) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 34) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 35) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 36) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 37) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 38) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 39) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 40) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 41) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 42) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 43) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 44) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 45) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 46) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 47) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 48) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 49) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 50) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 51) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 52) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 53) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 54) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 55) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 56) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 57) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 58) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 59) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 60) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 61) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 62) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 63) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 64) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 65) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 66) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 67) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 68) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 69) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 70) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 71) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 72) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 73) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 74) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle 440 C 886 est
divisée en 440 C 888 et 905.
Propriétaire: District Urbain d'Ayanne
(1938) | | | | | | | |
| | | | | | | | 440 C 886
440 C 886
887, 888, 889 | 75) 28.07.1938 Vol. 1938 P. n° 537
PV du cadastre Nantua, n° 440 C 886
28.07.1938 la parcelle | | | | | | | |

pl2

(suite fiche 9)

II. — L'OTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (suite)

[illegible]

A. ... MUTATIONS SEVERITIES ALLELES (SICI)

| Immatriculation ou lot | Dates, numéros et nature des formalités | Observations |
|------------------------|---|--------------|
| 440 B 403 | 21.12.1990, Vol. 1990 P n° 1044 | rejet |
| 440 B 404 | VENTE 31.12.1990, n° Place n° à Gyonnaz
par GILLES M. de 19.3.1918, au District
URBAIN D'ORONNAIX (931)
Taxe = 13.700F | |
| 440 B 402 =
408 | 21.12.1990, Vol. 1990 P n° 1044
VENTE 12.12.1990, n° Place n° à Gyonnaz
par JACQUES M. de 10.2.1906 et GILLES
M. de 19.3.1918, au District URBAIN D'
ORONNAIX (931)
Taxe = 36.000F | rejet |
| 440 B 368 | 13.12.1991, Vol. 1991 P n° 8583
cession GRATUITE. 18.12.1991
n° Place n° à Gyonnaz, par la C de
d'ORONNAIX, au profit du District
URBAIN D'ORONNAIX (931)
Taxe = 4280F | rejet |
| 440 B 396 | 1.2.1991, Vol. 1991 P n° 964
VENTE 18 et 25.1.1991, n° Place n°
à Gyonnaz, par BONNOLLE & LAMON
1934 et GUYMOURX son épouse M. de
29.9.1915, au District URBAIN
D'ORONNAIX (931)
Taxe = 8700F | rejet |
| 440 B 337 =
338.403 | 2.3.1991, Vol. 1991 P n° 1709
VENTE 28.3.1991, n° Place n° à | rejet |
| 440 B 330 =
439 | Gyonnaz, par GUYMOURX son épouse M. de
1912, au District URBAIN D'
ORONNAIX (931)
Taxe = 131.170F | |

B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)

[illegible]

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
COMMUNE : OYONNAX

440 SECTION: B

N^o du PLAN : 817

2. NY

(Fiche bid)

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

| Nombre de
pièces
principales ou
nature du lot | Page | Balance: | Excellence: | 4 | 5 | 6 | 7 |
|--|------|----------|-------------|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | | | | | |

| A. - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES | | | B. - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES | | |
|-----------------------------------|--|--|---|--|--------------|
| Immeuble
cité ou folio | Date, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble
cité ou folio | Date, numéros et nature des formalités | Observations |
| 442 B 102 | 4.5.1991 fol 1991 P n° 3330 | Report | | | |
| 442 B 108 | VENTE 25.3.1991 P° 9000 et
P° 9001 n° 300000 par
THIBAUDINIER n° 17.8.1993
Pauvres n° 17.8.1994 et
Goussier n° 2.5.1996, D.A.S.
n° 6.6.1991, 30.3.1994, et
4.10.1994 au DISTRICT URBAIN
DE L'AX (931)
N° 74.8605 | | | | |
| 442 B 138 | 26.9.1991 fol 1991 P n° 6768
VENTE 2.9.1991 P° 9000 n° 300000
Goussier par FERRERON n° 17.8.1994, au DISTRICT URBAIN
DE L'AX (931)
N° 13.1905 | Report | | | |
| 442 B 142 | 24.10.1995 fol 1995 P n° 2424
Actes de 1995 n° 6000, n° 17.8.1995
Goussier n° 17.8.1995
D.A.S. n° 442.8.1995 n° 442.8.1995
842 | 5.1995 n° 6000
n° 17.8.1995
n° 17.8.1995 | | | |
| 442 B 144 | 24.10.1995 fol 1995 P n° 2424
Actes de 1995 n° 6000, n° 17.8.1995
Goussier n° 17.8.1995
D.A.S. n° 442.8.1995 n° 442.8.1995
842 | 5.1995 n° 6000
n° 17.8.1995
n° 17.8.1995 | | | |

2



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Conservation des hypothèques

N A N T U A

Demande de renseignements
n° 2003H8111, déposée par Maître MAGISTRALI & THIIVEND & ROBERT

CERTIFICAT DU CONSERVATEUR

Dans le cadre de la présente le conservateur certifie :

- pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1956 au 29/02/2000
 - ☐ qu'il n'existe aucune formalité au fichier immobilier,
 - ☒ qu'il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 47 faces de copies de fiches ci-jointes,
- pour la période de publication sous FIDJI : du 01/03/2000 au 12/06/2003 (date de mise à jour fichier)
 - ☒ qu'il n'existe que les 4 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint.

La réponse est limitée aux formalités dans lesquelles l'identité de la personne interrogée a été certifiée.

A N A N T U A, le 24/06/2003

Le conservateur des hypothèques,

Pour le Conservateur
Le Contrôleur Pénal

J.-C. BESANCON

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

| | | | |
|---|----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | Date de dépôt : 12/09/2001 | Référence d'enlissement : 2001P7317 | Date de l'acte : 02/08/2001 |
| Nature de l'acte : DEPOT DE BAIL ET ATTESTATION COMPLEMENTAIRE | | | |
| Rédacteur : NOT COIFFARD / OYONNAX | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2001P7317 :

| Baillleurs | | | |
|------------|-----------------------------|------------------------------------|------------------------|
| Numéro | Désignation des Personnes | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| 1 | GACHON | 20/02/1885 | |
| Preneurs | | | |
| Numéro | Désignation des Personnes | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| 1 | ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI | 762200277 | |
| Immeubles | | | |
| Preneurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale |
| | | OYONNAX | AH 261 |
| | | | Volume |
| | | | Lot |

Durée : 12 an(s) à partir de 01/01/1974

Loyer annuel : 12 000 F

Complément : Acte complémentaire à effet de permettre la publicité foncière du dépôt du 10/07/1974 du bail établi par Maître NALLET le 21/12/1973 prorogeant le bail du 12/01/1962.

Pacte de préférence au profit du preneur.

| | | | |
|---|----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 2 | Date de dépôt : 12/09/2001 | Référence d'enlissement : 2001P7319 | Date de l'acte : 11/06/2001 |
| Nature de l'acte : VENTE ET EXTINCTION DE BAUX | | | |
| Rédacteur : NOT COIFFARD / OYONNAX | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2001P7319 : Vente

| Disposant, Donateur | | |
|---------------------|---------------------------|------------------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité |
| 3 | GACHON | 25/07/1923 |

Disposition n° 1 de la formalité 2001P7319 : Vente

| Disposant, Donateur | | Date de naissance ou N° d'identité |
|-------------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | |
| 1 | ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI | 762200277 |
| Bénéficiaire, Donataire | | |
| Numéro | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité |
| 1 | C'ELIK | 17/04/1970 |
| 2 | DEMIRALAY | 15/01/1972 |
| Immeubles | | |
| Bénéficiaires | Droits | Commune |
| | | OYONNAX |
| Désignation cadastrale | | Volume |
| AH 261 à AH 262 | | |
| Lot | | |
| | | |

Prix / évaluation : 1.500.000,00 FRF

Complément : Immeubles vendus (maison et terrains AH 261 et AH 262) par GACHON évalués à 837 700 F.
Immeubles vendus (constructions à usage industriel et commercial) par la SA ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI évalués à 662 300 F.

Disposition n° 2 de la formalité 2001P7319 : Extinction des baux

Suite à la vente simultanée par la sté "ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI" des batiments industriels avec le bénéfice des baux et de la vente également par MME GACHON des terrains et de la maison d'habitation à une seule et unique personne les baux suivants s'éteignent par confusion.

Immeuble AH 261:
Baïl du 12/01/1962 publié le 12/09/2001 Vol 2001 P 7316.
Baïl du 10/07/1974 publié le 12/09/2001 Vol 2001 P 7317.
Baïl du 29/09/1981 publié le 09/10/1981 Vol 4966 N°1.
Prorogation du 30/08/1990 publiée le 29/10/1990 Vol 1990 P 8860.
Acte sous- seing privé du 04/12/2000 non publié.
Immeuble AH 262:
Baïl du 16/19/1969 publié le 27/09/1969 Vol 2665 N° 38.
Prorogation du 30/08/1990 publiée le le 29/10/1990 Vol 1990 P 8859.
Acte sous seing- privé du 04/12/2000 non publié.

| | | | |
|----------------|--|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 3 | Date de dépôt : 24/05/2002 | Référence d'enlissement : 2002P3947 | Date de l'acte : 12/04/2002 |
| | Nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE FUSION D'ABSORPTION | | |
| | Rédacteur : NOT COIFFARD / OYONNAX | | |

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

| | | | |
|----------------|--|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 4 | Date de dépôt : 21/06/2002 | Référence d'enlissement : 2002P4641 | Date de l'acte : 19/06/2002 |
| | Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 24/05/2002 Vol 2002P N° 3947 | | |
| | Rédacteur : NOT COIFFARD / OYONNAX | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2002P4641 :

| Ancienne Désignation | Nouvelle Désignation |
|---|---|
| ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI,762200277,SA , RUE DE TAMAS
01100 ARBENT | GPI,762200277,SA , ZIN RUE DE TAMAS
01100 ARBENT |

Complément : Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale extraordinaire du 29/06/2001, il a été décidé de modifier la dénomination de la société "ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI" en "GPI".
Régularisation de rejet en ce qui concerne la désignation des parties.

Disposition n° 2 de la formalité 2002P4641 : *DEPOT DU 12/04/2002 d'un acte de FUSION ABSORPTION*

| Disposant, Donateur | |
|------------------------------------|-------------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes |
| 2 | SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE BC |
| Date de naissance ou N° d'identité | |
| 342186111 | |
| Bénéficiaire, Donataire | |
| Numéro | Désignation des personnes |
| | |
| Date de naissance ou N° d'identité | |
| | |

Disposition n° 2 de la formalité 2002P4641 : DEPOT DU 12/04/2002 d'un acte de FUSION ABSORPTION

| Bénéficiaire, Donataire | | | | | |
|-------------------------|---------------------------|------------------------------------|------------------------|--------|-----|
| Numéro | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité | | | |
| 1 | GPI | 762200277 | | | |
| Immeubles | | | | | |
| Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| | | ARBENT | AN 20 | | |
| | | | AN 204 à AN 205 | | |

Prix / évaluation : 688.827,01 EUR

Complément : Pour AN 205 : 1/2 ind.

Dépôt du 12/04/2002 de l'acte de fusion par voie d'absorption sous seing privé du 28/10/2001, sous conditions suspensives, et réalisation desdites conditions par le dépôt des assemblées générales extraordinaires du 14/12/2001.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 23/02/2001, il a été décidé de transférer le siège de la SCI B.C. du 8 Bis rue Vaucher à OYONNAX, à ARBENT Zone Industrielle Nord rue de l'amas.

Régularisation de réjet en ce qui concerne la désignation des parties.



N° 17184 - 02
N° 53534 - 01

FORMULAIRE OBLIGATOIRE
de civil - art. 39 du décret du 14/10/1955)



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 3233

N° de la demande :

470573

Déposée le

Références :

02 - 77593

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES URGENTS

☒ hors formalité

☐ sur formalité

opération juridique :

formalité du Vol : n°

COUT

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

DEMANDE PRINCIPALE

NOMBRE DE FEUILLE(S) COMPLÉMENTAIRE(S) :

Nombre de personne(s) supplémentaire(s) : X € = €

Nombre d'immeuble(s) supplémentaire(s) : X € = €

Frais de renvoi : L €

Règlement joint

Compte d'usager

TOTAL = 14 €

M. Sélarl MAGISTRAL - THIVEND.

801, rue de la Source.

B.P. 26.

CODE

POSTAL 01442 VIRIAT Cedex

À VIRIAT, le 4/11/2002.

Signature :

Bureau de dépôt :

BLOIS

JUSTICE :

NATURE DES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS (pour les bureaux non dotés d'un fichier immobilier informatisé)

Conservateur des hypothèques est requis de délivrer un extrait des formalités sur les personnes et/ou les immeubles désignés ci-dessous :

☐ Inscriptions subsistantes

☐ Documents publiés

☐ Non acquisitifs

☐ Dernière formalité inscrite ou publiée (demande portant uniquement sur des immeubles)

☐ Saisies en cours

☐ Acquisitifs

Les formalités simultanément requises, les actes et jugements énoncés par leurs références de publication dans les documents déposés avec la demande sur formalité sont exclus (bureaux non informatisés).

PÉRIODE DE CERTIFICATION

POINT DE PART - Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles).

TERME

— jusqu'à la date de dépôt de la présente demande (hors formalité)

— ou de la formalité énoncée (sur formalité)

— en jusqu'au — inclusivement

DÉSIGNATION DES PERSONNES (Toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité du conservateur - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié)

Personnes physiques

NOM

PRÉNOMS

DATE ET LIEU DE NAISSANCE

Personnes morales

DÉNOMINATION ET N° SIREN

FORME JURIDIQUE, SIÈGE (et pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de déclaration ou du dépôt des statuts)

SAS SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES PROCÉDÉS RAYMOND BORSCHNECK - ISORUB.

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE DONT LE SIÈGE SOCIAL EST À JUZIERS (78820).

ROUTE DE PARIS - 936 620 138 - R.C.S. VERSAILLES.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES (Toute erreur dans la désignation des immeubles dégage la responsabilité du conservateur - art. 8-1 et 2 du décret précité)

COMMUNE (éventuellement arrondissement, rue et numéro)

RÉFÉRENCES CADASTRALES

N° VOLUME

N° LOT
de copropriété

DEMANDE IRRÉGULIÈRE. Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

☐ Insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles

☐ Défaut de paiement

☐ Demande non signée ou non datée

☐ Défaut d'indication de la nature du renseignement demandé

☐ Demande irrégulière en la forme

☐ Autres

À _____, le _____

Le Conservateur,

CERTIFICAT DU CONSERVATEUR

Dans le cadre de la présente demande, le Conservateur certifie qu'il n'existe dans sa documentation :

☐ aucune formalité.

☐ que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint.

☐ que les seules formalités figurant sur les faces de copies de fiches ci-jointes.

État certifié à la date du _____

Le _____

Le Conservateur,

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Conservation des hypothèques
BLOIS

Demande de renseignements
n° 2002H10573, déposée par la Société MAGISTRALI/THIVEND

CERTIFICAT DU CONSERVATEUR

Dans le cadre de la présente le conservateur certifie :

- pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1956 au 01/04/2002
[] qu'il n'existe aucune formalité au fichier immobilier,
☒ qu'il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 2 faces de copies de fiches ci-jointes,
- pour la période de publication sous FIDJI : du 02/04/2002 au 04/08/2002 (date de mise à jour fichier)
☒ qu'il n'existe aucune formalité indiquée dans l'état réponse ci-joint.

La réponse est limitée aux formalités dans lesquelles l'identité de la personne interrogée a été certifiée.

A BLOIS, le 18/11/2002

Le conservateur des hypothèques,

P. PECH

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification.

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

FICHE N° 1 Commune VINEUIL

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

N° C°
N° C°
N° C°

NOM SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION des PROCÉDÉS RAYMOND
Prénoms : BORSCHNECK "ISORUB"
Epx : S.A.R.L. dirigée par M. VINEUIL
Epx : R.C. Orléans n° 66 813 né le 10/10/1913

I - IMMEUBLES URBAINS

III - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

Références aux fiches d'immatriculation, modèle B)

A - MUTATIONS

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Module A

II - IMMEUBLES RURAUX

| N° | | N° du plan | | N° | | N° du |
|----|--|------------|--|----|--|-------|
|----|--|------------|--|----|--|-------|

ANNEXE 5
ETAT DES EMPRUNTS EN COURS

GPI - Engagements financiers - Emprunts au 31/12/2002

[illegible]

NOVA 312 ME : *House events derived from the GDP, au 31/12/2012, un crédit immédiat de 423 000 €, sur le financement à l'assujettissement que nous espérons verser à l'ICI, (1 ligne annuée en ...), le prêt de 1 500 000 € en sa contrepartie au 2013, nous lui transférons l'ensemble de nos droits et nos clauses de débiteur (le prêt*

ANNEXE 6

ACTE DE NANTISSEMENT DE TITRES

DECLARATION DE GAGE DE COMPTE D'INSTRUMENTS FINANCIERS

(article 29 de la loi n° 85-1 du 3 janvier 1983, modifiée par la loi du n° 96-597 du 2 juillet 1996)

LE SOUSSIGNE :

GPI -

Société à directoire au capital de 1.484.736 Euros

ayant son siège social à 01100 OYONNAX - ZIN - RUE DE TMAS - BP 1008 - ARBENT

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG sous le numéro B 762 200 277

représenté par Mr Michel GERGONNE

Ci-après désigné(e) "le Constituant"

CONSTITUE EN GAGE LE COMPTE D'INSTRUMENTS FINANCIERS :

1100 Actions de la SA LEAU

société anonyme au capital de 40.000 EUROS

siège social à CHEMIGNY SUR MARNE (94500) - 300 Rue Marcel Paul

immatriculée au R.C.S. de CRETEIL N° B 377 932 967

Ci-après désigné "le Compte Gagé"

OUVERT DANS LES LIVRES DE :

Ci-après désigné(e) "le Tenancier de Compte"

DANS LEQUEL SONT INSCRITS INITIALEMENT LES INSTRUMENTS FINANCIERS CI-APRES :

| Qte | Désignation : nature, forme, dénomination, nominal... | Devise | Valeur unitaire |
|---|---|--------|-----------------|
| 1100 | Actions de la SA LEAU | EUROS | 16,- |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Estimation totale selon derniers cours ou valeur connus | | | |

AU BENEFICE DU CREANCIER GAGISTE :

LYONNAISE DE BANQUE SA au capital de 228 290 262 euros

ayant son siège social à LYON (69001) - 8 Rue de la République,

immatriculée au R.C.S. de LYON sous le numéro B 957 507 976

représentée par Mr Georges COLLET, chargé de procuration réseau BRA

Ci-après désigné (e) "le Créancier"

EN GARANTIE DU PAIEMENT DES SOMMES DUES AU TITRE DE L'OBLIGATION CI-APRES
DEFINIE :

Nature de l'obligation : PRET MT BRA/LB de 1.000.000 Euros/7 ans

Date de la convention / Suivant acte du

Echéance prévue /

Montant en principal / 1.000.000 EUROS

Augmenté des intérêts au taux de 4,55 % l'an et des accessoires pour la LB

Ci-après désignée "la Créance Garantie"

76

DANS LES CONDITIONS SUIVANTES :

Conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi n° 85-1 du 3 janvier 1983, modifiée par la loi du n° 96-597 du 2 juillet 1996, le Constituant affecte en nantissement au bénéfice du Créancier le Compte Gagé en garantie du paiement de l'intégralité des sommes dues, en principal, intérêts, frais et accessoires, au titre de la Créance Garantie jusqu'à son complet remboursement.

Le Constituant déclare que les instruments financiers objets de la présente déclaration ne sont frappés d'aucune indisponibilité à quelque titre que ce soit.

Les instruments financiers figurant dans le Compte Gagé, ceux qui leur sont substitués ou les complètent, de quelque manière que ce soit, ainsi que leurs fruits et produits en toute monnaie sont compris dans l'assiette du gage.

Ces produits seront affectés, sur simple demande du créancier, au remboursement des échéances contractuelles du crédit, objet du présent nantissement.

Le Constituant s'oblige à compléter le gage en sorte que la valeur totale des instruments financiers et sommes inscrits dans le Compte Gagé soit toujours égale, au moins, à 100 % du montant de la Créance Garantie.

Le Constituant ne pourra disposer des instruments financiers inscrits dans le Compte Gagé. Toutefois, il pourra être dérogé à ce principe sur accord exprès et préalable du Créancier et du Constituant, aux termes d'une convention qui énumérera limitativement le(s) acte(s) que le Constituant sera exceptionnellement autorisé à initier sur le Compte Gage sous le contrôle du Teneur de Compte si celui-ci accepte sa mission de contrôle. Le produit de la réalisation des instruments financiers et les instruments financiers achetés en remploi sont de plein droit, compris dans l'assiette du gage initialement constitué.

Si la Créance Garantie devient exigible, pour quelque cause que ce soit, le Créancier pourra, à l'expiration d'un délai de huit jours à compter d'une mise en demeure adressée au Constituant, procéder à la réalisation du gage conformément aux textes en vigueur. En cas de réalisation partielle du gage, le Créancier pourra réaliser les instruments financiers de son choix. Le Créancier ne sera en aucun cas responsable du cours auquel sera effectuée la réalisation du gage. Les frais résultant de la réalisation du gage demeureront à la charge du Constituant et seront imputés sur le produit de cette réalisation.

Dans l'hypothèse où les instruments financiers ou monnaies inscrits dans le Compte Gagé seraient libellés dans une devise différente de celle de la Créance Garantie, le taux de change qui sera appliqué pour procéder à l'évaluation du gage, à sa vente ou à son attribution sera le cours interbancaire demandé entre banques sur le marché des changes de PARIS à onze heures (heure de Paris) au jour de l'opération envisagée ou si aucune cotation n'est possible à cette date, la première cotation suivante disponible.

La présente déclaration de gage pourra être notifiée au Teneur de Compte s'il n'est le Créancier.

Les frais relatifs aux présentes seront à la charge du Constituant.

La présente déclaration de gage est soumise au droit français. Toute contestation relative à la validité, interprétation ou exécution des présentes sera de la compétence des tribunaux français.

SA GPI

28 à 34 rue de Tarnes - ZI Ardent Oyonnax
B.P. 1008 - 01101 OYONNAX Cedex
Tél. 04 74 73 39 37 - 04 74 73 39 01
Fax 04 74 73 39 34 - 04 74 73 39 02
Site Constituant : 04 74 73 39 02

*Bon pour gage de compte d'instruments financiers en
garantie de la somme de € 1000000 (un million d'euros)
en principal
Fait à BOURG EN BRESSE le
en trois exemplaires
augmentée des intérêts, frais et accessoires*

(1) Signature précédée de mention manuscrite : "Bon pour gage de compte d'instruments financiers en garantie de la somme de (préciser la devise et le montant en chiffres et en lettres de la créance garantie) en principal augmentée des intérêts, frais et accessoires.

ATTESTATION DE NANTISSEMENT DE COMPTE D'INSTRUMENTS FINANCIERS

(article 29 de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983, modifiée par la loi n°96-597 du 2 juillet 1996)

Après avoir pris connaissance de la DECLARATION DE GAGE DE COMPTE D'INSTRUMENT
FINANCIERS,

en date du :
signée par :
au bénéfice de : la LYONNAISE DE BANQUE

Nous soussigné, agissant en qualité de Teneur de Compte du Compte Gagé,

1/ attestons par la présente le nantissement du compte d'instruments financiers¹ :

- ☐ dont les références figurent sur ladite déclaration de gage,
- ☒ dont les références sont² : *GPI - Compte nanté n° 9 Bis.*
- ☐ réputé constitué par les instruments financiers ayant fait l'objet d'une identification à cet effet par un procédé informatique et dont la liste est désignée ci-dessous,

2/ donnons inventaire des instruments financiers³ :

- ☒ dont la liste figure sur ladite déclaration de gage,
- ☐ dont la liste revêtue de la mention "bon pour attestation de gage", date, signature et cachet de notre établissement, figure en annexe⁴,

3/ prenons acte de⁵ :

- ☐ de l'impossibilité pour le Constituant de disposer des instruments financiers inscrits dans le Compte gagé,
- ☒ de la possibilité pour le Constituant de disposer des instruments financiers inscrits dans le Compte gagé dans les conditions stipulées à la convention qui nous est notifiée, et
 - ☒ acceptons d'exercer la mission de contrôle en résultant,
 - ☐ n'acceptons pas exercer la mission de contrôle en résultant de sorte que toute instruction devra être datée et revêtue des signatures et cachets du Constituant et du Créancier.

Fait à⁶
le⁷

Champigny

Le Teneur de Compte⁸

Leprieux
LEAU
SA des Grands Godets
300A rue Marcel Paul
94500 CHARENTAY LEU
TEL : 01 54 09 15 00
Fax : 01 54 09 15 01

¹ Cocher la case correspondante

² Compléter les références

³ Cocher la case correspondante

⁴ Cette liste doit comporter les instruments financiers et les sommes en toute monnaie figurant dans le compte gagé

⁵ Cocher les cases correspondantes

⁶ Ville

⁷ Date

⁸ Signature et cachet de l'établissement teneur de compte

**CONVENTION PARTICULIERE
A DECLARATION DE GAGE DE COMPTE
D'INSTRUMENTS FINANCIERS ci-joint annexée**

Entre :

- GPI - Société à directoire au capital de 1.484.736 Euros, ayant son siège social à
- 01100 OYONNAX - ZIN - RUE DE TAMAS - BP 1008 - ARBENT
- Immatriculée au RCS de BOURG sous le N° 762 200 277
- Représentée par Mr Michel GERGONNE

Ci-après dénommé (e) « LE CONSTITUANT »

Et :

- la LYONNAISE DE BANQUE, Société Anonyme au capital de 228 290 252 EUROS ayant son siège social à LYON (69001) , 8 Rue de la République, identifiée sous le numéro SIREN 954 507 976 RCS LYON
- représentée par Mr Georges COLLET, chargé de procuration réseau BRA

Ci-après dénommé « LE CREANCIER GAGISTE »

Il est exposé ce qui suit :

Le constituant a affecté au profit du créancier gagiste le compte d'instruments financiers ouvert dans les livres de LA LYONNAISE DE BANQUE

1100 ACTIONS DE LA SA LEAU

à titre de gage selon les termes de l'Article 29 de la Loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 modifiée par la Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996
en vertu d'une déclaration annexée aux présentes.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Le créancier gagiste autorise le constituant à disposer des dividendes, intérêts et produits de toute nature et en toutes monnaies issus des instruments financiers inscrits au compte gagé.
La présente autorisation sera notifiée au teneur de compte.

La présente garantie s'éteindra progressivement au prorata du remboursement du capital.

Fait à
en trois exemplaires

le 17-3-03

LE CONSTITUANT
Articles "Grand Public"

SAGPI

28 à 34 rue de Tamas - ZI Ardent Oyonnax
B.P. 1008 - 01101 OYONNAX Cedex
Tél. 04 74 73 39 37 - 04 74 73 39 01
Fax 04 74 73 39 34 - 04 74 73 39 02
N° SIRET 762 200 277 0001 - Code APE 252 H - Capital 1 484 736 €

LA LYONNAISE DE BANQUE

BRA Lyonnaise de Banque

102, Boulevard Eugène Herminet - B5 2
0100 - BOURG EN BRESSE Cedex
Tél. 04 74 32 50 00 - Fax 04 74 32 50 81

ANNEXE 7

RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

8254500070

JOUR MOIS ANNÉE

DPT

COMMUNE

ANNÉE

N° DOSSIER

19/11/02 RIU

PROJET

RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

MUTATION D'UN IMMEUBLE BÂTI OU NON BÂTI SANS MODIFICATION DE SON ÉTAT

Cette demande qui se présente sous la forme de quatre feuillets identiques doit être adressée ou déposée, avec les plans de situation et les plans du terrain, à la mairie de la commune où est situé l'immeuble. Le quatrième feuillet est conservé par le demandeur.

ATTENTION : Si une modification de l'immeuble faisant l'objet de la mutation est envisagée, il est conseillé de demander un certificat d'urbanisme.

| DEMANDE | | DEMANDEUR | |
|--|--|---|--|
| <p>ECES A JOINDRE :</p> <p>3 PLANS DE SITUATION : établis à une échelle comprise entre 1/5 000 et 1/25 000.</p> <p>3 PLANS DU TERRAIN : établis à une échelle comprise entre 1/500 et 1/5 000.</p> <p>Les plans seront du format 21 x 29,7</p> | | <p>NOM, PRÉNOM : Maître Jean-Hervé MAGISTRALI</p> <p>ADRESSE : 801 Rue de la Source
01440 VIRIAT</p> | |
| <p>2 - TERRAIN Le terrain est l'act de propriété consistant par la parcelle ou par l'ensemble des parcelles cadastrées appartenant au même propriétaire.</p> <p>ADRESSE DU TERRAIN : LIEUDIT "PRES COURTINS"
41350 VINEUIL</p> | | <p>Le terrain est-il bâti ? ☒ OUI ☐ NON</p> <p>Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ OUI ☐ NON ☒ NI SAIT PAS</p> <p>NUMÉRO DU OU DES LOTS</p> <p>LOTISSEMENT AUTOMATISÉ LE</p> <p>NOM DU LOTISSEMENT OU DU LOTISSEUR</p> | |
| <p>ENTITÉ DU PROPRIÉTAIRE (s'il est autre que le demandeur) : SOCIÉTÉ ISORUB
Route de Paris
78820 JUZIERS</p> | | <p>3 - Je certifie exacts les renseignements mentionnés dans les rubriques ci-dessus.</p> <p>(Signature) : VIRIAT
LE 19/11/02</p> | |
| <p>SECTION(S) CADASTRALE(S) et pour chaque section, n° des parcelles : SECTION BD N° 484 et N° 488</p> | | | |
| <p>PERFIC DU TERRAIN EN M²</p> | | | |

| REPOSE | |
|---|--|
| <p>DELIVRÉ PAR : <i>Raphaël Bely</i></p> <p>Écriture : du fonctionnaire</p> | <p>La présente notice d'urbanisme fait état des renseignements connus à ce jour par l'autorité indiquée ci-contre. Elle constitue un simple document d'information et ne peut en aucun cas être considérée comme une autorisation administrative quelconque, ni un certificat d'urbanisme. Les renseignements relatifs à l'affectation ne concernent que la voirie communale.</p> <p>(1) Préciser : nationale, départementale, ou communale.</p> |

| A - DROIT DE PRÉÉMPTION | | Bénéficiaire du droit de préemption | |
|---|--|-------------------------------------|--|
| <p>Le terrain est soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.)</p> <p>Le terrain est situé dans une zone d'aménagement différencié (Z.A.D.)</p> <p>Le terrain est situé dans le périmètre provisoire d'une Z.A.D.</p> <p>Le terrain est situé dans la zone de préemption "espaces naturels sensibles des départements"</p> | | | |
| <p>Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.</p> | | | |

| B - NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN | | C - NATURE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN | |
|---|--|--|--|
| <p>Règles générales d'urbanisme (R.N.U.)</p> <p>Plan d'occupation des sols (P.O.S.) - Zone <i>ND</i></p> <p>Plan de sauvegarde et de mise en valeur de : ...</p> <p>Plan d'aménagement de la zone (P.A.Z.) de : ...</p> <p>Lotissement de : ...</p> | | <p>☐ Terrain situé dans le périmètre de protection d'un monument historique</p> <p>☐ Terrain situé dans un site inscrit</p> <p>☐ Terrain situé dans un site classé</p> <p>☐ Terrain concerné par le plan d'affectation</p> <p>Approuvé le : ...</p> <p>☐ Zone de protection du patrimoine architectural et urbain</p> | |
| <p>PRESCRIT LE : 20/12/01</p> <p>RENDU PUBLIC LE : ...</p> <p>APPROUVÉ LE : 28/3/02</p> <p>MIS EN RÉVISION LE : ...</p> | | <p>D - OPERATION CONCERNANT LE TERRAIN</p> <p>☒ Terrain compris dans un emplacement réservé pour un équipement public</p> <p>☒ Terrain compris dans le périmètre d'une déclaration d'utilité publique</p> <p>☒ Terrain compris dans le périmètre d'une zone d'aménagement concerté</p> | |

| E - OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES | | FAIT | |
|---|--|--|--|
| <p>inscrit par l'implantation N° 64, pour pour l'aménagement de la voirie communale</p> <p>inscrit par la délibération N° 31 en date du 27/6/02 limitant le périmètre de D.U.P. pour l'aménagement de la ZAC des Sablons</p> <p>terrain situé en Zone d'aménagement différentiel (Z.A.D.) du Plan de prévention</p> | | <p>MAIRIE DE VINEUIL</p> <p>19-11-02</p> | |

ANNEXE 8

ETATS DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGES

184

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS

DE PRIVILEGE DE VENDEUR, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS
DE COMMERCE OU SUR FONDS ARTISANAL, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT
DE L'OUTILLAGE ET DU MATERIEL D'EQUIPEMENT, DES WARRANTS

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

V. (PRIVILEGE DE VENDEUR)
N. (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT)
N.J (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE)
N.O.M (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT OUTILLAGE)
(WARRANT)

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZIN - RUE DE TAMAS
ARBENT
01100 GYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | MONTANT
DE LA
CREANCE |
|-------------|--------|------------|--------|--|---|
| VOLUME | NUMERO | DATE | NATURE | | |
| 96 | 000018 | 08/01/1996 | PN | BANQUE POPULAIRE FRANCHE COMTE, MACON-
NAIS & DE L'AIN, 1, PLACE DE LA 1ERE
ARMEE FRANCAISE A BESANCON.
DOMICILE ELU : AGENCE BOURG.
ACTE SSP DU : 3.01.1996.
observation(s).....: - SAUF MEMOIRE | 1 760 000.00 FRF !
(268 310.27 EUR)! |
| 97 | 000011 | 09/01/1997 | PN | BANQUE POPULAIRE FRANCHE COMTE, MACON-
NAIS & DE L'AIN, 1, PLACE DE LA 1ERE
ARMEE FRANCAISE A BESANCON.
DOMICILE ELU : AGENCE BOURG, PLACE
NEUVE.
ACTE SSP DU : 2.01.1997.
observation(s).....: - SAUF MEMOIRE | 5 500 000.00 FRF !
(838 469.59 EUR)! |
| 99 | 000017 | 14/01/1999 | PN | BANQUE RHONE ALPES, 20 BD E REY,
GRENOBLE. DOMICILE ELU :
AGENCE BOURG, 6, COURS DE VERDUN.
ACTE SSP DU : 7.01.1999.
observation(s).....: - SAUF MEMOIRE | 10 500 000.00 FRF !
(1 600 714.68 EUR)! |
| 99 | 000054 | 08/02/1999 | PN | AU PROFIT BANQUE REGIONALE DE L'AIN,
2 AV ALSACE LORRAINE, BOURG. DOMICILE
ELU: EN SON SIEGE SOCIA L.
ACTE SSP DU : 25.01.1999.
observation(s).....: - SAUF MEMOIRE | 17 250 000.00 FRF !
(2 629 745.55 EUR)! |
| 99 | 000310 | 16/06/1999 | PN | au profit de: - BANQUE POPULAIRE FRANCHE COMTE, MACON-
NAIS & DE L'AIN, 1, PLACE DE LA 1ERE
ARMEE FRANCAISE A BESANCON.
domicile élu: - EN SON SIEGE SOCIAL.
en vertu: - d'un acte sous-seing prive
en date du: - 09/06/1999
observation(s).....: - SAUF MEMOIRE | 11 000 000.00 FRF !
(1 676 939.19 EUR)! |

LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

LIO No 1

DELIVRE LE 24/06/2003

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | | MONTANT |
|-------------|----------|--------------|--------|---|--|--------------------|
| NATURE | | | | | | DE LA |
| VOLUME | NUMERO | DATE | | | | CREANCE |
| 2002 | ! 600335 | ! 27/12/2002 | ! PNCM | ! au profit de: - BANQUE RHONE ALPES, 20-22, BD REY A | | ! 377 300.00 EUR ! |
| | ! | ! | ! | GRENOBLE. | | ! |
| | ! | ! | ! | ! domicile élu: - AGENCE OYONNAX, 11 RUE BICHAT. | | ! |
| | ! | ! | ! | ! en vertu: - d'un acte sous-seing prive | | ! |
| | ! | ! | ! | ! en date du.....: - 16/12/2002 | | ! |
| | ! | ! | ! | ! designation: - 1 DECOUPEUSE REBOBINEUSE TG.150 AND NO1. | | ! |
| | ! | ! | ! | 1 MACHINE CONDITIONNEMENT EN THERMORETRACT | | ! |
| | ! | ! | ! | ABLE MISTRAL2. | | ! |
| | ! | ! | ! | ! observation(s).....: - SAUF MEMOIRE | | ! |

L'ETAT LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
 L'ETAT N'EST COMPLET QUE S'IL COMPREND L'ETAT DES INSCRIPTIONS DES CLAUSES D'INALIENABILITE, PAGE SUIVANTE (FOLIO No 3)
 FOLIO No 2
 DELIVRE LE 24/06/2003

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS
DES CLAUSES D'INALIENABILITE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZIN - RUE DE TAMAS
ARBENT
01100 OYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

OM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | ! | ! | | ! | ! |
|-------------------|------|--------|---|---------|---|
| | ! | NATURE | ! | LIBELLE | ! |
| VOLUME ! NUMERO ! | DATE | ! | ! | | ! |

NEANT NEANT

DUT : 14.99 EUROSETAT PV PN PNCM ET WARRANT

SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

SEUL ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

FOLIO No 3

DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS

RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL
OU DE LEASING EN MATIERE MOBILIERE

(LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZIN - RUE DE TAMAS
ARBENT
01100 GYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 3 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

CH DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | | | | SOMMES | |
|-------------|--------|------------|-----|--------------|---|--|--------|--|
| | | | | NATURE | LIBELLE | | | |
| VOLUME | NUMERO | DATE | | | | | | |
| 2003 | 000622 | 08/04/2003 | C-B | au profit de | - BAIL EQUIPEMENT, 12, RUE GAILLON 75107 | | | |
| | | | | | PARIS CEDEX 02. | | | |
| | | | | designation | - CHARIOT ELEVATEUR ELECTRIQUE FENWICK R14. | | | |

UT : 2.01 EUROSETAT CREDIT BAIL

ULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

UR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

IO No 1 DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



E T A T S

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZIN - RUE DE TAMAS
ARBENT
01100 OYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 8 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

EN DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, SUFFERNE

ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES
(ARTICLES L 243-4, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 612-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE)

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DU TRESOR (ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIES DU CODE GENERAL
DES IMPOTS ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)

NEANT

EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTETS RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE L.511-57 DU CODE DE COMMERCE, .
DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991 No 91-1382.
DECRET DU 22 MAI 1992 No 92-456.

NEANT

UT : 6.06 EUROSETAT SECU TRESOR ET PROTETS

ULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

UR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

LIO No 1 DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



GRFFFF

DE PRIVILEGE DE VENDEUR, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS
DE COMMERCE OU SUR FONDS ARTISANAL, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT
DE L'OUTILLAGE ET DU MATERIEL D'EQUIPEMENT, DES WARRANTS

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZI OUEST
VEYZIAT
01100 OYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

.V. (PRIVILEGE DE VENDEUR)
.N. (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT)
.N.J (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE)
.N.O.M (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT OUTILLAGE)
(WARRANT)

Reference 762 200 277 (52 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

ON DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | | MONTANT | |
|-------------|--------|------|--------|---------|-------|---------|--|
| VOLUME | NUMERO | DATE | NATURE | | DE LA | CREANCE | |
| | | | | | | | |

[illegible]

LE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
L'ETAT N'EST COMPLET QUE S'IL COMPREND L'ETAT DES INSCRIPTIONS DES CLAUSES D'INALIENABILITE, PAGE SUIVANTE (FOLIO No 2)
-LIO No 1
DELIVRE LE 24/06/2003

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS
DES CLAUSES D'INALIENABILITE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZI OUEST
VEYZIAT
01100 OYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

OM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|---|---------|---|---|---|
| -----! NATURE ! | | | | LIBELLE | | | |
| VOLUME ! | NUMERO ! | DATE | ! | ! | ! | ! | ! |

NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT

UT : 14.99 EUROSETAT PV PN PNOM ET WARRANT

FILE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

UR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

LIO No 2

DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS

RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL
OU DE LEASING EN MATIERE MOBILIERE

(LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZI OUEST
VEYZIAT
01100 OYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUEFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | SOMMES |
|-------------|--------|------|--------|---------|--------|
| VOLUME | NUMERO | DATE | NATURE | | |

NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT

UT : 2.01 EUROSETAT CREDIT BAIL
ULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
UR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR
LIO No 1
DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



E T A T S

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
ZI OUEST
VEYZIAT
01100 GYOMNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

OM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES
(ARTICLES L 243-4, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 612-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE)

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DU TRESOR (ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIES DU CODE GENERAL
DES IMPOTS ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)

NEANT

EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTEYS RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE L.511-57 DU CODE DE COMMERCE.
DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991 No 91-1382,
DECRET DU 22 MAI 1992 No 92-456.

NEANT

ET : 6.06 EUROSETAT SECU TRESOR ET PROTETS

PAR LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
L'ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

FOLIO No 1 DELIVRE LE 24/06/2003, LE GREFFIER :



GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS

DE PRIVILEGE DE VENDEUR, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS
DE COMMERCE OU SUR FONDS ARTISANAL, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT
DE L'OUTILLAGE ET DU MATERIEL D'EQUIPEMENT, DES WARRANTS

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA

V. (PRIVILEGE DE VENDEUR)
N. (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT)
N.J (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE)
N.O.M (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT OUTILLAGE)
(WARRANT)

23 RUE BRILLAT SAVARIN
01100 OYONNAX

ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

reference 762 200 277 (62 3 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

DEM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | | | | | MONTANT | | | |
|--------------------------|--|--|--|---------|--|--|--|---------|--|--|--|
| | | | | NATURE | | | | DE LA | | | |
| VOLUME ! NUMERO ! DATE ! | | | | LIBELLE | | | | CREANCE | | | |

NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT

LE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
L'ETAT N'EST COMPLET QUE S'IL COMPREND L'ETAT DES INSCRIPTIONS DES CLAUSES D'INALIENABILITE, PAGE SUIVANTE (FOLIO No 2)
FOLIO No 1
DELIVRE LE 24/06/2003

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS
DES CLAUSES D'INALIENABILITE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA

23 RUE BRILLAT SAVARIN
01100 OYONNAX

ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

DM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | | |
|-------------|--------|------|--------|---------|--|--|
| VOLUME | NUMERO | DATE | NATURE | | | |

NEANT NEANT

UT : 14.99 EUROSETAT PV PN PNCM ET WARRANT

LE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

UR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

LIO No 2 DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS

RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL
OU DE LEASING EN MATIERE MOBILIERE

(LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)

DU CHEF DE GERGOINE SA DEVENUE GPI SA

23 RUE BRILLAT SAVARIN

01100 OYONNAX

ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | SOMMES |
|-------------|--------|------|--------|---------|--------|
| VOLUME | NUMERO | DATE | NATURE | | |

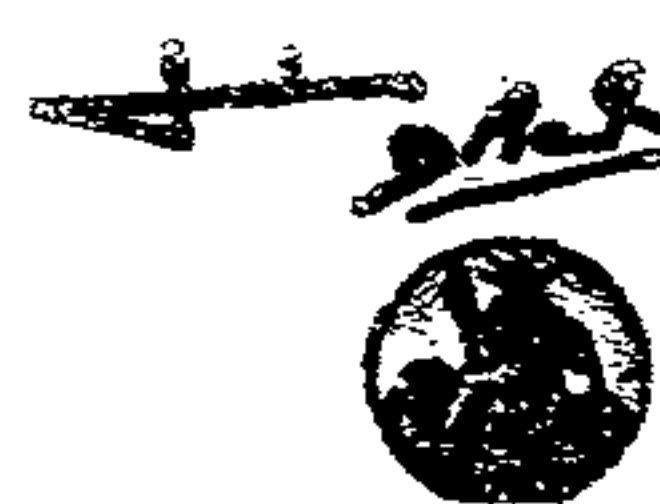
NEANT NEANT

UT : 2.01 EUROSETAT CREDIT BAIL

LE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

IO No 1 DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



E T A T S

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA

23 RUE BRILLAT SAVARIN
01100 OYONNAX

ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

CM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES
(ARTICLES L 243-4, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 612-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE)

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DU TRESOR (ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIES DU CODE GENERAL
DES IMPOTS ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)

NEANT

EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTETS RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE L.511-57 DU CODE DE COMMERCE.
DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991 No 91-1382.
DECRET DU 22 MAI 1992 No 92-456.

NEANT

ET : 6.06 EUROSETAT SECU TRESOR ET PROTETS

JE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

FO No 1 DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS

DE PRIVILEGE DE VENDEUR, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS
DE COMMERCE OU SUR FONDS ARTISANAL, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT
DE L'OUTILLAGE ET DU MATERIEL D'EQUIPEMENT, DES WARRANTS

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

V. (PRIVILEGE DE VENDEUR)
N. (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT)
N.J (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE)
N.O.M (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT OUTILLAGE)
(WARRANT)

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA
10 RUE DU CHEMIN DE FER
01100 OYONNAX
ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHEE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIYEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | MONTANT
DE LA
CREANCE |
|-------------|--------|------|--------|---------|-----------------------------|
| VOLUME | NUMERO | DATE | MATURE | | |

NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS
DES CLAUSES D'INALIENABILITE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA

10 RUE DU CHEMIN DE FER

01100 OYONNAX

ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | | |
|-------------|--------|------|--------|---------|--|--|
| VOLUME | NUMERO | DATE | NATURE | | | |

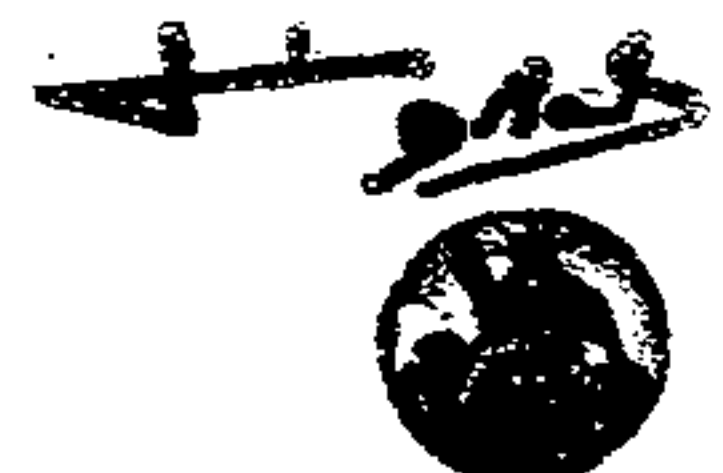
NEANT NEANT

T : 14.99 EUROSETAT PV PN PNOM ET WARRANT

LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

IO No 2 DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



GREFFE

DU

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES INSCRIPTIONS

RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL
OU DE LEASING EN MATIERE MOBILIERE

(LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA

10 RUE DU CHEMIN DE FER

01100 OYONNAX

ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

GM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERNE

| INSCRIPTION | | | | LIBELLE | SOMMES |
|-------------|--------|------|--------|---------|--------|
| VOLUME | NUMERO | DATE | NATURE | | |

NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT

UT : 2.01 EUROSETAT CREDIT BAIL

LE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

UR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

LIO No 1 DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

E T A T S

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GERGONNE SA DEVENUE GPI SA

10 RUE DU CHEMIN DE FER
01100 OYONNAX

ACTIVITE MATIERES PLASTIQUES

Reference 762 200 277 (62 B 27)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : SELARL MAGISTRALI, THIVEND, ROBERT, FAYAN-ROUX, BUFFERME

ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES
(ARTICLES L 243-4, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 612-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE)

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DU TRESOR (ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIEMES DU CODE GENERAL
DES IMPOTS ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)

NEANT

EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTETS RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE L.511-57 DU CODE DE COMMERCE.
DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991 No 91-1382.
DECRET DU 22 MAI 1992 No 92-456.

NEANT

T : 6.06 EUROSETAT SECU TRESOR ET PROTETS

JE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

LE PRESENT ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE A CE JOUR

IO No 1

DELIVRE LE 24/06/2003. LE GREFFIER :



Greffé du Tribunal de Commerce de VERSAILLES

1, Pl André Mignot

RP 1125

78011 VERSAILLES CEDEX

Tél: 0139071640

762 200 277 R.C.S. VERSAILLES

Nos références : / 67206 / MGF

Requérant :

SCP MAGISTRALI THIVEND

801, RUE DE LA SOURCE

01440 VIRIAT

Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

Sur :

ETABLISSEMENTS GERGONNE GPI (02004724)

Adresse demandée:

179 rte de Paris 78820 JUZIERS (FRANCE)

Numéro d'identification:

762 200 277 R.C.S.
VERSAILLES

Privilège(s) de vendeur et action résolutoire

fichier à jour au 20/06/2003

NEANT

Nantissement(s) du fonds de commerce

fichier à jour au 20/06/2003

NEANT

Il peut exister des inscriptions de nantissement judiciaire, se reporter à l'état des inscriptions de cette catégorie. S'il s'agit d'un fonds artisanal, se reporter à l'état des nantissements concernant ce type de fonds.

Nantissement(s) du fonds artisanal

fichier à jour au 20/06/2003

NEANT

Il peut exister des inscriptions de nantissement de fonds artisanaux confondues avec les nantissements du fonds de commerce (non judiciaire), se reporter à la rubrique des inscriptions de cette catégorie.

Nantissement(s) judiciaires(s)

fichier à jour au 20/06/2003

NEANT

Il peut exister des inscriptions de nantissement judiciaire confondues avec les nantissements du fonds de commerce (non judiciaire), se reporter à la rubrique des inscriptions de cette catégorie.

Nantissement(s) de l'outillage, matériel et équipement

fichier à jour au 20/06/2003

27/12/2002 N° 070200098

Montant créance : 232 100,00 Euros

Fonds de : Transformation de mousse et fabrication de plaques de mousse de
acte sous seing privé en date du : 16/12/2002

Crancier(s): Banque RHONE ALPES

20 22, bd Edouard Rey 38040 GRENOBLE CEDEX 9

Elisant domicile CREDIT DU NORD 15 rue Carnot 78000 VERSAILLES

Biens nantis : une machine à couper les contours modele OFS 222 CNC avec
équipement de la machine d'une table pivotante et deux logiciels CAP 2.82

Privilège(s) du Trésor

fichier à jour au 23/06/2003

NEANT

Privilège(s) sécurité sociale, régimes complémentaires

fichier à jour au 23/06/2003

NEANT

Opération(s) de crédit-bail en matière mobilière

fichier à jour au 23/06/2003

NEANT

Greffé du Tribunal de Commerce de VERSAILLES
1, Pl André Mignot
RP 1125
78011 VERSAILLES CEDEX
Tél: 0139071640

762 200 277 R.C.S. VERSAILLES

Nos références: 767206 FMGF

Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

Publicité(s) de contrats de location

fichier à jour au 23/06/2003

NEANT

Publicité(s) de clauses de réserve de propriété

fichier à jour au 23/06/2003

NEANT

Protêt(s)

fichier à jour au 20/06/2003

NEANT

Droits de Greffe (46) hors frais postaux, Décret 86.1098 du 30 octobre 1986

| | | | | | |
|--|------|-----|--|------|-----|
| Privilège(s) de vendeur et action résolutoire | 2.42 | EUR | Nantissement(s) du fonds de commerce | 2.42 | EUR |
| Nantissement(s) du fonds artisanal | 2.42 | EUR | Nantissement(s) judiciaires(s) | 2.42 | EUR |
| Nantissement(s) de l'outillage, matériel et équipement | 2.42 | EUR | Privilège(s) du Trésor | 2.42 | EUR |
| Privilège(s) sécurité sociale, régimes complémentaires | 2.42 | EUR | Opération(s) de crédit-bail en matière mobilière | 2.42 | EUR |
| Publicité(s) de contrats de location | 2.42 | EUR | Publicité(s) de clauses de réserve de propriété | 2.42 | EUR |
| Protêt(s) | 2.42 | EUR | | | |

Etat conforme aux registres du Greffe, délivré à VERSAILLES, le 24 Juin 2003 sur 2 pages

Le Greffier,

Fin de l'état

11

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BLOIS

ETATS EN TOTALITE

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE SA GPI
1. ROUTE DE CHAMBORD
41350 VINEUIL

Reference 762 200 277 (2003 B 208)

AINSI DENOMME QUALITE DOMICILE ET ORTHOGRAFIE ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : JEAN HERVE MAGISTRAL

ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DE VENDEUR
DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE OU SUR FONDS ARTISANAL
DES CLAUSES D'INALIENABILITE
DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT DE L'OUTILLAGE ET DU MATERIEL D'EQUIPEMENT
DES WARRANTS.

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES
(ARTICLES L 243-1, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 512-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE)

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DU TRESOR (ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIES DU CODE GENERAL
DES IMPOTS ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE CREDIT BAILLÉ OU DE LEASING EN MATIERE
MOBILIERE (LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)

NEANT

ETAT DES DECLARATIONS DE CREANCE EN SUITE D'APPORT (ARTICLE 7 DE LA LOI DU 17 MARS 1904)

NEANT

ETAT DU REGISTRE DES PROTETS RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE L 511-57 DU CODE DE COMMERCE.
DECRET DU 30 OCTOBRE 1936 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991 No 91-1382.
DECRET DU 22 MAI 1992 No 92-456.

NEANT

ETAT DES INSCRIPTIONS RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE LOCATION OU DES CONTRATS DE VENTE ASSORTIS
D'UNE CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE (ART. L 621-116 DU CODE DE COMMERCE ET DECRET DU 27 DECEMBRE 1985)

NEANT

32.20 EURO ETATS EN TOTALITE

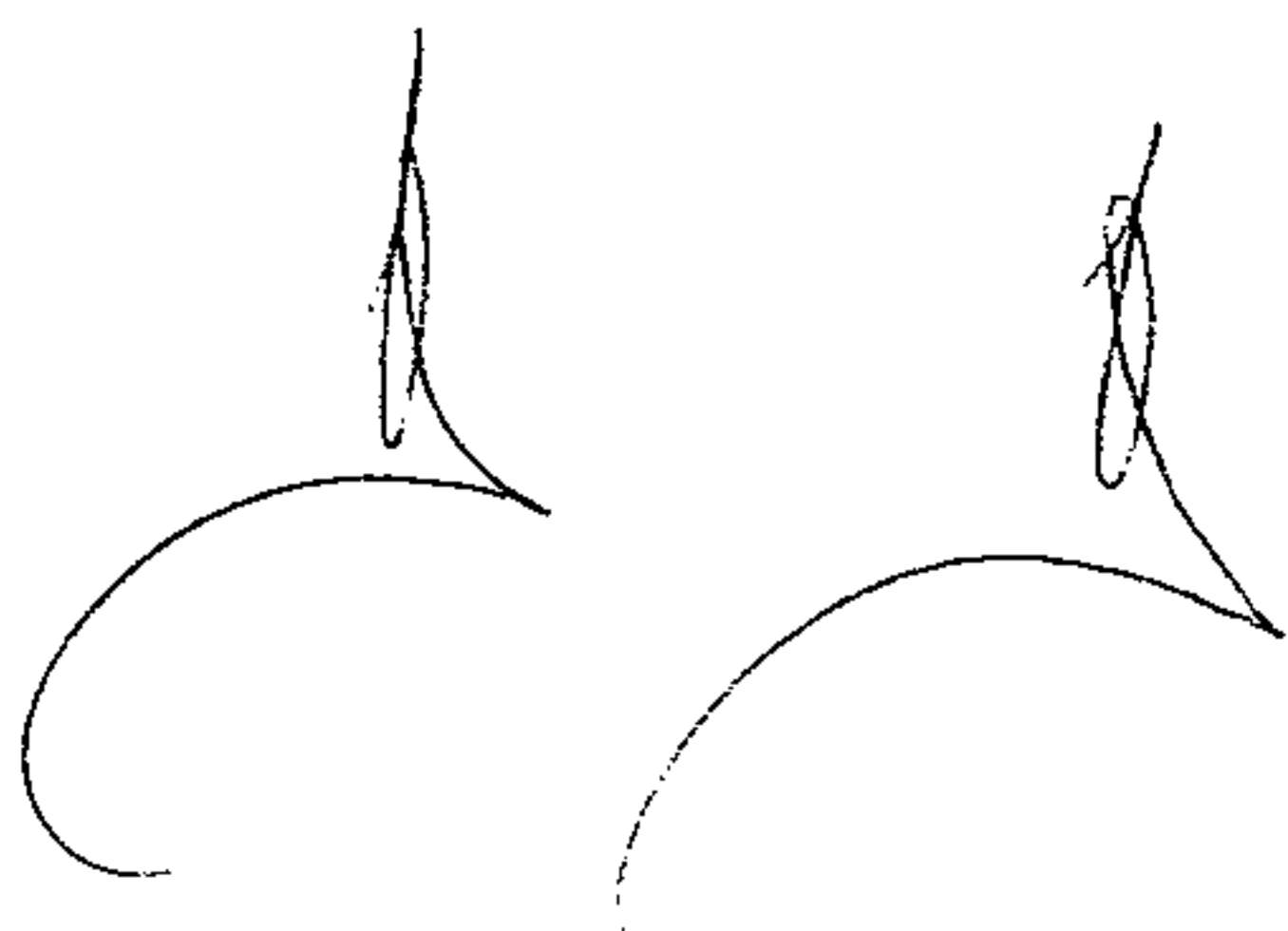
L'un des greffiers associés

LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.

ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BLOIS A CE JOUR

C No 1 DELIVRE LE 23/06/2003. LE GREFFIER

L'ORIGINAL DELIVRE PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ETABLI SUR PAPIER TRAME



FUSION-ABSORPTION
DE LA SOCIETE GPI
PAR LA SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG

ADDITIF
AU
PROJET DE TRAITE DE FUSION

♦ ♦ ♦

23 JUILLET 2003

116

TRAITE DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

⇒ **La SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG**

Société par actions simplifiée au capital de 872 416 €,
Ayant son siège social à OYONNAX (01100) - ZIN - Rue de Tamas - ARBENT,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 379 622 160,

Représentée par Monsieur Michel GERGONNE en sa qualité de Président de la société.

Ci-après dénommée "la société absorbante",

D'une part,

ET :

⇒ **La société GPI**

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance,
Au capital de 1 498 722 €,
Ayant son siège social à OYONNAX (01100) - ZIN - Rue de Tamas - ARBENT,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 762 200 277,

Représentée par Monsieur Michel GERGONNE en sa qualité de Président du Directoire dûment habilité aux fins des présentes par un Directoire en date du 20 juin 2003,

Ci-après dénommée "la société absorbée",

D'autre part,

176

Un projet de traité de fusion a été signé le 26 juin 2003, et déposé au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE le 27 juin 2003.

A ce projet de traité de fusion, les soussignées sont convenues d'adjoindre le présent additif dont la vocation est de préciser, dans le contexte des obligations générales et fiscales souscrites aux chapitres III et VI dudit traité, les modalités de comptabilisation des apports d'éléments d'actif corporels amortissables.

ARTICLE UNIQUE

La présente fusion retenant les valeurs comptables au 31 décembre 2002 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la société absorbée, la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, société absorbante, conformément aux dispositions de l'instruction administrative du 11 août 1993 (BOI 4 I-1-93) et de l'instruction du 3 août 2000 (BOI 4 I-2-00), reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la société absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés, telles qu'elles figurent dans les comptes annuels de la société GPI dont un exemplaire est joint en **annexe 1** du traité de fusion.

Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la société absorbée.

Fait à OYONNAX,
Le 23 juillet 2003,
En huit exemplaires originaux.

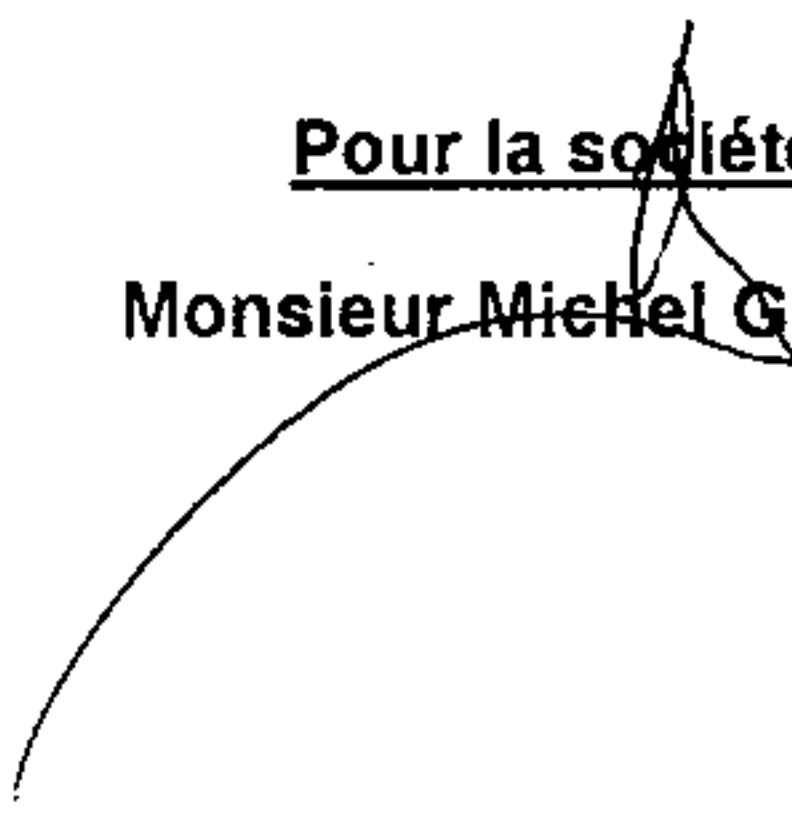
Pour la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG,

Monsieur Michel GERGONNE



Pour la société GPI,

Monsieur Michel GERGONNE



SOCIETE FINANCIERE GERGONNE
en abrégé S.F.G.

Société par actions simplifiée
Au capital de 872 416 €
Siège social : ZIN - Rue de Tamas - ARBENT
01100 OYONNAX

379 622 160 - R.C.S. BOURG-EN-BRESSE

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 4 SEPTEMBRE 2003

=====

Procès-verbal des délibérations

L'an deux mille trois,
Le quatre septembre,
A dix heures,

Les associés de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, société par actions simplifiée au capital de 872 416 € divisé en 54 526 actions de 16 € de nominal chacune, dont le siège est à OYONNAX (01100), ZIN - Rue de Tamas - ARBENT, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du Président de la société faite selon lettre simple adressée le 30 juillet 2003 à chaque associé.

Il a été établi une feuille de présence, laquelle a été émargée par chaque associé présent au moment de son entrée en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Michel GERGONNE, en sa qualité de Président de la société.

Madame Simonne GERGONNE et Madame Dominique COMBAZ, associés représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Maître JH MAGISTRALI est désigné comme secrétaire.

Les représentants des sociétés FIDULOR GRANT THORNTON et ABG AUDIT, co-Commissaires aux Comptes titulaires, régulièrement convoqués par lettres recommandées avec demande d'avis de réception en date du 30 juillet 2003, sont absents et excusés.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent la totalité des actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du tiers requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

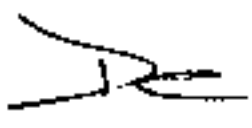
Nb SG De

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux associés,
- les copies et les avis de réception des lettres de convocation des co-Commissaires aux Comptes,
- la feuille de présence et la liste des associés,
- un exemplaire du projet de traité de fusion en date du 26 juin 2003,
- les récépissés de dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE au nom de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, absorbante, et de la société GPI, absorbée, en date du 27 juin 2003,
- un exemplaire de l'additif au projet de traité de fusion en date du 23 juillet 2003,
- les récépissés de dépôt de l'additif au projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE au nom de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, absorbante, et de la société GPI, absorbée, en date du 23 juillet 2003,
- un exemplaire du journal d'annonces légales "L'AIN AGRICOLE" n° 2606 paru le 4 juillet 2003, dans lequel a été inséré l'avis de projet de fusion prévu par l'article 255 du décret du 23 mars 1967 au nom des sociétés GPI et SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG,
- les comptes sociaux des sociétés absorbée et absorbante arrêtés au 31 décembre 2002,
- le rapport du Président,
- l'ordonnance de nomination du Commissaire à la Fusion en date du 20 juin 2003,
- les rapports du Commissaire à la Fusion sur la valeur et la rémunération des apports,
- le récépissé de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE du rapport du Commissaire à la Fusion sur la valeur des apports en nature en date du 25 juillet 2003,
- le procès-verbal de la réunion du Comité d'Entreprise en date du 24 juin 2003,
- l'ordonnance de nomination du Commissaire à la Transformation en date du 8 juillet 2003,
- le rapport du Commissaire à la Transformation,
- le récépissé de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE du rapport du Commissaire à la Transformation en date du 6 août 2003,
- un exemplaire des statuts de la société,
- un exemplaire du projet de nouveaux statuts,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ainsi qu'aux co-Commissaires aux Comptes, ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

ML SG  

- Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Président,
- Lecture des rapports du Commissaire à la Fusion,
- Examen et approbation de la fusion par voie d'absorption de la société GPI par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG,
- Rémunération de l'apport,
- Constatation de la réalisation définitive de la fusion,
- Prélèvements à opérer sur la prime de fusion,
- Extension de l'objet social,
- Changement de la dénomination sociale et adoption de noms commerciaux,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Décision relative aux établissements de l'absorbée,
- Lecture du rapport du Commissaire à la Transformation,
- Transformation de la société en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance,
- Adoption article par article puis dans leur ensemble des statuts de la société sous sa nouvelle forme,
- Nomination des membres du Conseil de surveillance,
- Confirmation des co-Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants dans leurs fonctions,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,
- Questions diverses.

Le Président donne ensuite lecture du projet de traité de fusion et de son additif, de son rapport ainsi que de ceux établis par le Commissaire à la Fusion.

Lecture est ensuite donnée du rapport du Commissaire à la Transformation.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte et offre la parole à toute personne qui désirerait la prendre.

Il fournit toutes précisions et explications complémentaires qui lui sont demandées.

Diverses observations sont échangées puis, personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

ML SG De

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale des associés :

- ✓ Après avoir pris connaissance du rapport du Président ainsi que des rapports établis par le Commissaire à la Fusion sur la valeur et la rémunération des apports,
 - ✓ Après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion et de son additif conclus les 26 juin et 23 juillet 2003 entre la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG et la société GPI, société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1 498 722 €, dont le siège social est à OYONNAX (01100) - Zone Industrielle Nord - Rue de Tamas - ARBENT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 762 200 277, aux termes duquel la société GPI fait apport à titre de fusion à la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG de l'ensemble de ses biens, droits et obligations, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2003,
- accepte et approuve dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion ainsi que son additif, et décide la fusion par voie d'absorption de la société GPI par notre société, moyennant la charge pour notre société de satisfaire à tous les engagements de la société GPI et d'acquitter son passif ;
 - approuve la transmission universelle du patrimoine de la société GPI, ainsi que l'évaluation qui en a été faite, la valeur du patrimoine transmis s'élevant à 19 899 323 € ;
 - approuve la rémunération de la fusion selon le rapport d'échange de TREIZE (13) actions de notre société pour UNE (1) action de la société GPI et l'augmentation de capital qui en résulte, compte tenu de la renonciation par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG à l'attribution des ses propres actions auxquelles elle aurait pu prétendre puisqu'elle détient 4 314 actions de la société GPI.

L'Assemblée Générale, prenant acte de ce que l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société GPI réunie ce jour a approuvé la présente fusion, constate la réalisation définitive de ladite fusion avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2003, ainsi que la dissolution sans liquidation de la société GPI.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale des associés constate que, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, le capital social est augmenté d'une somme de 506 896 € et atteint à présent 1 379 312 €, ceci par la création de 31 681 actions de 16 € chacune, entièrement libérées et portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 2003.

L'Assemblée Générale des associés décide que la différence entre l'actif net apporté, soit 19 899 323 €, le montant de l'augmentation de capital, soit 506 896 €, auquel s'ajoute la valeur estimative de la participation de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG dans le capital de la société GPI, soit 12 715 989,54 € ($19\,899\,323\,€ / 6\,751 * 4\,314$), constitue une prime de fusion d'un montant de 6 676 437,46 € qui sera inscrite au passif du bilan et sur laquelle porteront les droits des associés anciens et nouveaux de l'absorbante.

Elle décide enfin que la différence entre la valeur estimative de la participation de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG dans le capital de la société GPI (12 715 989,54 €) et la valeur comptable de cette participation, soit 1 103 319,27 €, constitue un boni de fusion s'élevant à 11 612 670,27 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Mb SG *De* *d*

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale des associés décide, conformément aux dispositions du projet de traité de fusion, de donner à la prime de fusion résultant des opérations ci-dessus relatées, l'affectation suivante :

- Imputation de tous les frais, droits et impôts résultant de la fusion,
- Dotation complémentaire de la réserve légale à concurrence d'un montant de 50 690 €,
- Reprise au bilan de l'absorbante des provisions et réserves fiscales figurant au passif de la société GPI.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'étendre l'objet social aux opérations ci-après exposées :

- La fabrication, l'achat et la vente de tous articles en matières plastiques et produits adhésifs.
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets, concernant ces activités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Président et après avoir entendu la lecture de son rapport, décide de modifier la dénomination sociale de la société qui devient, à compter de ce jour :

GPI

GROUPE GERGONNE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale des associés décide que l'absorbante reprendra à son compte les noms commerciaux utilisés jusque là par la société absorbée, à savoir "GPI" et "ISORUB".

Elle décide par ailleurs d'adopter un nouveau nom commercial qui s'ajoutera aux précédents, à savoir "GROUPE GERGONNE".

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

MG SG

PC

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale des associés décide, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, de modifier comme suit les articles des statuts concernés par ces décisions :

"ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La fabrication, l'achat et la vente de tous articles en matières plastiques et produits adhésifs,
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets, concernant ces activités,
- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achat d'actions, d'obligations, de toutes valeurs mobilières et de tous droits sociaux dans toutes sociétés, affaires ou entreprises.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent ou contribuent à sa réalisation."

"ARTICLE 3 : DENOMINATION

La dénomination sociale est :

GPI

GROUPE GERGONNE

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance", de l'énonciation du montant du capital social, du numéro d'identification SIREN ainsi que de la mention R.C.S. suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée."

"ARTICLE 7 : FORMATION DU CAPITAL

Il est ajouté à cet article le paragraphe suivant :

3. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 septembre 2003, le capital social a été augmenté d'une somme de 506 896 € pour être porté à 1 379 312 €, ceci suite à la fusion par voie d'absorption de la société GPI."

ML SG

De



"ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE DIX NEUF MILLE TROIS CENT DOUZE EUROS (1 379 312 €).

Il est divisé en QUATRE VINGT SIX MILLE DEUX CENT SEPT ACTIONS (86 207 actions) d'une seule catégorie de SEIZE EUROS (16 €) chacune, entièrement libérées.

2 - Chaque membre du Conseil de surveillance doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à UNE (1)."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide par ailleurs que l'absorbante reprendra à son compte l'ensemble des établissements de la société GPI, à l'exception toutefois de l'établissement secondaire sis à OYONNAX (01100) - 10, rue du Chemin de Fer, dont le numéro SIRET est le 762 200 277 00015, qu'il n'est pas utile de maintenir plus longtemps en activité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale des associés, après avoir entendu la lecture des rapports du Président et du Commissaire à la Transformation, et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies et que tous les associés étaient présents ou représentés, décide, en application des dispositions des articles L. 225-244, L. 227-1 alinéa 3 et L. 227-9 alinéa 2 du Code de commerce, de transformer à compter de ce jour la société en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance.

Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la société, son objet, sa dénomination et son siège social ne sont pas modifiés du fait de cette transformation.

Son capital demeure fixé, après l'augmentation décidée plus haut, à la somme de 1 379 312 €, divisé en 86 207 actions de 16 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de transformation de la société en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance prise à la résolution qui précède, l'Assemblée Générale adopte, article par article puis dans son ensemble, le texte des statuts de la société sous sa nouvelle forme.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

01/ 56 DC

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de membres du Conseil de surveillance, à compter de ce jour et pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires appelée en 2009 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 :

- Madame Simonne GERGONNE,
Née le 25 juillet 1923 à OYONNAX (01100), de nationalité française,
Demeurant à OYONNAX (01100) - 28, rue Castellion,
- Madame Patricia GERGONNE,
Née le 22 avril 1956 à LYON 6^{ème} (69006), de nationalité française,
Demeurant à ARBENT (01100) - 35, rue du Maquis - MARCHON,
- Madame Dominique COMBAZ,
Née le 6 juin 1951 à NANTUA (01460), de nationalité française,
Demeurant à MARTIGNAT (01870) - Chemin de Chavaissard - EVRON.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Mesdames Simonne et Patricia GERGONNE ainsi que Madame Dominique COMBAZ ont, dès avant ce jour, fait savoir qu'elles accepteraient ce mandat et qu'elles n'exerçaient aucune fonction et n'étaient frappées d'aucune mesure susceptible de leur en interdire l'exercice.

DOUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que les fonctions des sociétés FIDULOR GRANT THORNTON et ABG AUDIT, co-Commissaires aux Comptes titulaires, ainsi que de Messieurs Jean-Marie VILMINT et François BERILLE, co-Commissaires aux Comptes suppléants, se poursuivent jusqu'au terme de leur mandat, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée en 2007 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

A cette occasion, l'Assemblée Générale prend acte du changement de dénomination sociale de la société FIDULOR, laquelle est devenue la société FIDULOR GRANT THORNTON.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide que la durée de l'exercice social en cours, qui sera clos le 31 décembre 2003, n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la société en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes à Directoire et Conseil de surveillance.

026 56

De

d

Le Président de la société sous sa forme de société par actions simplifiée fera à l'Assemblée Générale des actionnaires qui statuera sur ces comptes un rapport rendant compte de l'exécution de son mandat pendant la période courue du premier jour dudit exercice jusqu'au jour de la transformation.

Ce rapport sera soumis au droit de communication des actionnaires dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la société sous sa nouvelle forme.

L'Assemblée Générale statuera sur lesdits comptes conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes à Directoire et Conseil de surveillance. Elle statuera également sur le quitus à accorder au Président de la société sous son ancienne forme.

Les bénéfices dudit exercice seront affectés et répartis suivant les dispositions des statuts de la société sous sa forme de société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance.

Les conventions préalablement visées par les articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce continueront à produire leurs effets et seront désormais approuvées par l'Assemblée Générale des actionnaires sur rapport des co-Commissaires aux Comptes établi conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. En outre, les conventions relevant de ces articles et qui seraient nouvellement conclues doivent à présent faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil de surveillance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que la transformation de la société en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance est définitivement réalisée.

L'Assemblée Générale constate enfin que les fonctions de Président de Monsieur Michel GERGONNE prennent fin à compter de ce jour, sous réserve du quitus à lui donner par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur l'exécution de son mandat au cours de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ML SG

De

↓

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal lequel, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président,
Monsieur Michel GERGONNE

Le Secrétaire,
Maître JH/MAGISTRALI

Les Scrutateurs,
Madame Simone GERGONNE

Madame Dominique COMBAZ

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS DE BOURG SUD
Le 18/09/2003 Bordereau n°2003/138 Case n°11 Ext 1284
Enregistrement : 230 €
Timbre : 150 €
Total liquidé : trois cent quatre-vingts euros
Montant reçu : trois cent quatre-vingts euros
Le Contrôleur

GPI

GROUPE GERGONNE

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance

Au capital de 1 379 312 €

Siège social : ZIN - Rue de Tamas - ARBENT
01100 OYONNAX

379 622 160 - R.C.S. BOURG-EN-BRESSE

REUNION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 4 SEPTEMBRE 2003

=====

Procès-verbal des délibérations

L'an deux mille trois,
Le quatre septembre,
A onze heures trente,

Les personnes désignées en qualité de membres du Conseil de surveillance aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue ce jour se sont réunies en vue de constituer le bureau du Conseil, de nommer les membres du Directoire et d'organiser la direction de la société.

Sont présents :

- Madame Simonne GERGONNE,
- Madame Dominique COMBAZ,
- Madame Patricia GERGONNE.

Tous les membres du Conseil de surveillance étant présents, le Conseil peut valablement délibérer.

Madame Simonne GERGONNE est choisie pour présider la séance.

Elle expose au Conseil que l'ordre du jour de la première réunion du Conseil de surveillance est le suivant :

- Nomination du Président du Conseil de surveillance,
- Nomination du Vice-Président du Conseil de surveillance,
- Nomination des membres du Directoire,
- Nomination du Président du Directoire,
- Détermination des rémunérations éventuelles du Président et du Vice-Président du Conseil de surveillance ainsi que des membres du Directoire.

SG

ER

DC

Ceci exposé, les résolutions suivantes ont été mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

Madame Simonne GERGONNE est désignée en qualité de Président du Conseil de surveillance pour la durée de son mandat de membre du Conseil de surveillance, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires appelée en 2009 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Le Président disposera de tous les pouvoirs que la loi et les statuts attachent à ces fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, Madame Simonne GERGONNE n'ayant pas pris part au vote.

Madame Simonne GERGONNE déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remercie les membres du Conseil de la confiance qu'ils lui témoignent.

DEUXIEME RESOLUTION

Après en avoir délibéré, le Conseil décide qu'il n'est pas nécessaire à ce jour de procéder à la nomination d'un Vice-Président du Conseil de surveillance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Le Conseil de surveillance fixe à deux le nombre de membres du Directoire et nomme en qualité de premiers membres du Directoire, à compter de ce jour et pour une durée de six années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires appelée en 2009 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 :

- **Monsieur Michel GERGONNE,**
Né le 9 septembre 1954 à NANTUA (Ain),
Demeurant à ARBENT (01100) - 35, rue du Maquis - MARCHON,
De nationalité française.
- **Monsieur Pierre COMBAZ,**
Né le 2 juillet 1949 à SALON-DE-PROVENCE (Bouches-du-Rhône),
Demeurant à MARTIGNAT (01870) - Chemin de Chavaissard - EVRON,
De nationalité française.

Les membres ainsi nommés ont déclaré par avance accepter leurs fonctions si elles venaient à leur être confiées.

Chacun d'eux a déclaré, en outre, qu'il satisfaisait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de mandats qu'une même personne peut occuper, et qu'il n'était frappé d'aucune incompatibilité, ni d'aucune interdiction ou déchéance du droit d'administrer une société par application de la législation en vigueur.

SG

Pj

De

Le Conseil de surveillance relève ensuite que, en application de l'article L. 122-12 alinéa 2 du Code du Travail, les contrats de travail de Directeur Technique et de Directeur Commercial du secteur grand public que détenaient respectivement Messieurs Michel GERGONNE et Pierre COMBAZ auprès la société GPI ont été repris par la société GPI - GROUPE GERGONNE (anciennement SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG).

En conséquence, et en suite de la fusion réalisée ce jour, le Conseil de surveillance prend acte que ces contrats de travail n'ont pas été suspendus du fait de la nomination de Messieurs Michel GERGONNE et Pierre COMBAZ en qualité de membres du Directoire.

Le Directoire exercera les pouvoirs prévus par la loi et les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Le Conseil de surveillance nomme Monsieur Michel GERGONNE en qualité de Président du Directoire de la société pour la durée de son mandat de membre du Directoire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Michel GERGONNE, après avoir confirmé qu'il satisfaisait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de mandats qu'une même personne peut occuper, a déclaré par avance accepter ces fonctions si elles venaient à lui être confiées.

CINQUIEME RESOLUTION

Le Conseil de surveillance décide de repousser à une date ultérieure la détermination des rémunérations éventuelles du Président du Conseil de surveillance et des membres du Directoire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal lequel, après lecture, a été signé par tous les membres du Conseil de surveillance.

Mme Simone GERGONNE ¹

Mme Dominique COMBAZ ²

Mme Patricia GERGONNE ²

Bon pour acceptation
des fonctions de Président
du Conseil de Surveillance

Bon pour acceptation des
fonctions de membre du
Conseil de Surveillance

Bon pour acceptation des fonctions
de membre du Conseil de
Surveillance

1 - Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Bon pour acceptation des fonctions de Président du Conseil de surveillance"

2 - Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil de surveillance"

GPI
GROUPE GERGONNE
(anciennement SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG)
Société par actions simplifiée transformée en société
anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital porté à 1 379 312 €
Siège Social : ZIN - Rue de Tamas - ARBENT
01100 OYONNAX

379 622 160 - R.C.S. BOURG-EN-BRESSE

GPI
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 1 498 722 €
Siège social : ZIN - Rue de Tamas - ARBENT
01100 OYONNAX
762 200 277 - R.C.S. BOURG-EN-BRESSE

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

=====

Le soussigné :

⇒ **Monsieur Michel GERGONNE,**

Agissant tant en qualité de Président du Directoire de la société **GPI - GROUPE GERGONNE** (anciennement SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG),
Société par actions simplifiée transformée en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance,
Au capital porté à 1 379 312 €,
Dont le siège social est à OYONNAX (01100) - Zone Industrielle Nord - Rue de Tamas - ARBENT,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 379 622 160,

Qu'en qualité de Président du Directoire de la société **GPI**,
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1 498 722 €,
Dont le siège est à OYONNAX (01100) - Zone Industrielle Nord - Rue de Tamas - ARBENT,
Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 762 200 277,

dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations du Directoire de la société en date du 20 juin 2003,

Fait les déclarations prévues par les articles L. 236-6 du Code de Commerce et 265 du décret du 23 mars 1967, à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés, déposée au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE, qui seront précédées de l'exposé ci-après :

EXPOSE

- 1° Un projet de traité de fusion entre les deux sociétés ci-dessus évoquées a été arrêté par le Président de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG et par le Directoire de la société GPI, ce dernier ayant par ailleurs conféré à son Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Le projet de traité de fusion des deux sociétés, signé par le Président de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG ainsi que par le Président du Directoire de GPI, suivant acte sous seing privé en date du 26 juin 2003, contenait toutes les indications prévues par l'article 254 du décret du 23 mars 1967, notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société GPI et le rapport d'échange des droits sociaux.

- 2° Le projet de traité de fusion a été déposé au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE le 27 juin 2003 au nom des sociétés GPI et SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, en deux exemplaires pour chacune d'elles.
- 3° Un additif au projet de traité de fusion du 26 juin 2003 a été signé le 23 juillet 2003 par le Président de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG ainsi que par le Président du Directoire de GPI, sa vocation étant de préciser, dans le contexte des obligations générales et fiscales souscrites aux chapitres III et VI dudit traité, les modalités de comptabilisation des apports d'éléments d'actif corporels amortissables.
- 4° L'additif au projet de traité de fusion a lui aussi été déposé au greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE le 23 juillet 2003, au nom des sociétés GPI et SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, en deux exemplaires pour chacune d'elles.
- 5° Sur requête conjointe du Président de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG et du Président du Directoire de GPI, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE a, par ordonnance en date du 20 juin 2003, désigné la société EXECO, représentée par Monsieur Armand SAINT-SULPICE, en qualité de Commissaire à la Fusion des sociétés GPI et SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG.
- 6° L'avis prévu par l'article 255 du décret du 23 mars 1967 a été publié dans le journal d'annonces légales "L'Ain Agricole" n° 2 606 en date du 4 juillet 2003 au nom des sociétés GPI et SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG.

Aucune opposition émanant des créanciers sociaux n'a été formée dans le délai de trente jours prévu à l'article 261 du décret du 23 mars 1967.

- 7° Tous les documents devant être mis à la disposition des actionnaires au siège social de chacune des sociétés l'ont été un mois au moins avant la date des Assemblées Générales Extraordinaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En outre, le rapport du Commissaire à la Fusion sur la valeur des apports en nature, établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce, a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE le 25 juillet 2003.

- 8° L'Assemblée Générale Extraordinaire de la société GPI, société absorbée, réunie le 4 septembre 2003, a approuvé le projet de fusion avec la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG et décidé que la société serait dissoute de plein droit, sans liquidation, au jour de la réalisation définitive de la fusion.
- 9° L'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG, société absorbante, réunie le 4 septembre 2003, postérieurement à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société GPI, a :
- ⇒ approuvé le projet de traité de fusion ainsi que son additif,
 - ⇒ approuvé l'évaluation du patrimoine transmis et la rémunération prévue au projet de traité de fusion,
 - ⇒ décidé, en conséquence, d'augmenter le capital social d'une somme de 506 896 € pour le porter à 1 379 312 €, compte tenu de la renonciation par la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG à l'attribution des ses propres actions auxquelles elle aurait pu prétendre puisqu'elle détenait 4 314 actions de la société GPI,
 - ⇒ constaté la réalisation définitive de la fusion ainsi que la dissolution sans liquidation de la société GPI,
 - ⇒ décidé de modifier l'objet social,
 - ⇒ décidé de modifier la dénomination sociale et d'adopter des noms commerciaux,
 - ⇒ décidé de modifier corrélativement les articles 2, 3, 7 et 8 des statuts,
 - ⇒ décidé la fermeture de l'un des établissements secondaires de GPI,
 - ⇒ décidé de transformer la société en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance.
- 10° L'avis prévu par l'article 287 du décret du 23 mars 1967 pour la réalisation définitive de la fusion, l'augmentation de capital, les modifications statutaires diverses, la transformation en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG et la désignation des membres du Conseil de surveillance et du Directoire, ainsi que celui prévu par l'article 290 du décret précité pour la dissolution de la société GPI, ont été publiés dans le journal d'annonces légales "L'Ain Agricole" n°2617 en date du *19 septembre* 2003.

Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après :

DECLARATION

Le soussigné, ès-qualités, déclare sous sa responsabilité et les peines édictées par la loi, que les opérations de fusion et d'augmentation de capital relatées ci-dessus, ainsi que toutes les autres décisions prises à cette occasion et constatées dans les statuts modifiés, ont été décidées et réalisées en conformité avec la loi et les règlements.

Seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BOURG-EN-BRESSE, avec deux exemplaires de la présente déclaration :

Concernant la société absorbante :

- * deux exemplaires enregistrés du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG en date du 4 septembre 2003,
- * deux exemplaires du projet de traité de fusion,
- * deux exemplaires de l'additif audit projet,
- * l'avis de projet de fusion,
- * deux copies certifiées conformes des statuts mis à jour,
- * l'avis relatif à la réalisation définitive de la fusion, à la modification du capital social ainsi qu'à toutes les autres décisions prises à l'occasion de cette opération.

et concernant la société absorbée :

- * deux exemplaires enregistrés du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société GPI en date du 4 septembre 2003,
- * la copie du projet de traité de fusion,
- * la copie de l'additif audit projet,
- * l'avis de dissolution.

La présente déclaration est établie conformément aux dispositions de l'article L. 236-6 du Code de commerce afin de parvenir à la modification des termes de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés de la société GPI - GROUPE GERGONNE (anciennement SOCIETE FINANCIERE GERGONNE - SFG) et à la radiation de la société GPI du Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à OYONNAX,
Le 19 septembre 2003,
En six exemplaires.

Pour la société GPI - GROUPE GERGONNE,

Monsieur Michel GERGONNE

Pour la société GPI,

Monsieur Michel GERGONNE

CERTIFIÉ CONFORME

STATUTS

GPI

GROUPE GERGONNE

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance

Au capital de 1 379 312 €

**Siège social : ZIN - Rue de Tamas - ARBENT
01100 OYONNAX**

379 622 160 - R.C.S. BOURG-EN-BRESSE

Statuts mis à jour suite à une Assemblée Générale Extraordinaire du 4 septembre 2003

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE - OBJET - SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1 - Forme

La société a été constituée sous la forme de société civile aux termes d'un acte sous seing privé en date à Oyonnax du 19 septembre 1990, enregistré à la Recette des Impôts de Oyonnax le 2 octobre 1990, Folio n°50, Bordereau 238/2.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 17 avril 2001.

Elle a enfin été transformée en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance aux termes d'une décision unanime des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 septembre 2003.

La société continue à exister sous sa nouvelle forme entre les propriétaires des actions existantes et de toutes celles qui seraient créées ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La fabrication, l'achat et la vente de tous articles en matières plastiques et produits adhésifs,
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets, concernant ces activités,
- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achat d'actions, d'obligations, de toutes valeurs mobilières et de tous droits sociaux dans toutes sociétés, affaires ou entreprises.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent ou contribuent à sa réalisation.

Article 3 - Dénomination

La dénomination sociale est :

GPI

GROUPE GERGONNE

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance", de l'énonciation du montant du capital social, du numéro d'identification SIREN ainsi que de la mention R.C.S. suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

Article 4 - Siège social - Succursales

Le siège de la société est à :

→ Zone Industrielle Nord - Rue de Tamas - ARBENT - 01100 OYONNAX

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil de surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Directoire a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

Article 5 - Durée - Année sociale

1 - La durée de la société reste fixée à CINQUANTE ANNEES (50 années) à compter du 24 octobre 1990, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

| |
|--|
| TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS |
|--|

Article 6 - Apports

Lors de la constitution de la société, il a été effectué les apports suivants :

| | |
|---|-------------|
| - Par Monsieur Pierre GERGONNE, 40 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à | 199 000 F |
| - Par Madame Simonne GERGONNE, 40 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à | 199 000 F |
| - Par Monsieur Michel GERGONNE, 28 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à | 139 300 F |
| - Par Madame Dominique COMBAZ, 28 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à | 139 300 F |
| - Par Monsieur Pierre GERGONNE et Monsieur Michel GERGONNE, 240 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à
Savoir l'usufruit par Monsieur Pierre GERGONNE,
la nue-propriété par Monsieur Michel GERGONNE. | 1 194 000 F |
| - Par Madame Simonne GERGONNE et Monsieur Michel GERGONNE, 240 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à
Savoir l'usufruit par Madame Simonne GERGONNE,
la nue-propriété par Monsieur Michel GERGONNE. | 1 194 000 F |
| - Par Monsieur Pierre GERGONNE et Madame Dominique COMBAZ, 240 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à
Savoir l'usufruit par Monsieur Pierre GERGONNE,
la nue-propriété par Madame Dominique COMBAZ. | 1 194 000 F |
| - Par Madame Simonne GERGONNE et Madame Dominique COMBAZ, 240 actions en pleine propriété de la SA Etablissements GERGONNE (ci-après désignée à l'article 7) évaluées ensemble à
Savoir l'usufruit par Madame Simonne GERGONNE,
la nue-propriété par Madame Dominique COMBAZ. | 1 194 000 F |
| Soit ensemble une somme totale de cinq millions quatre cent cinquante deux mille six cents francs, ci | 5 452 600 F |

Les 960 actions dont la pleine propriété a été démembrée ont fait l'objet d'un acte de donation-partage reçu le 30 mai 1981 par Maître GACON, notaire à OYONNAX (01100).

Article 7 - Formation du capital

1. Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports de valeurs mobilières.

Ces valeurs apportées étaient des actions de 1 450 francs de valeur nominale chacune de la société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance "Etablissements Gergonne - GPI" (qui deviendra plus tard la société "GPI") au capital à l'époque de 9 439 500 francs, dont le siège social était à OYONNAX (01100) - ZIN - Rue de Tamas - ARBENT, et qui était immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 762 200 277.

2. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 avril 2001, le capital social a été converti en euros puis augmenté d'une somme de 41 172,4886 € pour être porté à 872 416 €.

3. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 septembre 2003, le capital social a été augmenté d'une somme de 506 896 € pour être porté à 1 379 312 €, ceci suite à la fusion par voie d'absorption de la société GPI.

Article 8 - Capital social

1 - Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE DIX NEUF MILLE TROIS CENT DOUZE EUROS (1 379 312 €).

Il est divisé en QUATRE VINGT SIX MILLE DEUX CENT SEPT ACTIONS (86 207 actions) d'une seule catégorie de SEIZE EUROS (16 €) chacune, entièrement libérées.

2 - Chaque membre du Conseil de surveillance doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à UNE (1).

Article 9 - Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi. L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Directoire, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

En outre, l'Assemblée Générale Extraordinaire qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs actionnaires, dans le respect des conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Article 10 - Libération des actions

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Directoire dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 - Réduction - Amortissement du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Directoire tous pouvoirs pour la réaliser, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi. En aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

Article 12 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix de l'actionnaire.

Article 13 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 14 - Nue propriété - Usufruit

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propiétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Cependant, les actionnaires concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, l'actionnaire détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'actionnaire détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'actionnaire détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L' actionnaire détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'actionnaire détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'actionnaire associé détenant la nue-propriété peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propiétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'actionnaire qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un actionnaire de ses actions, l'actionnaire débiteur continue de représenter seul ces actions.

Article 15 - Cession et transmission des actions

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

La transmission des actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement de compte à compte mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Conseil de surveillance.

A cet effet, le cédant doit notifier à la société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Conseil, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Directoire est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du conseil dans les conditions prévues au paragraphe 3 ci-dessus.

6 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au paragraphe 3 ci-dessus.

7 - Les notifications évoquées au présent article doivent prendre la forme d'un acte extra-judiciaire ou d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 16 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions légales fixées par la loi et les statuts.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts.

La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

I - DIRECTOIRE

Article 17 - Directoire - Composition

1 - La société est dirigée par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance institué par l'article 23 des présents statuts ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance sans pouvoir toutefois excéder le chiffre de cinq ou de sept, si les actions de la société viennent à être admises aux négociations sur un marché réglementé.

Si un siège est vacant, le Conseil de surveillance doit, dans les deux mois de la vacance, soit modifier le nombre de sièges qu'il avait antérieurement fixé, soit pourvoir à la vacance.

Si le capital social est inférieur à 150 000 €, une seule personne peut être désignée par le Conseil de surveillance pour exercer les fonctions dévolues au Directoire avec le titre de Directeur Général unique.

2 - Les membres du Directoire ou le Directeur Général unique peuvent être choisis en dehors des actionnaires ; ils sont obligatoirement des personnes physiques.

3 - Les membres du Directoire ou le Directeur Général unique sont nommés par le Conseil de surveillance ; leur révocation peut être prononcée par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

4 - La révocation de ses fonctions de membre du Directoire ou de Directeur Général unique n'a pas pour effet de résilier le contrat de travail que l'intéressé aurait conclu avec la société.

5 - Si une seule personne exerce les fonctions dévolues au Directoire avec le titre de Directeur Général unique, toutes les dispositions des présents statuts visant le Directoire s'appliquent au Directeur Général unique à l'exclusion de celles qui postulent la collégialité du Directoire.

Article 18 - Durée des fonctions - Limite d'âge

1 - Le Directoire est nommé pour une durée de six années ; les fonctions du Directoire prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire ses fonctions.

2 - Les membres du Directoire sont toujours rééligibles.

3 - Nul ne peut être nommé membre du Directoire s'il est âgé de plus de 90 ans. Le membre du Directoire en exercice est réputé démissionnaire d'office à la clôture de l'exercice social au cours duquel il a atteint cet âge.

Article 19 - Présidence du Directoire - Délibérations

1 - Le Conseil de surveillance confère à l'un des membres du Directoire la qualité de Président.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation verbale ou écrite de son Président ou de la moitié au moins de ses membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'ordre du jour peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Le Président du Directoire préside les séances. Le Directoire peut nommer un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les membres du Directoire peuvent se faire représenter aux séances par l'un d'entre eux. Si le Directoire comprend plus de deux membres, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Toutefois, si le Directoire comprend deux membres ou si seulement deux membres sont présents, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

2 - Les délibérations pourront, sur demande d'un des membres du Directoire, être constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par les membres du Directoire ayant pris part à la séance.

3 - Le règlement intérieur détermine, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les conditions d'organisation des réunions du Directoire qui peuvent intervenir par des moyens de visioconférence.

Article 20 - Pouvoirs et obligations du Directoire - Direction générale

1 - Le Directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Lorsqu'une opération exige l'autorisation du Conseil de surveillance et que celui-ci la refuse, le Directoire peut soumettre le différend à l'Assemblée Générale des actionnaires qui décide de la suite à donner au projet.

Le Directoire convoque toutes Assemblées Générales des actionnaires, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

2 - Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés.

3 - Le Président du Directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers. Le Conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du Directoire, qui portent alors le titre de Directeur Général.

La Présidence et la Direction Générale peuvent être retirées à ceux qui en sont investis par l'Assemblée Générale Ordinaire.

4 - Vis-à-vis des tiers tous actes engageant la société sont valablement accomplis par le Président du Directoire ou tout membre ayant reçu du Conseil de surveillance le titre de Directeur Général.

Article 21 - Rémunération des membres du Directoire

Le Conseil de surveillance fixe le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire.

Article 22 - Responsabilité des membres du Directoire

Sans préjudice de la responsabilité particulière pouvant découler de l'admission au redressement judiciaire de la société, les membres du Directoire sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés anonymes, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

II - CONSEIL DE SURVEILLANCE

Article 23 - Conseil de surveillance

1 - Le Directoire est contrôlé par un Conseil de surveillance composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion où il peut être porté à vingt-quatre. Les membres sont nommés parmi les personnes physiques ou morales actionnaires, par l'Assemblée Générale Ordinaire qui peut les révoquer à tout moment.

Les personnes morales nommées au Conseil de surveillance sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Conseil en son nom propre.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

2 - Aucun membre du Conseil de surveillance ne peut faire partie du Directoire. Si un membre du Conseil de surveillance est nommé au Directoire, son mandat au Conseil prend fin dès son entrée en fonction.

3 - Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions fixées par la loi, assistent avec voix consultative à toutes les séances du Conseil de surveillance.

Article 24 - Actions des membres du Conseil de surveillance

Chaque membre du Conseil de surveillance doit être propriétaire d'actions, dont le nombre est fixé à l'article 8, paragraphe 2 ci-dessus.

Si au jour de sa nomination, un membre du Conseil de surveillance n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

Article 25 - Durée des fonctions - Limite d'âge

1 - Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Ils sont rééligibles.

2 - Aucune personne physique ayant passé l'âge de 90 ans ne peut être nommée membre du Conseil de surveillance si sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers le nombre des membres du Conseil de surveillance ayant dépassé cet âge.

Article 26 - Vacances - Cooptation - Ratifications

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou de plusieurs sièges, le Conseil de surveillance peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Si le nombre des membres du Conseil de surveillance devient inférieur à trois, le Directoire doit convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil de surveillance sont soumises à ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Le membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 27 - Bureau du Conseil

Le Conseil élit parmi ses membres personnes physiques un Président et un Vice-Président qui sont chargés de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. Ils exercent leurs fonctions pendant la durée de leur mandat de membre du Conseil de surveillance.

Le Conseil détermine, le cas échéant, leur rémunération.

Le Conseil peut nommer à chaque séance, un Secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Article 28 - Délibérations du Conseil - Procès-Verbaux

1 - Le Conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il est convoqué par le Président ou le Vice-Président, oralement ou par écrit.

Toutefois, le Président doit convoquer le Conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours, lorsqu'un membre au moins du Directoire ou le tiers au moins des membres du Conseil de surveillance lui présentent une demande motivée en ce sens.

Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le Président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Les réunions se tiennent en tout lieu fixé dans la convocation.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil de surveillance participant à la séance.

La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. La voix du président de séance est prépondérante en cas de partage.

Si le Conseil est composé de moins de cinq membres et que deux membres seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

2 - Le règlement intérieur détermine, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les conditions d'organisation des réunions du Conseil de surveillance qui peuvent intervenir par des moyens de visioconférence. Il peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du Conseil de surveillance qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Les moyens de visioconférence mentionnés au troisième alinéa de l'article L 225-82 du Code de commerce doivent notamment satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du Conseil dont les délibérations sont retranscrites de façon continue.

L'utilisation des procédés de visioconférence n'est toutefois pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- Nomination des membres du Directoire ou du Directeur Général Unique et du Président du Directoire,
- Election du Président et du Vice-Président du Conseil de surveillance.

3 - Les délibérations du Conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social.

Les procès-verbaux indiquent le nom des membres du Conseil de surveillance présents, réputés présents au sens de l'article L 225-82 du Code de commerce, excusés ou absents. Ils font état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du Conseil de surveillance en vertu d'une disposition légale et de la présence de tout autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion. Ils font également état de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à la visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 29 - Mission et pouvoirs du Conseil de surveillance

1 - Le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

2 - Le Conseil de surveillance nomme les membres du Directoire et fixe leur rémunération ;

Il désigne le Président du Directoire et éventuellement les Directeurs Généraux.

Il convoque l'Assemblée Générale des actionnaires, à défaut de convocation par le Directoire.

3 - Le Conseil de surveillance peut, dans les limites qu'il fixe, autoriser le Directoire, avec faculté de délégation, à céder des immeubles par nature, céder totalement ou partiellement des participations, constituer des sûretés ainsi que des cautions, avals ou garanties au nom de la société.

L'absence d'autorisation est inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que ceux-ci en avaient eu connaissance ou ne pouvaient l'ignorer.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, le Directoire peut être autorisé à donner, à l'égard des administrations fiscales et douanières, des cautions, avals ou garanties au nom de la société, sans limite de montant.

4 - Il autorise les conventions visées à l'article 32 ci-après.

5 - Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ses observations sur le rapport du Directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

6 - Il décide le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

7 - Le Conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 30 - Rémunération des membres du Conseil de surveillance

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux membres du Conseil de surveillance, en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence, dont le montant est porté aux charges d'exploitation.

Le Conseil de surveillance répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées.

2 - La rémunération du Président et du Vice-Président est déterminée par le Conseil.

3 - Il peut être alloué par le Conseil des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des membres de ce Conseil. Ces rémunérations exceptionnelles sont soumises aux dispositions de l'article 32 ci-après.

4 - Les membres du Conseil de surveillance peuvent cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail à la condition que celui-ci corresponde à un emploi effectif. Le nombre des membres du Conseil de surveillance liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des membres en fonction.

Article 31 - Responsabilité des membres du Conseil de surveillance

Les membres du Conseil de surveillance sont responsables des fautes personnelles commises dans l'exécution de leur mandat. Ils n'encourent aucune responsabilité en raison des actes de la gestion et de leur résultat.

Ils peuvent être déclarés civilement responsables des délits commis par les membres du Directoire si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas révélés à l'Assemblée Générale.

Article 32 - Conventions entre la société, un membre du Directoire ou du Conseil de surveillance

Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et :

- Une entreprise, si l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, Directeur Général ou membre du Directoire ou du Conseil de surveillance de l'entreprise,
- L'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 %,
- La société contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce une société actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 %.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues des conditions normales.

Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil de surveillance. La liste et l'objet desdites conventions sont communiquées par le Président aux membres du Conseil et aux Commissaires aux Comptes, au plus tard le jour de la réunion du Directoire arrêtant les comptes de l'exercice écoulé. Les actionnaires peuvent également obtenir communication de cette liste et de l'objet des conventions.

Article 33 - Cumul des mandats

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou membre de Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de directeur général ou de membre du directoire ou de directeur général unique de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Sans préjudice des dispositions précédentes, une personne physique ne peut exercer plus de cinq mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Toute personne physique qui, lorsqu'elle accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions relatives au cumul doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, la personne est démise d'office de son nouveau mandat et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

Article 34 - Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont également nommés. Ils sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE IV

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Article 35 - Nature des Assemblées

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 36 - Convocation et réunion des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Directoire ou, à défaut, par le Conseil de surveillance ou par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé dans les hypothèses prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions réglementaires. La société doit recueillir, au préalable et par écrit, l'accord des actionnaires intéressés qui indiquent leur adresse électronique. Ces derniers peuvent à tout moment demander expressément à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception que le moyen de télécommunication susmentionné soit remplacé à l'avenir par un envoi postal.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 37 - Ordre du jour

1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

3 - Le Comité d'entreprise peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre de jour des Assemblées.

4 - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil de surveillance et procéder à leur remplacement.

Article 38 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs

1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2 - Tout actionnaire peut voter par correspondance ou par voie électronique au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société selon les conditions fixées par la loi et les règlements.

3 - Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

4 - Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions fixées par la loi, peuvent assister aux assemblées générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

Article 39 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-Verbaux

1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance ou de vote à distance par voie électronique. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en son absence, par le Vice-Président du Conseil de surveillance ou par toute autre personne qu'elles élisent.

En cas de convocation par un Commissaire aux Comptes ou par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation.

Les deux actionnaires, présents et acceptant, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

3 - Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la loi.

Article 40 - Quorum - Vote

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée. Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée, au plus tard à quinze heures, heure de PARIS.

2 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

Article 41 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions qui excèdent les pouvoirs du Directoire et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance ou par voie électronique, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris ceux votant par correspondance ou par voie électronique.

Article 42 - Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance ou par voie électronique, possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris ceux votant par correspondance ou par voie électronique.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Article 43 - Assemblées Spéciales

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne peuvent délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Article 44 - Droit de communication des actionnaires

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">TITRE V</p> <p style="text-align: center;">EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION
ET REPARTITION DES BENEFICES</p> |
|--|

Article 45 - Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 5, paragraphe 2 ci-dessus.

Article 46 - Inventaire - Comptes annuels - Bilan

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Directoire dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Directoire établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 47 - Affectation et répartition des bénéfices

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi.

Ainsi, il est prélevé 5 p.100 pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 48 - Mise en paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale ou, à défaut, par le Directoire.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Conformément aux dispositions de l'article L. 232-18 du Code de commerce, l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque actionnaire. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire, ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'Assemblée Générale, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

La société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES - ACHAT PAR LA SOCIETE TRANSFORMATION - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 49 - *Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social*

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Directoire est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 50 - *Achat par la société d'un bien appartenant à un actionnaire*

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un Commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du Président du Directoire.

Le rapport du Commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'Assemblée Générale Ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en Bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Article 51 - Transformation

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les actionnaires ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

Article 52 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Directoire doit réunir l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

Article 53 - Dissolution - Liquidation

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la décision éventuelle de dissolution de la société - qu'elle soit volontaire ou judiciaire - entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VII

CONTESTATIONS

Article 54 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou de contrôle et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.